

# **CORRUPTION : L'ALGÉRIE PERD 6 PLACES DANS LE CLASSEMENT MONDIAL** P.2

## **Le Quotidien**

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

**SÉCURITÉ ET  
INDÉPENDANCE  
ÉNERGÉTIQUE :  
QUELS DÉFIS  
POUR L'ALGÉRIE ?**

HENNI MEKKI



**DE L'ÉDUCATION  
À L'ANALPHABÉTISME**

RACHID BRAHMI

**LA MISE EN  
SCÈNE DES  
«SAVOIRS»**

MOHAMED MEHTOUL



**DEUX MINISTRES...  
UNE JEUNESSE ET DES SPORTS**

EL YAZID DIB



**ALGÉRIE-MAROC :  
ATTENTION, DANGER !**

AKRAM BELKAÏD

**LE NŒUD GORDIEN ALGÉRIEN**

BRAHIM SENOUCI & MUSTAPHA BENCHENANE

**RÊVASSERIES  
AFRICAINES**

HAMID DAHMANI



**POUR COMPRENDRE LES RÉVOLUTIONS ARABES**

KMAR BENDANA

**LES ÂMES DÉCHUES**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

**RAPPEL  
À L'ORDRE**

ABED CHAREF

**LE RUDE VENT  
DU SUD !**

SLEMNIA BENDAOU



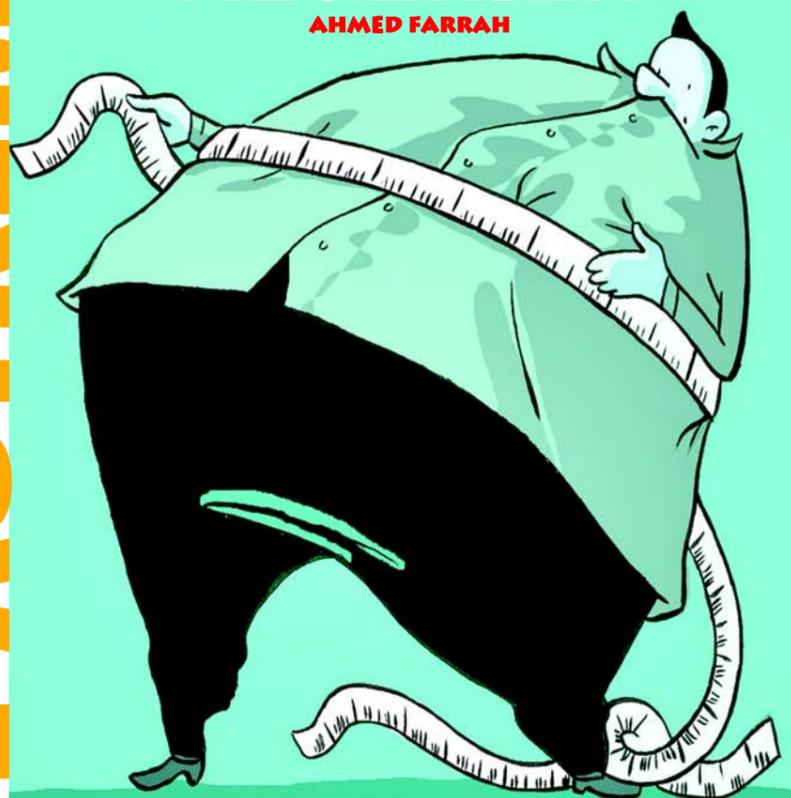
P. 6 à 16

**QUAND  
LA GLOUTONNERIE  
S'ÉRIGE EN MODE  
DE COMPORTEMENT  
SOCIÉTAL !**

ABDELKADER KHELIL

**CE BONHEUR  
ALGÉRIEN**

AHMED FARRAH



**AVOIR TORT  
QUAND ON A RAISON  
TROP TÔT !**

BOUCHAN HADJ-CHIKH

**OÙ VA LA SOCIÉTÉ  
ALGÉRIENNE ?**

KAMAL GUERROUA

**MOTS D'ORDRE  
ET DE DÉSORDRE  
EN POLITIQUE !**

CHERIF ALI

Corruption

# L'Algérie perd 6 places dans le classement mondial

M. Mehdi

L'Algérie occupe la 100<sup>e</sup> place sur 175 pays dans le classement de la corruption 2014 édité par Transparency International (TI). L'ONG de lutte contre la corruption a rendu, hier, son rapport annuel sur l'Indice de perception de la corruption (IPC) pour l'année 2014 où figurent 175 pays contre 177 pour l'édition 2013. «L'Algérie obtient encore une fois, et ce n'est pas une surprise, une très mauvaise note de 36 sur 100 et occupe la 100<sup>e</sup> place, soit le même score de 2013, mais avec un recul de 6 places», note l'Association algérienne de lutte contre la corruption (AACC) affiliée à TI. Pour l'AACC, «non seulement l'Algérie n'a fait aucun progrès» dans la lutte contre «l'avancée dévastatrice de ce fléau, mais plus grave, la seule volonté du pouvoir est de neutraliser toute perspective de lutte contre la corruption et ce, par tous les moyens».

L'AACC énumère quelques-unes de ces «pratiques», telles que la «mauvaise législation anti-corruption (qui plus est non appliquée)»; justice complice et relais du pouvoir; organes de contrôle et institutions spécialisées gelés de fait; dénonciateurs systématiquement réprimés». Pour l'Association, la corruption en Algérie est un «instrument de pouvoir et du pouvoir à tous les niveaux». L'AACC estime aussi que les «transactions commerciales internationales de l'Algérie (sont) soumises à une corruption systématique».

«Dans l'IPC 2014, l'Algérie a fait l'objet de 10 enquêtes et études d'organisations internationales indépendantes, enquêtes qui convergent toutes vers les mêmes résultats», indique l'AACC.

L'Association rappelle que l'Algérie s'est classée à la 94<sup>e</sup> place en 2013 sur 177 pays. En 2012, le score de l'Algérie était de 3,4 sur 10 (105<sup>e</sup> place), alors qu'en 2011, elle avait obtenu «la note catastrophique de 2,9 sur 10» (112<sup>e</sup> place), «reculant de 7 places par rapport au classement de 2010», constate aussi AACC.

Au classement 2014, l'Algérie est ex-aequo avec la Chine et le Suriname, avec un score de

36 points sur 100. Elle arrive derrière la Zambie (85<sup>e</sup>), l'Egypte, le Gabon, le Liberia et Panama (tous les quatre à la 94<sup>e</sup> place). Au Maghreb, l'Algérie est loin derrière ses voisins. La Tunisie occupe la 79<sup>e</sup> place avec 40 points/100, alors que le Maroc est à la 80<sup>e</sup> place avec un score de 39 points. Dans un communiqué, l'ONG Transparency International note que dans «cette 20<sup>e</sup> édition de l'Indice de perception de la corruption, la Chine (avec une note de 36 sur 100), la Turquie (45/100) et l'Angola (19/100) figurent parmi les pays enregistrant la plus forte régression, avec une chute de 4 à 5 points par rapport à l'année précédente, malgré une croissance économique moyenne de plus de 4% sur les quatre dernières années».

«L'Indice de perception de la corruption 2014 montre que les abus de pouvoir des responsables politiques et des hauts fonctionnaires entravent la croissance économique et les efforts de lutte contre la corruption», affirme José Ugaz, président de Transparency International, cité dans le communiqué. «Certains élus corrompus font passer des capitaux d'origine frauduleuse dans des territoires pratiquant le secret bancaire par l'intermédiaire de sociétés offshore en toute impunité», poursuit Ugaz. L'ONG invite «les pays les moins bien classés» à «adopter des mesures anti-corruption radicales tournées vers leur population». Quant aux «pays les mieux classés», ils «doivent faire en sorte de ne pas exporter des pratiques de corruption dans les pays les moins avancés», poursuit le président de TI.

Selon l'AACC, l'indice 2014 «utilise les données de 12 enquêtes portant sur des facteurs tels que l'application des lois anti-corruption, l'accès à l'information et les conflits d'intérêts».

Par ailleurs, l'AACC «lance un appel à la société civile et aux médias» à célébrer le mardi 9 décembre, la 11<sup>e</sup> édition de la «Journée des Nations unies contre la corruption» qui sera placée sous le thème «Rompez la chaîne de la corruption!»

## Réunion de la Commission mixte Des Saoudiens prêts à investir plus de 2 milliards de dollars en Algérie

Moncef Wafi

Alger et Ryad ne ratent aucune occasion pour souligner la bonne santé de l'entente économique entre les deux pays et la tenue, chaque année, au début de décembre de la Commission mixte algéro-saoudienne en est le meilleur exemple. Si cette 10<sup>ème</sup> session n'a pas dérogé aux traditionnels dossiers bilatéraux, elle s'inscrit, pourtant, dans un contexte particulier avec l'évolution du marché pétrolier. Un aspect souligné par le ministre des Finances, Mohamed Djellab, qui a mis l'accent, mardi, sur la diversification de la coopération entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite, dans tous les domaines. Une diversification «impérative», surtout du côté algérien, pour faire face aux nouvelles données économiques caractérisées par un véritable effondrement des prix du pétrole. Le discours ministériel est clair et sans ambages, épousant la stratégie de communication du gouvernement qui insiste, de plus en plus, sur l'encouragement des exportations hors hydrocarbures, pour «atténuer, progressivement, la charge sur le budget de l'Etat».

M. Djellab dira, en perspective, que la chute des prix du baril de pétrole oblige les deux pays à mettre en place «une assise économique solide et diversifiée et une coopération, dans tous les secteurs, notamment dans les domaines de la planification, la prospective et les statistiques», à travers «le développement des investissements saoudiens, en Algérie, et la consolidation des relations entre les hommes d'affaires algériens et saoudiens». Des recommandations qui figuraient, déjà, lors de la 8<sup>ème</sup> session de la Commission mixte algéro-saoudienne, de 2012, avec la nécessité d'investir dans des domaines, hors hydrocarbures, notamment, pour le secteur privé, en invitant les investisseurs à bénéficier des avantages dans le domaine. Rappelons que le volume des échanges commerciaux, entre les deux pays, sont passés de 436 millions de rials, en 2008, à 2.150 millions de rials, en 2013 (1 dollar équivaut à près de 4 rials).

Si le ministre algérien a invité les hommes d'affaires algériens et saoudiens, à



Ph. : APS

identifier les projets de développement complémentaires et réalisables, le représentant du Royaume wahhabite, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Tawfik Ben Fawzane El Rabia, a, quant à lui, mis l'accent sur les aspirations de Ryad à hisser le volume des échanges commerciaux, invitant les Algériens à profiter du programme de financement des exportations, relevant du Fonds saoudien pour le développement qui facilite l'importation des produits saoudiens. Il a, également, évoqué la volonté des Saoudiens à investir, en Algérie, affirmant qu'ils étaient prêts à investir plus de 2 milliards de dollars, en 4 mois, principalement dans les secteurs des matériaux de construction et celui des industries d'emballage et de conditionnement.

Des investissements balisés et renforcés par des textes concernant les domaines du Commerce, de l'Education, du Tourisme et de la Formation professionnelle, comme rappelé par M. Djellab qui a exhorté les responsables des secteurs concernés à l'élaboration de la mouture finale des nouveaux textes, en cours d'examen, en prévision de leur signature. Il a, aussi, estimé la nécessaire programmation d'une première réunion de la Commission de suivi des investissements, durant cette session. Rappelons, aussi, qu'une société algéro-saoudienne d'investissement, avec un capital de 8 milliards de DA, basée à Alger, a été fondée, en 2008, dans le cadre de l'exécution des recommandations de la Commission.

## ANALYSE

Kharroubi Habib

### La fin d'une époque pour Israël

Les revers s'additionnent sur le plan diplomatique pour l'Etat sioniste. Le dernier en date lui a été infligé par l'Assemblée nationale française dont les députés à l'instar de leurs homologues britanniques, irlandais et espagnols ont à leur tour adopté une motion invitant leur gouvernement à reconnaître l'Etat palestinien.

Devant la cascade en Europe de prises de position prônant cette reconnaissance, les dirigeants israéliens font feu de tout bois pour en minimiser la portée et marteler qu'ils considèrent nulle et non avenue pour leur Etat une décision dans ce sens que les gouvernements européens concernés pourraient prendre en conformité avec le vœu exprimé par leurs parlements respectifs. Mais l'arrogance de leurs déclarations ne masque nullement la panique qui s'est emparée d'eux. Ils sont en effet réellement en panique au vu que les votes des parlements européens sont la traduction du revirement intervenu au sein des opinions de ce continent sur le conflit israélo-palestinien qu'elles ont longtemps apprécié sous un angle favorable aux positions et thèses israéliennes. Ils comprennent parfaitement que le temps où Israël pouvait agir et se comporter comme il voulait à l'égard des Palestiniens tout en bénéficiant d'un soutien européen inconditionnel est désormais révolu.

Certes, les motions votées à Londres, Dublin, Madrid et Paris sont effectivement non contraignantes pour les gouvernements destinataires. Mais ces gouvernements qui ont fait connaître leur intention de ne pas suivre dans l'immédiat les invitations de leurs parlements ne peuvent plus exprimer de soutien inconditionnel à l'Etat sioniste dont les dirigeants sont manifestement déterminés à camper dans le déni des revendications palestiniennes ayant désormais une écoute favorable au sein de leurs opinions nationales. Certains d'entre eux l'ont déjà fait savoir à

Israël. Mais entretenant toutefois des liens particuliers avec cet Etat, ils repoussent l'irréversibilité de leur reconnaissance de l'Etat palestinien en affirmant pour la plupart qu'elle n'interviendra qu'après qu'Israéliens et Palestiniens auront conclu par des négociations directes un accord sur la question.

Ce retrait que les pays européens concernés observent sur le sujet par rapport à leurs opinions nationales et à leurs propres majorités parlementaires est principalement dû aux pressions exercées sur eux par les Etats-Unis totalement acquis à l'Etat sioniste. Ces pays n'ignorent pas pourtant qu'un tel accord par des négociations directes a été rendu impossible car non voulu par l'Etat sioniste qui formule pour cela des conditions et exigences qui sont inacceptables pour les Palestiniens. Ils devront tôt ou tard par conséquent reconnaître que leur préalable de négociations directes à leur reconnaissance de l'Etat palestinien ne tient pas la route et sera combattu par leurs opinions.

Ceux qui pour faire pièce à la demande de leurs parlements se réfugient derrière ce préalable font mine d'oublier que leurs Etats respectifs ont admis en 1948 la création de l'Etat sioniste et procédé à sa reconnaissance sans se soucier d'un accord préalable sur le sujet entre Juifs et Palestiniens. A l'époque, il est vrai que les Palestiniens n'en voulaient pas ce qui a donné prétexte à la «communauté internationale» de leur imposer son fait accompli. L'affaire de l'Etat palestinien bute aujourd'hui sur un obstacle à l'identique mais du fait des Israéliens. Pourquoi alors la «communauté internationale» ne s'estimerait pas habilitée à réagir de même qu'elle l'a fait en 48? La réponse est dans l'allégeance faite par les élites dirigeantes de certaines puissances européennes aux Etats-Unis et lobbies sionistes à l'influence avérée sur leurs décisions.

Tirage du N° 6089  
119.646 exemp.

**Le Quotidien**  
D'ORAN  
Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction centrale  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction  
041.23.25.20  
Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.  
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Rédaction Algéroise  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
Pub  
Tél. : 021. 64.96.44  
Rédaction Constantinoise  
Tél. : 031.87.19.81 - Fax : 031.87.19.80  
Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52  
Centre: SEDOR - Est: S.O.D.I. PRESSE - Sud: TDS

Sellal à «Afrique-Asie»  
**Les entreprises françaises doivent faire preuve d'audace**

Yazid Alilat

L'Algérie est ouverte aux investisseurs français, et fera tout pour faciliter leur entrée sur le marché algérien. C'est en quelque sorte le message lancé par le Premier ministre Abdelmalek Sellal aux milieux d'affaires de l'Hexagone à la veille de la tenue de la 2e session du Comité intergouvernemental de haut niveau, aujourd'hui à Paris.

Rappelant que les relations politiques entre les deux pays évoluent "d'une manière positive", il a invité les investisseurs français à s'installer en Algérie, rappelant les aides considérables que les pouvoirs publics offrent aux investisseurs étrangers. «Que ce soit dans la pétrochimie, l'énergie, les travaux publics, les services, l'agriculture ou d'autres domaines encore, les opportunités pour les investisseurs français de faire de très bonnes affaires existent et sont nombreuses» en Algérie, a-t-il souligné dans le numéro de décembre du mensuel Afrique-Asie, paraissant à Paris. Plus convaincant, il a appelé les entreprises françaises "à saisir ces opportunités en faisant preuve d'audace et de créativité".

Par ailleurs, il a expliqué la nouvelle vision économique de l'Algérie, pour qui la croissance hors hydrocarbures est «une réalité et un objectif stratégique» des responsables algériens. "L'Algérie dispose dans ces filières d'activités d'avantages comparatifs certains qui ont suscité l'intérêt de plusieurs de nos partenaires», une sorte d'invitation pour les entreprises françaises qui veulent investir en Algérie dans des secteurs porteurs, mais hors hydrocarbures, comme les mines, l'industrie, les transports ou le matériel médical. Quant à l'épineuse question de savoir si l'Algérie va aller franchement vers l'exploitation des gaz de schiste, il a laissé la porte entrouverte. "La position de l'Algérie n'est pas dogmatique: nous croyons aux vertus du pragmatisme et du bon sens. Si l'exploitation des ressources d'hydrocarbures non conventionnelles est bonne pour l'Algérie et les Algériens, nous l'engagerons sans complexe. Pour l'instant, l'Algérie s'attelle à évaluer, avec précision, les ressources nationales en la matière et à intégrer et maîtriser les multiples techniques de prospection et de production, afin de garantir une exploitation optimale et la préservation de notre environnement et de nos écosystèmes». Voilà en quelque sor-

te la position actuelle de l'Algérie sur cette question des shale et oil gas. Sur la restructuration de l'économie algérienne, il a rappelé que le programme du président Abdelaziz Bouteflika vise à construire une économie «diversifiée et émergente» pour atteindre à l'horizon 2019 un taux de croissance de 7%. Sur un autre registre, M. Sellal s'est dit convaincu qu'avec la France, «beaucoup d'opportunités subsistent encore et restent à explorer, notamment en matière de partenariat économique, d'échanges scientifiques et culturels et de transfert de savoir-faire».

**L'AVENIR DE L'ALGÉRIE EST EN AFRIQUE**

Sur le volet politique, le Premier ministre a rappelé la position de l'Algérie vis-à-vis du dossier sahraoui, réaffirmant la nécessité d'entamer au plus vite le processus de décolonisation du Sahara occidental, sur la base d'un référendum d'autodétermination sous l'égide des Nations unies. Quant aux bouleversements actuels en Afrique, dans le monde arabe et au Maghreb, M. Sellal a rappelé les positions de principe de l'Algérie, estimant que la paix et la stabilité «constituent le socle indispensable de toute avancée démocratique ou développement socio-économique». "Seule la volonté souveraine et indépendante des peuples peut engendrer le progrès et la paix dans le monde», a-t-il soutenu, avant de rappeler que l'Algérie «soutient et soutiendra tous les processus politiques de dialogue inclusif et de réconciliation engagés par les pays amis et voisins, dans le respect de la légalité internationale, du principe de non-ingérence et l'intégrité territoriale de ces pays». Il a dans la même foulée salué la bonne tenue de l'élection présidentielle en Tunisie et «espère que ce rendez-vous démocratique important constituera une étape majeure dans la marche de ce pays frère vers la stabilité et le progrès». Enfin, il a prévenu qu'il est important aujourd'hui "de sortir des clichés et des idées reçues" qui ont réduit «l'Afrique à un simple réservoir de matières premières, ce serait une grave erreur». «Je suis de ceux qui pensent que l'Afrique est aujourd'hui en mouvement, et dans bien des domaines, ce berceau de l'humanité façonnera l'avenir du monde», a-t-il estimé. Pour lui, "l'avenir de l'Algérie se construira aussi en Afrique».

**Réunion du comité intergouvernemental de haut niveau**

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectue aujourd'hui et demain une visite en France au cours de laquelle il co-présidera avec son homologue français, Manuel Valls, les travaux de la 2ème session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN). Le CIHN a été instauré en décembre 2012 lors de la visite officielle en Algérie du président français François Hollande. La première session a eu lieu à Alger en décembre 2013 et a été couronnée par la signature de neuf accords. La rencontre intervient moins d'un mois après la tenue de la deuxième réunion du Comité mixte économique franco-algérien (COMEFA), qui a eu lieu le 10 novembre à Oran, et la visite de Jean-Louis Bianco, représen-

tant spécial du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, pour les relations avec l'Algérie. Lors de cette rencontre, il sera procédé à la signature d'une vingtaine d'accords, conventions et lettres d'intention touchant plusieurs secteurs de la coopération algéro-française, notamment l'agriculture, l'industrie et l'énergie. M. Sellal s'entretiendra également au cours de cette visite avec le président Hollande et le Premier ministre Valls. De leur côté, les ministres qui feront partie de la délégation tiendront des rencontres avec leurs homologues français. Par ailleurs, le Premier ministre rencontrera les patrons des entreprises françaises affiliées au Medef ainsi que les responsables de la Grande Mosquée de Paris.

Intempéries à Béchar  
**Un mort, des ouvrages d'art et des habitations endommagés**



Les intempéries ayant affecté la Région de Béchar, de jeudi à dimanche derniers, ont causé la mort d'un enfant et des dégâts aux accès de huit ouvrages, à des tronçons de route et à de nombreuses habitations, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. La destruction partielle des accès de huit ouvrages, dont certains sont situés sur les RN 6 et 50, a causé la fermeture de ces tronçons à la circulation durant trois jours, tandis que la détérioration de plus de 5 km de routes nationales et de chemins de wilaya, en raison des crues d'oueds, a été à l'origine de l'isolement de plusieurs localités, à l'exemple du chef-lieu de daïra d'Iglli (160 km au sud de Béchar) traversé par l'oued «Saouara», l'un des plus grands oueds du sud-ouest du pays, a-t-on précisé. Ce premier bilan fait état également de dégâts assez importants

causés à un tronçon de la ligne de chemin de fer reliant Béchar à Oran via Sidi Bel Abbès, où une centaine de mètres de voie ferrée a été complètement détruite.

Les fortes chutes de pluies enregistrées dans certaines régions, à l'instar des communes de Béchar (182 mm), Béni-Ounif (140 mm) et Béni-Abbès (85,1), ont causé des dégâts partiels à 818 habitations, en majorité dans la commune de Béchar, selon la même source. Quelque 4.300 voyageurs transitant par les routes de la wilaya au moment des intempéries ont été pris en charge, à travers un dispositif d'accueil mis en place spécialement à cet effet, dès le début des chutes de pluies jeudi dernier.

La mobilisation et l'aide de l'ANP ont permis la réouverture de plusieurs voies de communication et le rétablissement de la

circulation routière entre les localités qui étaient isolées, a-t-on souligné. «La wilaya de Béchar a évité de justesse une catastrophe naturelle des suites des intempéries et des crues de plusieurs oueds qui ont fait une victime, un enfant de 15 ans emporté par les crues de l'oued Zousfana au nord de la commune de Béchar», a indiqué le wali, Mohamed Sallamani. «La mobilisation de l'ensemble des moyens humains et logistiques, de la wilaya et l'aide consistante de l'Armée nationale populaire ont permis de faire face à la situation et de protéger la population des inondations et des crues des oueds», a-t-il affirmé, lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya, tenue mardi après-midi et consacrée à l'examen du bilan préliminaire des dégâts causés par ces intempéries.

**Raina Raïkoum**

Kamel Daoud

**Une info insistante dans la tête : comme un affaissement de terrain mental : il y a très peu de textes d'auteurs algériens dans les manuels scolaires.**

**L'une des explications du malaise d'être algérien**

*Cette situation est dramatique. Nous sommes presque des coopérants dans notre pays», a déclaré M. Benramdane, l'inspecteur général de la pédagogie au ministère de l'Education nationale. Dramatique, oui. Comme un abîme. Peut-être que tout vient de là : ce vide de soi. Cela permet à d'autres d'y installer leur fatwas, reliques, chameaux, avis, dieux et visions. La nature a horreur du vide. Et l'identité aussi. C'est peut-être ce cratère que le chroniqueur cherchait et pressentait depuis toujours : on commence la vie par un vide, un creux, un trou, un déni et une condition d'orphelin. Alors tout le reste peut arriver, y compris l'insulte de soi, par soi et siens. «Nous avons des statistiques qui montrent que dans le livre scolaire de la 4e année par exemple, 2% des textes sont d'auteurs algériens et 38% sont anonymes. Cela est une insulte à l'intelligence culturelle algérienne. Comme si nous n'avions pas d'auteurs», a révélé l'inspecteur. Cela explique presque tout : les années 90, la haine de soi, des siens, l'ennui, le refus du reflet, la détestation, le malaise et l'envie de partir : on est vide de l'intérieur, dès la naissance, statistique à l'appui désormais. L'abîme est un chiffre.*

*Le monde est horrible sans un récit, un mythe ou une histoire d'ancêtres ou de nation. C'est donc cela : le pays est horrible parce qu'à l'école commence la lente vidange qui nous mène à Cheikh Belahmar comme médiateur entre soi et*

*le cosmos. Comment construire une image du pays, réussir une symbolisation des essences, grandir adossé, si dans les manuels scolaires on a 2% d'auteurs algériens ? Comment ne pas s'expliquer alors le hilarant cheikh Chemssou et Ennahar, quand on commence la vie sans noms, sans traces, ni chants des siens ? Comment alors ne pas comprendre cette sourde violence qui nous habite puisque aucun ancêtre ne nous a parlé à l'enfance ? Tout est lié. 30% de textes anonymes, comme une batârdisation organisée du signe et du verbe, une anonymisation, un effacement, une entreprise de génocide. Cela explique ces générations abasourdis et dures, qui traînent dans les rues ne sachant si un écrivain est une rue, une lessive, une place publique ou un joueur de foot. Cela explique cet air maussade qu'a la nation.*

*Le chiffre est fascinant. Il équivaut à l'entreprise coloniale d'extermination idéologique : les colons ont détruit, le manuel a poursuivi. Les deux ont fabriqué de la violence et de la peine. 2% de textes d'auteurs algériens est un chiffre qui exprime le mépris, le déni, la honte, la certitude pour les concepteurs que ce pays n'a pas de fabricant de sens, d'écrivains, de visions dignes d'être transmises. 30% de textes anonymes est un désir évident de fabriquer des zombies sans ancêtres.*

*Le manuel scolaire est un crime, le premier contre la nation algérienne, à l'âge des enfances. Il est laid, mal illustré, hideux, et, pire encore, insultant. Donnez un faux manuel à un perdreau chatoyant, il finira par croire qu'il est un cafard et agira comme tel.*



**El Yed El Marbouha**

SUR NOTRE PAGE  
f RENAULTALGERIE

**NE LÂCHEZ PAS L'OCCASION DE REMPORTEZ LA NOUVELLE RENAULT SYMBOL**

PARTICIPEZ À NOTRE JEU EL YED EL MERBOUHA  
DU 03/12/2014 JUSQU'AU 24/12/2014  
POUR REMPORTEZ LA NOUVELLE RENAULT SYMBOL

CHANGEONS DE VIE  
CHANGEONS L'AUTOMOBILE



## AVEC LES CARTES DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALGÉRIE VOUS NE SEREZ JAMAIS SEUL



PARCE QUE VOTRE QUOTIDIEN EST FAIT D'ÉVÉNEMENTS INATTENDUS, NOTRE CARTE VOUS DONNE ACCÈS À BIEN PLUS QU'UN SIMPLE SERVICE BANCAIRE : DÉCOUVREZ LES SERVICES D'ASSISTANCE GRATUITS OFFERTS AVEC LES CARTES GOLD, CLASSIC & PERLE DIRECTEMENT DANS NOS AGENCES OU EN APPELANT LE 021451155

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'ÉQUIPE



www.societegenerale.dz

**Le président de la Fédération de l'agroalimentaire  
La facture du lait  
va continuer à augmenter**



**EL-Houari Dilmi**

« L'Algérie a dépensé, durant les seuls huit premiers mois de l'année en cours, plus de 1,5 milliards de dollars pour l'importation du lait », a indiqué, hier sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale, M. Abdelwahab Ziani, président de la Fédération algérienne de l'agroalimentaire. En effet, les importations par l'Algérie d'impressionnantes quantités de lait en poudre, représentent « plus de 17% des quantités mises sur le marché mondial annuellement, se plaçant en seconde position après la Chine » a-t-il affirmé. Explicite sa pensée, Abdelwahab Ziani a parlé « d'échec » de la politique instituée, depuis 2007, pour se débarrasser d'une facture, qui pèse très lourd sur les finances publiques. « En sept années de travail, nous en sommes toujours à nous poser la question de savoir qui doit faire quoi » a-t-il estimé. Et de s'interroger, sur un ton des plus tranchants : « à qui doivent profiter les subventions accordées aux produits alimentaires importés : à tous les Algériens, ou bien aux ménagères algériennes qui n'arrivent pas à satisfaire les besoins de leur famille ? ». Poussant un véritable cri d'alerte, le président de la Fédération algérienne de l'agroalimentaire a prévenu que « la facture laitière va continuer à augmenter, parce que, rappelle-t-il, la cherté des autres produits, tels les viandes rouges et blanches, amène tout naturellement, les ménages modestes à se rabattre sur le lait en poudre recombiné » a-t-il expliqué. Dressant un constat de la politique destinée à développer le secteur laitier, Abdelwahab Ziani a estimé que « les efforts de l'Etat, pour développer la filière lait, ont été insuffisants ; en dépit des progrès réalisés, l'Algérie n'assure, actuellement, que seulement 18% des besoins de sa consommation » a-t-il affirmé. Plaidant pour une politique publique « plus agressive » pour diminuer la facture d'importation du lait, il dira que le pays « gagnerait à faire comme la Chine, c'est-à-dire investir à l'extérieur pour assurer notre appro-

visionnement en poudre de lait » a-t-il suggéré. Faisant état de deux bassins laitiers seulement en Algérie, Abdelwahab Ziani a révélé que « d'importantes quantités de lait cru, continuent à être jetées », parce qu'explique-il, « nous n'avons pas d'équipements de séchage et que nous souffrons d'un manque d'organisation des activités de collecte ». Selon lui, « au lieu de construire des laiteries qui consomment beaucoup de poudre de lait, il est possible de confectionner 1.000 tonnes de poudre à partir de l'excédent de lait cru, pour diminuer de 40% notre facture laitière » a-t-il indiqué.

Il est « aberrant » pour le président de la Fédération algérienne de l'agroalimentaire que « le Trésor public subventionne en masse l'importation du lait, de cheptel laitier, les activités de collecte, pour finalement obtenir un produit destiné à être transformé en yaourt, en fromage et non pas pour être consommé en l'état par les Algériens » a-t-il expliqué. « Le lait ne peut plus être subventionné pour tous les Algériens ; l'aide de l'Etat doit aller aux plus démunis, et non pas vers ceux qui ont des revenus conséquents » a encore dit Abdelwahab Ziani, ajoutant que le pays « produit un million de litres/jour, alors qu'il dispose de capacités installées dépassant les millions l/j ». Abordant le volet lié à l'importation du sucre, dont la facture repart à la hausse a-t-il dit, il a expliqué que si l'Algérie « compte de 5 à 6 millions de diabétiques, cela est dû aux habitudes de consommation, aggravé par le fait qu'un arrêté interministériel impose une teneur supérieure à 120 grammes par litre/kilo, alors que la norme en Europe est de 100 grammes par L/K » a-t-il alerté. Appelant à « consommer algérien », Abdelwahab Ziani a estimé qu'une « politique audacieuse en faveur d'un meilleur développement de l'industrie agroalimentaire en Algérie pouvait être une autre alternative crédible, pour sortir du piège des hydrocarbures » a-t-il indiqué, ajoutant que les « ports secs en Algérie, exploités, dans leur majorité, par des étrangers, coûtait au trésor public plus de 6 milliards de dollars par an ».

**Un avis d'appel d'offres pour l'évaluation  
du déploiement de la 3G**

L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) a lancé un avis d'appel d'offres national et international restreint pour l'évaluation du déploiement de la 3<sup>ème</sup> génération de la téléphonie mobile (3G), a-t-elle indiqué sur son site web. Il s'agit d'un avis d'appel d'offres pour la réalisation de mesures d'évaluation et d'audit de la couverture et de la qualité de service des réseaux 3G des opérateurs mobiles au titre de la première année, précise l'ARPT. Cet appel d'offres

s'adresse aux entreprises dûment qualifiées disposant d'une expérience avérée dans la réalisation des mesures d'évaluation de la couverture et de la qualité de service des réseaux de télécommunications, et qui justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises, note-t-elle. Le déploiement de la téléphonie mobile 3G en Algérie progresse de façon « satisfaisante » et le bilan d'une année sera annoncé à la fin décembre en cours, a indiqué samedi dernier le ministre de la

Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Zohra Dourdour, dans un entretien à l'APS. Elle a expliqué que l'ARPT avait constaté l'avancement des opérateurs dans le déploiement de la 3G à travers les wilayas programmées pour la première année. L'Algérie, qui a lancé il y a une année la téléphonie mobile 3G et la téléphonie 4G sans fil en mode fixe (LTE), se prépare à l'introduction de la téléphonie mobile 4G, prévue à la fin de l'année 2015.

**Après la dissolution de l'EPIH  
Régularisation de la situation  
de plus de 1.300 travailleurs**

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a annoncé la régularisation de la situation de plus de 1.300 travailleurs non voyants, après dissolution de l'Entreprise publique d'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées (EPIH, fabrication des balais).

La situation de 1.312 travailleurs non voyants a été régularisée, à travers la prise en charge de leurs revendications suite à la dissolution de l'entre-

prise et les arriérés des salaires ont été versés, a indiqué Mme Meslem, dans un entretien, à l'APS, à l'occasion de la Journée mondiale du Handicapé. Certains d'entre eux ont été mis à la retraite, conformément à la loi, en versant leurs cotisations à la Sécurité sociale, alors que d'autres ont bénéficié de micro-crédits pour la création de micro-activités, toujours dans le cadre de l'insertion socioprofessionnelle de cette catégorie, a-t-elle, encore, souligné. Les dettes de l'entreprise

avaient retardé le versement des salaires des travailleurs, outre l'impossibilité de commercialiser ses produits. L'entreprise a été dissoute, en vertu d'un décret exécutif, en date du 21 novembre 2011 et tous ses biens, droits et engagements ont été transférés au ministère en charge de la Solidarité nationale, conformément à la législation et la réglementation en vigueur. Cette entreprise, à caractère industriel et commercial, a été créée, en décembre 1991, en vertu d'un décret exécutif.

**Une circulaire pour renforcer l'insertion  
des enfants handicapés en milieu scolaire ordinaire**

Une circulaire pour le renforcement et la promotion de l'insertion des enfants handicapés en milieu scolaire ordinaire sera promulguée prochainement par les ministères de la Solidarité nationale et de l'Education nationale, a annoncé le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem. Dans une déclaration à l'APS à l'occasion de la célébration de la journée internationale des personnes handicapées, Mme Meslem a précisé que cette circulaire visait notamment à « élargir l'éducation intégrée dans les classes ordinaires au profit d'un plus grand nombre d'enfants souffrant de handicaps légers et de handicaps auditif ou visuel.

Il s'agit, a-t-elle expliqué, de deux types d'insertion. Le premier étant l'insertion totale des enfants souffrant de handicaps légers dans les classes ordinaires avec les élèves scolarisés. Le deuxième type est l'insertion partielle à travers l'ouverture de classes spéciales pour les enfants handicapés au sein des établissements scolaires tout en assurant leur accompagnement. Mme Meslem a indiqué dans le

même contexte que son département veillait à réunir tous les moyens pédagogiques nécessaires à cette catégorie dont les livres en braille et l'accompagnateur de l'élève handicapé comme l'enseignant spécialisé ou le psychologue. Elle a rappelé que le nombre de classes intégrées ouvertes en milieu ordinaire à l'occasion de la rentrée scolaire 2014 est de 282 classes inclusives, réparties à travers 36 wilayas.

Ainsi, a-t-elle ajouté, le nombre d'enfants handicapés intégrés en milieu scolaire ordinaire est de 2418 enfants (handicap auditif, handicap visuel, handicap ayant une déficience mentale légère).

Elle a indiqué également que le ministère a mobilisé à cet effet 790 employés d'encadrement (maîtres d'enseignement spécialisés, professeurs d'enseignement spécialisés, psychologues, pédagogues et éducateurs spécialisés). La ministre a rappelé par ailleurs que le nombre d'établissements relevant du secteur en charge des enfants (de différents types de handicaps) s'élève à 215 établissements spécialisés pour l'année scolaire 2014-2015. Pour la ges-

tion de ces établissements, le ministère a alloué un budget de 14 milliards de DA au titre de l'année 2014 et a mobilisé 13.383 employés dont 5318 encadreurs pédagogiques pour la prise en charge de 19.771 enfants, a encore rappelé Mme Meslem.

La prise en charge de l'enfant handicapé dès l'âge de trois ans et jusqu'à la fin de son cursus scolaire intervient au sein d'établissements spécialisés relevant du secteur avec l'utilisation de moyens techniques propres à chaque handicap, a indiqué Mme Mounia Meslem. Ainsi, l'Etat assure la prise en charge des frais liés à l'enseignement, la formation, l'hébergement et le transport ainsi que les appareils indispensables à la prise en charge au sein de ces établissements spécialisés, a-t-elle précisé. Ces établissements seront dotés d'appareils électroniques auditifs au profit d'enfants non voyants et d'autres d'appareils sophistiqués du braille. Elle a annoncé, à ce propos, un projet de création d'une imprimerie pour la réalisation de manuels scolaires en braille dans toutes les matières au programme.

**Maghnia  
780 kg de kif saisis**

Une quantité de 780 kg de kif traité a été saisie, à Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, par la Gendarmerie nationale, à bord de 2 véhicules abandonnés par les narcotrafiquants qui ont pris la fuite, indique, mercredi, un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale. La sai-

sie a été réalisée grâce à un barrage dressé par la compagnie territoriale de Maghnia, sur la RN99, menant au village de Bab Tazza, dans la commune Hammam Bougherara, précise-t-on de même source. Par ailleurs, 5 personnes dont une femme, ont été arrêtées, à Oran, pour trafic de 48,5 kg de

kif traité saisis, lors de la perquisition du domicile de l'une d'elles, à Aïn Turk, ajoute le communiqué. Selon la même source, les gardes-frontières de Abdallah, Hadj Miloud et Bab El Assa, dans la wilaya de Tlemcen, ont récupéré 4.295 litres de carburant abandonnés par des contrebandiers.

Au niveau international, chaque pays adapte sa politique énergétique selon ses ressources en matière d'énergie, ses réserves, sa demande énergétique en interne et ses besoins d'investissements, afin de préserver sa souveraineté économique.

# Sécurité et indépendance énergétique: quels défis pour l'Algérie ?



Par Henni Mekki\*

avec une population estimée à 38 millions d'habitants en 2013, selon l'Office National des Statistiques (ONS), la consommation de l'Algérie a atteint 55 millions de Tonnes Equivalent Pétrole (TEP), pour une valeur de 40 milliards de Dollars US. En 2030, l'Algérie, comptera environ 55 millions d'habitants et la demande énergétique risque de doubler dans les quinze (15) années à venir, et donc, d'atteindre probablement près de 80 milliards de Dollars US, d'autant plus que la consommation d'électricité connaît un rythme annuel de 14% à 18% et la consommation de carburants connaît également une croissance de 15% en moyenne. A noter que la forte hausse des besoins énergétique, au niveau national, se traduira forcément par une diminution des exportations Algériennes, et donc, par une diminution des recettes financières. Aussi, la baisse de la production d'hydrocarbures, a connu une légère baisse durant l'année 2013 où elle a atteint 190 millions de Tonnes Equivalent Pétrole (TEP) soit une baisse de 4% par rapport à l'année 2012. En effet, le secteur des hydrocarbures a vécu une année morose en 2013 marquée par le recul des partenaires du Groupe Sonatrach, l'attaque terroriste sur le site gazier de Tiguentourine et l'appauvrissement des gisements qui ont conduit à la baisse de production de pétrole et de gaz par rapports aux années précédentes. Malgré le déclin de certains gisements, en production depuis des décennies, qui a entraîné une baisse de la production pétrolière, l'Algérie a les moyens de reconstituer ses réserves d'hydrocarbures.

Par ailleurs, la baisse du prix du baril de pétrole, a commencé depuis le début de l'été et les cours du pétrole continuent de reculer, sans que l'on sache quand s'arrêtera cette baisse.

Cette dernière pourrait bien se poursuivre, ce n'est pas impossible, tant que les perspectives d'une reprise de la croissance mondiale restent bouchées. En effet, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a publié, récemment, des prévisions pour les années 2014 et 2015 qui montrent qu'une franche reprise ne sera pas au rendez-vous en Europe, aux Etats-Unis et dans les grands pays émergents, comme la Chine et le Brésil.

Le ralentissement brutal de la production industrielle en Chine, le deuxième plus gros consommateur de brut du monde, pourrait expliquer en partie ce recul du prix du baril de pétrole mais aussi à la faiblesse persistante des économies européennes conjuguée à des livraisons de pétrole plus faibles que prévu au Japon et au Brésil, à l'abondance de l'offre qui est surtout due aux pétroles de schiste (shale oil) américains ainsi que par presque le trop-plein de la production des pays producteurs de pétrole conventionnel à l'image de la Libye et de l'Irak mais aussi du rythme de production revue à la baisse par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) qui continue de tabler sur une hausse de la demande mondiale de pétrole mais moins vite que prévu il y a quelques mois.

A moins de 100 Dollars US le baril du pétrole, plusieurs pays parmi les douze (12) états membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), notamment les plus peuplés, ne parviendront pas à faire face à leurs dépenses budgétaires, qu'il s'agisse des subventions à l'énergie ou des mesures sociales en faveur de l'emploi, du logement ou de l'éducation.

Il y a là, une source de tension, au sein de l'OPEP, entre ces pays et certaines pétromonarchies du golfe arabo-persique. Pour empêcher les prix de se rapprocher de la zone dangereuse des 80-85 Dollars US, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) devrait en principe intervenir pour les soutenir. Pour l'heure, cette dernière, qui pompe un petit tiers de l'or noir mondial, refuse de céder à la panique. Les douze (12) membres de l'OPEP ont donc attendu la réunion semestrielle ordinaire tenue le jeudi 27 novembre 2014, à Vienne, au siège du cartel pour être fixés. En effet, ils ont, après des rencontres informelles et plusieurs heures de discussions en séance plénière, finalement suivi la "ligne" défendue depuis quelques mois par l'Arabie saoudite dans le sens où ils ont

décidé de ne pas resserrer les vannes et de maintenir le quota officiel de 30 millions de barils par jour, fixé il y a trois (03) ans quand le cours du Brent était à cent (100) Dollars US. Cette décision n'est pas du tout une surprise car, avant la tenue de ce sommet, les six (06) Etats du Conseil de Coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Oman) s'étaient entendus pour refuser toute baisse du quota.

Les marchés pétroliers, qui avaient commencé à s'inquiéter durant cette journée, ont rapidement sanctionné cette décision. En effet, les prix du baril sont tombés dans la même journée à des niveaux inconnus depuis la mi-2010 sous les 72 Dollars US pour le Brent et même à 67 Dollars US le West Texas Intermediate (WTI) à New York ramenant la chute des cours de pétrole à près de 35 % depuis la mi-juin de l'année en cours.

A partir de ce constat, la question sur la sécurité énergétique de l'Algérie mérite d'être étudiée et explorée, profondément, car, il y a de l'avenir de tout un pays et de toute une population même si, les découvertes réalisées ces dernières années qui, une fois mis en production, reconstitueront en partie les réserves hydrocarbures de l'Algérie, ce qui donne déjà beaucoup d'espoir sur l'avenir énergétique du pays.

Pour faire face à ces contraintes, la nouvelle politique énergétique de l'Algérie devra donner la priorité pour le marché national, ceci, devrait alors passer par un effort considérable concernant l'intensification de l'exploration, et ce, en encourageant les partenaires étrangers à investir dans l'amont pétrolier et gazier, ainsi, découlera de cet effort d'exploration, quatre (04) autres objectifs, à savoir :

- Améliorer les taux de récupération des grands gisements ;



- Augmenter les réserves d'hydrocarbures ;
- Préparer l'exploitation éventuelle des hydrocarbures non conventionnels ;
- Maximiser la valorisation des hydrocarbures.

En effet, pour endiguer la baisse de la production des Hydrocarbures à laquelle vient s'ajouter la baisse du prix du baril de pétrole, phénomènes préjudiciables pour l'avenir, qui pourrait conduire à une diminution des recettes extérieures de l'Algérie sachant que plus de quatre-vingt dix-sept pourcent (97%) de celles-ci proviennent de cette source, il est plus qu'urgent de se mettre d'accord sur les possibilités de tirer vers le haut la production d'hydrocarbures tout en activant d'une part la mise en production des gisements déjà découverts et d'augmenter la prospection pour la découverte d'autres gisements

conventionnelles ou non conventionnelles mais aussi développer le domaine de la Pétrochimie (qui n'a pas eu toute l'attention nécessaire) ainsi que le développement des énergies renouvelables, ce qui permettra à notre Pays de mieux valoriser ses ressources hydrocarbures et développer par là même son tissu industriel.

Ainsi, le développement des projets Pétrochimiques et de Raffinage devra s'inscrire dans le cadre de la valorisation des matières premières et le renforcement de l'Investissement Direct Etranger (IDE) en Algérie, conformément à la politique en vigueur, et favoriser les alliances et le partenariat dans des projets en garantissant la réussite du partenariat et en préservant les intérêts des uns et des autres. En effet, la partie Algérienne devra chercher son positionnement sur le marché international de la Pétrochimie par une forte présence à l'international sur le marché des produits finis à travers notamment une commercialisation conjointe et le partenaire, recherchant d'une part l'accès aux matières premières et une rémunération de ses investissements assurée aujourd'hui en Algérie par des avantages comparatifs favorables au développement de ces projets, d'autre part.

Le développement des projets Pétrochimiques et de Raffinage devra viser notamment ce qui suit :

- Le développement du tissu industriel en Algérie ;
- La satisfaction de la demande du marché national en carburants et produits Pétrochimiques ;
- La pénétration du marché international à travers une commercialisation conjointe avec nos partenaires, des produits Pétrochimiques ;
- Le développement socio-économique de certaines régions Algériennes.

Aussi, le développement des projets Pétrochimiques, à lui seul, nécessitera des investissements

la phase construction que la phase exploitation.

Par ailleurs, l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, dont le potentiel en matière de gaz de schiste récupérable, a été estimé, selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), à 20.000 milliards de m<sup>3</sup> sur un total de 207.000 milliards de m<sup>3</sup> de réserves globales, soit la troisième (3eme) réserve mondiale. Cependant, pour l'exploitation du gaz de schiste, il est vivement conseillé, de prendre en considération les quatre (4) mesures suivantes :

- Evaluer le potentiel sur le plan quantitatif ;
- Mesurer son exploitabilité ;
- évaluer sa rentabilité commerciale ;
- Evaluer l'impact sur l'environnement, et ce, avant toute autorisation d'exploitation.

Pour cela, il faut mener des études sur de grandes surfaces, procéder à quelques forages d'appréciation, mettre en place des projets pilotes d'exploitation et enfin évaluer l'impact sur l'environnement. Ainsi, l'exploitation du gaz de schiste, en Algérie, est indispensable car il y a de l'indépendance énergétique du Pays, dans quelques décennies.

Enfin, Il est vrai qu'avec le renouvelable, l'Algérie pourrait réduire la consommation domestique de gaz car l'électricité étant en grande partie produite aujourd'hui par le thermique gaz (97% de l'électricité, au niveau national, est produite à partir du gaz), mais pour y arriver à cela, il faut impérativement développer de nouvelles technologies, instituer une nouvelle culture de consommation et enfin réduire les coûts afin de pouvoir utiliser et exploiter cette ressource.

En effet, le développement des énergies renouvelables en Algérie, qui revêt un intérêt particulier, devra inciter les Pouvoirs Publics à donner un nouvel essor à ce secteur en vue de les substituer aux énergies fossiles dont les ressources se font de plus en plus rares. Il est à noter, que pour la mise en œuvre et la concrétisation des plans et des objectifs arrêtés dans ce domaine, les Pouvoirs Publics ont procédé à l'adoption d'un cadre juridique favorable à leur promotion et à la réalisation d'infrastructures y afférentes, la création d'une multitude d'organismes œuvrant dans ce secteur et le lancement d'importants projets. Consciente de l'intérêt grandissant des énergies renouvelables et de leurs enjeux, l'Algérie aura à intégrer encore d'avantage le développement des énergies renouvelables dans sa politique énergétique, ce développement, qui est certes encadré par un ensemble de textes législatifs tel qu'indiqué ci-dessous, devra être continu et soutenu :

- La loi n°99-09 du 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie ;
- La loi n°02-01 du 5 février 2002, relative à l'électricité et la distribution publique du gaz par canalisations ;
- La loi n° 04-09 du 14 août 2004, relative à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable.

En conclusion, les pouvoirs publics, devront, dans leur programme, mettre en adéquation, selon les besoins de consommation en interne et selon les besoins d'investissement, ce qui suit :

- L'amélioration des taux de récupération des grands gisements et la récupération des ressources naturelles ;
- L'intensification de l'exploration et l'augmentation des réserves d'hydrocarbures ;
- La valorisation maximale des hydrocarbures conventionnels (Pétrochimie et Raffinage) ;
- L'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ;
- Le développement des énergies renouvelables comme source alternative.

Il s'agit là, à la lumière de ce qui précède, des principaux défis auxquels l'Algérie devra faire face à moyen et long termes pour répondre à la demande interne et externe et assurer ainsi la sécurité et l'indépendance énergétique de notre Pays. En somme, l'indépendance énergétique, c'est plus que du grignotage, c'est une grosse bouchée stratégique dans cette offensive visant à diversifier nos sources d'énergie, satisfaire la demande interne et externe et améliorer par là même, positivement, la balance commerciale de l'Algérie.

\*Expert en Management  
Général et Industriel  
Ancien Cadre Dirigeant de Sonatrach

En outre, les projets Pétrochimiques, une fois lancés, permettront la création de postes d'emplois dans des domaines variés aussi bien pendant

# De l'éducation à l'analphabétisme

Par Rachid Brahmi

Pour percevoir autrement le concept d'éducation, caractérisé lors d'une contribution qui se voulait un plaidoyer pour des chaînes Tv et radio à thématique éducative (1), il s'agit de voir ici, son antagonisme qu'est cette notion évolutive de l'analphabétisme, en essayant d'apprécier son poids en Algérie. Dire alors qu'un système éducatif médiocre engendre un analphabétisme étendu, est une lapalissade dépourvue de tout humour. S'il est usuellement défini comme un individu se trouvant dans l'incapacité ou la difficulté à lire, écrire et compter, l'analphabète, selon l'Unesco (la définition date de 1958) est cette « personne incapable de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne ». En 1978, cette institution note : « Est fonctionnellement analphabète une personne incapable d'exercer toutes les activités pour lesquelles l'alphabetisation est nécessaire dans l'intérêt du bon fonctionnement de son groupe et de sa communauté et aussi pour lui permettre de continuer à lire, écrire, et calculer en vue de son propre développement et celui de sa communauté ». Bon nombre de pays développés, faisant face au problème des adultes ayant été scolarisés, mais ne maîtrisant pas la lecture et l'écriture, ont adopté le terme d'analphabétisme fonctionnel.

L'encyclopédie Universalis relève que « La notion d'illettrisme a été avancée pour désigner la situation de ceux qui, ayant été scolarisés, se révèlent incapables d'utiliser leurs connaissances pour répondre à certaines exigences minimales de la vie quotidienne (lecture et compréhension d'un mode

« Jadis les analphabètes étaient ceux qui n'allaient pas à l'école; aujourd'hui ce sont ceux qui y vont ». (P. Guth)

d'emploi ou d'un horaire d'autobus, remplissage de formulaires administratifs, etc.) », l'illettrisme étant synonyme d'analphabétisme fonctionnel.

Quiconque alors, est analphabète fonctionnel, si, en dépit de sa scolarisation, il ne lit pas ou peine à lire une notice d'un produit médical ou autre, un article de presse pour s'informer sur ce qui l'entoure, une revue généraliste, un film sous-titré, une affiche publicitaire, une facture quelconque, un document administratif, des livres et autres. Et puis quand on a su déjà lire, mais qu'on ne lit plus, on ne peut maintenir notre aptitude à la lecture, et encore moins la développer. Quiconque est analphabète (inutile de rajouter « fonctionnel »), s'il ne peut rédiger une demande d'emploi, une requête administrative ou remplir un formulaire. Et s'il ne sait pas compter, en effectuant des opérations élémentaires, telles la multiplication de deux nombres, sans l'usage d'une calculatrice.

Peut-on parler dès lors, d'un individu intégré socialement ? Et peut-on comprendre les problèmes du milieu où nous vivons, connaître nos droits et devoirs ? Puis, quelles sont aujourd'hui, ces activités qui ne nécessitent pas une éducation de base telle que vue par l'Unesco (1) ? Et que dire d'une personne ayant un niveau d'instruction suffisant, mais dépourvue de valeurs citoyennes ? Ce qui vient d'être soulevé, suggère bien évidemment la réalité éducative en Algérie, façonnée depuis un bon bout de temps, par la politisation d'une école infiltrée par les recrues de l'obscurité, ceci en totale contradiction avec au moins, un article de la loi d'orientation sur l'éducation nationale qui stipule que l'école « doit être préservée de toute influence ou manipulation à caractère idéologique, politique ou partisan ».

D'autre part, si l'on ne prend pas en compte, nos concitoyens qui n'ont pas eu la chance de fréquenter les bancs d'école, ou bien ceux qui en ont été prématurément exclus, comment expliquer qu'un étudiant, en fin de cursus de surcroît, ne puisse pas rédiger son mémoire, une thèse, si nous omettons le contenu scientifique de son document ?

Où qu'une personne ayant achevé son cursus et obtenu ses diplômes, ne sache pas écrire une demande d'emploi ou tenir une conversation au moyen d'une seule langue, peu importe laquelle ? Comment est-il possible que des professeurs fassent des erreurs relevant de notions fondamentales dans leur domaine, et corrigées parfois, par des élèves, les anecdotes sur la question étant légion ? Sinon, c'est à l'école qu'on acquiert les outils de base de l'esprit critique, d'analyse et de synthèse. Et c'est à l'école ou dans d'autres cadres, et non pas à l'université qu'on apprend à lire, à écrire et à compter, en dépit de tout ce qu'on peut dire ou redire sur l'enseignement supérieur. Et tant que l'école ne remplit pas ses missions, l'université ne servira que de garderie pour bon nombre d'étudiants, déjà formatés.

Car même avec un diplôme difficilement obtenu, il n'est pas du tout évident pour son détenteur, de décrocher un emploi, les meilleurs étudiants étant recrutés par les organismes de renom, non seulement sur la base d'un diplôme, mais en tenant compte aussi, des notes obtenues lors du cursus et après concours ou sur entretien.

En outre, d'aucuns qui ne maîtrisent ni la langue d'enseignement, ni les connaissances de base, exigent un Master pour tous, hissés par un nivellement par le bas. Le populisme et l'absence du langage vrai, ne feront qu'amplifier le marasme.

Il est donc plus que temps de revoir les modalités de recrutement à tous les niveaux, dans tous les secteurs, et d'embrayer sérieusement sur la formation « tout au long de la vie », paramètre clef de l'évolution d'une carrière. Il ne faut alors être ni devin, ni trop instruit, et certainement pas myope, pour saisir le lourd impact de l'analphabétisme fonctionnel. Une « éducation » à l'analphabétisme en somme, ce fléau générant d'autres, nettement plus pernicieux. Si la réalité éducative est certes difficile à transformer, en un court délai, il est tout aussi difficile de saisir la lenteur d'actions pour lesquelles les ressources sont disponibles. On peut penser par exemple, encore une fois, aux chaînes éducatives (Tv et radio), puisque les autres outils des TIC ne peuvent être mis œuvre à court terme, notre pays étant numériquement fracturé. Si nous sommes dans l'erreur, qu'on nous le dise. Tout citoyen aimerait le savoir. Analphabète ou pas. Donc juste une info. Il y a les journaux. La télé et la radio. Merci Messieurs. Sincèrement et respectueusement.

En guise de conclusion, face à une politique balisée par des lois ou autres textes fondateurs prometteurs, et en présence de nouvelles équipes au discours du sens réconfortant, des actions timides ont cependant, de quoi estomaquer. En vérité, il devient difficile de saisir le poids de poches de résistances, d'inerties, d'incompétences, d'irrationalité, d'ambitions démesurées, disséminées et incrustées au sein de nos institutions, bloquant l'élan d'une Nation vers le progrès. Quel paradoxe, celui où le Laser de la Science semble craindre l'obscurité de l'ignorance !

(1) Rachid Brahmi, in Le Quotidien d'Oran du 27 novembre 2014, « Des chaînes, une éducation pour tous »

# Rêvasseries africaines

Par Hamid Dahmani

L'autre jour, j'ai fait un rêve libérateur africain commun avec celui de Martin Luther King. Dans son rêve, le pasteur cet illustre personnage qui a consacré son existence au service de la communauté noire des États-Unis, avait rêvé de mener une lutte pacifique pour combattre la ségrégation raciale, l'injustice et donner la liberté aux noirs le droit à la citoyenneté à part entière. Aujourd'hui, il n'y a plus de ségrégation, disons presque, ni dans « bitelma », ni dans les bus, ni dans les écoles, mis à part quelques racistes résiduels isolés, bref passons.

Emporté par mon rêve africain comme par enchantement, je me retrouve tout près de Wall Street au pays de Sitting Bull dit « bison assis » le grand chef indien et de Buffalo Bill le Cow Boy, tueur de bisons tous disparu du Far West.

Aujourd'hui, il ne reste que les visages pâles et les tuniques bleues au pays du far West, et chemin faisant, je me retrouve dans un autre monde, celui du rêve américain, du fantastique et des grattes-ciel à perte de vue. Errant comme un étonné la tête renversée vers ces tours démesurées, Je fus légèrement bousculé par l'épaule par un passant pressé qui faisait du jogging le matin et qui m'était rentré dedans par mégarde du fait que nous avions tous les deux l'esprit ailleurs et au moment où je voulais m'excuser auprès de la personne et par un pur hasard je me retrouve nez à nez avec monsieur Ban dit « nuage jaune », le secrétaire général du machin ; tiens ! Je lui dis, Monsieur le SG, c'est vous ? Quelle joie de vous croiser cher sauveur ! Voilà je me présente je m'appelle Adel ! Je vous cherchais justement face de bonheur ! Je viens de très loin des fins confins d'une réserve oubliée attachée à l'Afrique pour vous parler au nom de mes concitoyens toujours attachés au totem de la mort. Nuage Jaune acquiesça de la tête avec un sourire sympathique à la manière asiatique en disant oui de la tête. Et qu'est ce qu'il y a Adel ? Me dit-il. Je lui ai dit voilà, l'autre fois vous avez discuté au sein du machin pour abolir la peine de mort à travers le monde et c'est presque déjà fait, que Dieu vous donne la santé. Vous avez également décidé d'abolir les frontières entre les peuples libres et c'est tout à fait appliqué ! Bravo pour les hommes ! Vous avez créé des tribunaux internationaux



pour punir les tyrans de la planète. C'est presque fait et c'est très bien, en attendant... !

Mais voilà toutes ces réunions mondaines et ces délibérations judiciaires au sein du machin sont destinées et appliquées uniquement dans un seul sens, rien que pour les roumis de l'Europe, et nous les exclus, qu'est ce qu'on vient dans tout cela Mr Ban ? Nous sommes au bord du grand canyon. Au contraire on verrouille les frontières occidentales en coupant la liberté de circulation entre les peuples avec des mesures restrictives et punitives contre des personnes qui sollicitent simplement une assistance humaine pour vivre en paix dans la dignité. Et la mondialisation, que devient-elle dans tout ça ? Du vent ! Rien que des slogans racistes intolérants. Il me répondit, « koul outla fiha kheir ! » (Tout retard a ses bienfaits) votre tour viendra inshallah, dans un parfait arabe avec un accent asiatique, répondit-il à la manière d'un « Smasri » (courtier) marchandant dans le marché de vente

de voitures d'occasions à Mesra. Et pourtant je me rappelle bien que lors de votre dernière session du temps de H'ninou, dit œil de perdrix votre prédécesseur, vous vous êtes concertés tous sous le grand tipi pour voté des résolutions applicables pour tout le monde, yek ? Et puis le monde est vaste et appartient à tout le monde, yek ? Et ces frontières érigées ce n'est qu'une bêtise humaine et que l'homme est né libre comme les bisons sur terre, yek ? Alors pourquoi cette méchanceté et cette indifférence affichée à l'égard des arabes et des noirs. Craignez Dieu ! Pourquoi toutes ces disparités ? Les arabes ont déterrés la hache de guerre et se sont parés de leurs plus belles plumes à cause de la hogra et les totems ont été peints aux couleurs de la révolte et les esprits sont sur le sentier de la guerre. Les visages pâles de l'occident ont la langue fourchue comme celle de leurs vieilles squaws. C'est des vraies têtes de mules. Nous voulons profiter de la vie pleinement comme vous ! Et les Harraga, ces pauvres misérables qui montent à l'assaut de vos frontiè-

res tueuses, des braves gens qui n'ont plus rien à perdre, alors autant affronter le danger et se sauver ou périr. Victor Hugo doit se retourner dans sa tombe en voyant cette hogra à l'égard de ces misérables. Est ce que ce n'est pas assez !

Dites-moi, Mr Ban ? Faites quelque chose pour ces peuples abandonnés à leur sort. Vous êtes redevable de quelque chose envers ces laisser pour compte et l'histoire se révélera un jour. Votre organisation a perdu de sa crédibilité, il faut rétablir l'équilibre entre nos civilisations pour le bien-être de l'humanité et après ont fumera ensemble le calumet de la paix. Vous savez, nous avons envie de goûter et de vivre comme vous autres et profiter du même confort que le votre, avoir un travail stable, une maison, voyager, pourquoi pas une voiture du moment que nous avons beaucoup de pétrole, aller au cinéma, manger dans un restaurant au moins une fois par mois, flâner avec mon épouse et mes enfants la nuit sans avoir peur d'être agressé, passer des vacances au bord de la mer. Es ce que vous m'écoutez monsieur Ban ? et que Dieu augmente votre fortune !

Mr Ban eu un petit sourire appuyé d'un siigne de tête qui voulait insinuer que je vous ai compris à la manière du général de Gaulle. Joignant sa gentillesse à la parole, il posa son bras amicalement sur mon épaule et m'invita à faire quelques pas avec lui. « Voistu, me dit-il, Adel ! », ce n'est pas encore l'heure, pour ta feuille de route. Il ne faut pas trop rêver. « Travaillez et prenez de la peine c'est la croissance qui manque le plus ! » réveillez-vous et retrousses-vous les manches, bande de fainéants... et arrêtez de faire la manche quotidiennement devant les portes de l'administration pour quémander l'argent public.

C'est quoi la croissance monsieur Bandung... pardon monsieur Ban ? Ça c'est un autre sujet un peu compliqué à expliquer par la parole, me répondit nuage jaune.

Hamala tafrete-fina ? ! C'est quoi « tafrete-fina ? » Me chuchota-t-il doucement à l'oreille. C'est de l'excroissance mal placée, là où je ne vous dirai pas monsieur ! Je lui répondis.

C'est ça, continuez comme ça, vous êtes sur la bonne voie, me répondit nuage jaune en me tapotant à l'épaule.

Brusquement la discussion avec monsieur Ban fut interrompue par une main qui me secouait : en ouvrant les yeux, ma femme était penchée sur moi et me disait ; réveille-toi ! réveille-toi ! La citerne d'eau est devant la porte, va remplir les jerricans, il n'y a plus d'eau potable, le machin est a sec...



**Le jeune est conjugué à toutes les sauces. Il badine entre deux tutelles. L'esprit JFLN et la notion de masse n'existent plus. Sinon dans la tête de ceux qui y croient encore. Qui de la jeunesse ou des sports est né suite à une césarienne ?**

## Deux ministres... Une jeunesse et des sports



Par El Yazid Dib

Si le sport a quelque chose de concret à gérer ; la jeunesse est un mythe de gestion. Depuis les jeux olympiques ; la jeunesse a été le support de prédilection des activités physiques et sportives. La jeunesse et le sport forment un ménage naturel que toute les organisations étatiques ne se sont pas abstenus de reprendre dans tous les staffs exécutifs. Dire que le secteur est beaucoup plus florissant en compétences liées aux sciences sportives, est un témoignage quasi-unanime de ses acteurs. Celui de la jeunesse, étant polymorphe n'est dans aucun cœur de métier, sauf qu'il est bien situé dans le cœur d'une politique. Il n'existe pas de sciences de la jeunesse. L'animation, le divertissement, les loisirs, le ludique sont un attribut général que peuvent partager et les sports, et la culture et les associations. C'est une récréation après avoir été une option. Avec le retour à une telle recombinaison, les rôles ne sont qu'inversés. D'une organisation de masse ; la notion illusoire « jeunesse » s'installe maintenant dans un ministère.

L'Etat ne devrait pas jouer au tailleur pour confectionner des costumes sur humeur. Ce n'est pas parce que l'on cultive des souvenirs lointains que l'on fait assujettir le présent à extraire de belles images à partir de clichés disparus. La jeunesse d'aujourd'hui est en couleur, ses aspirations sont à innombrables nuances. Le noir-et-blanc de celle d'hier s'est avachi le long du dépérissement des ténors tous spontanément reconvertis au goût du jour. Elle ne partage plus les mêmes promesses. Le rêve ne nourrit plus ses illusions. C'est du cash que vit l'actuelle. Un stade est rempli de supporters et pas forcément de jeunes. Idem pour un concert. Toute la potentialité des jeunes est par la loi du nombre repérable sur les murs ou dans les tribunes de foot. S'acharner à en faire tout un service d'encadrement, ce dernier risque de ne pouvoir plus ramasser bon nombre d'adhérents. Certes les intentions peuvent être bonnes. Les idées aussi. Mais de là à en faire un agenda uniquement de regroupement, de meeting à la komsomol ; les comptes sont clos. L'air de cette ambiance n'est plus dans l'air de ce temps. Les jeunes sont déjà rassemblés dans des réseaux virtuels avant qu'ils ne le soient en infimes parties dans des gradins dispersés, des salles cafeutrées ou des campus mal avenants. Encore que de nouvelles définitions s'imposent sur tous les plans de l'agissement ou des activités qui leur sont liées. Le « jeune » dans les statuts de l'UNJA à l'époque de sa naissance trouvait son identification dans cet algérien âgé de moins de 27 ans. Toutefois il y était transcrit que « l'encadrement » de la jeunesse était exempt de l'astreinte à cette limite chronologique. On ne sait pas quels étaient les paramètres ayant présidé l'arrêt à cette fixation. Tout est relatif. L'âge et la prise de conscience aménagent les différents degrés d'une maturité, sens

politique s'entend. Dans son temps cette organisation satellitaire, quoique voulue pour des desseins avoués par le pouvoir d'alors, ne renâclait pas devant la besogne de mobilisation et de sensibilisation à laquelle, elle se prêtait altièrement.

La jeunesse était un investissement politiquement dynamique et non pas une voix inexprimée ou une carte de vote. Un moyen et non un canevas de discours.

L'histoire de la structure des gouvernements à travers l'évolution des responsabilités politiques a rarement confié d'un strict paquetage « la jeunesse » à un département ministériel seul et exclusif. La constitution des organes gouvernementaux a ses règles et ses missions. L'urgence et la prédominance de certaines préoccupations sont les motifs génésiaques à de telles mises en évidence. Un département créé, est sensé répondre à une inquiétude majeure et une exigence cruciale. La naissance de cette autonomie de la « jeunesse » dans un ministère laisse entrevoir une vision peut-être mal prise, de caporalisation et de propagande. C'est tout comme dans un passé récent le folklore, la femme, l'enfance, et le service public.

En France à titre d'exemple ; en janvier 2009, pour la première fois « Un haut-commissariat à la jeunesse » est mis en place pour un laps de temps. Il deviendra peu après, soit en 2010 ministère de la Jeunesse et des solidarités actives. Pour terminer dans la trajectoire classique de ralliement de la jeunesse aux sports. Sinon la « jeunesse » a été éternellement greffée aux activités sportives, parfois à « la vie associative » aux « loisirs » et aussi à l'éducation nationale » ou à « l'enseignement technique ». Depuis aout 2014, dans l'hexagone l'on parle de ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Un imbroglio de compétences, à vrai dire. La ville n'est ni un terrain de jeux, ni une salle de spectacle...mais tout un monde. De jeux et d'enjeux.

Quand on gère tout un ministère dédié pompeusement à la jeunesse, l'on ne retrouve rien comme programme que des propos et du chevauchement sur les autres. Sinon prêcher que l'agriculture et le tourisme sont des réserves juvéniles, des domaines de prédilection que la jeunesse se doit d'investir. Alors que ni l'un, ni l'autre des départements ministériels ne semblent faire une prérogative à cet important segment populaire. C'est pourquoi ce ministère, nouveau dans son autonomie, vieux dans ses approches, tend à revivifier une certaine idéologie révolue. L'esprit JFLN. Le jeune de ce jour n'est plus celui qui croyait en ces volontariats et s'assimilait tel un élément d'une organisation de masse. La masse n'existe plus, les organisations sont multiples et l'élément est plusieurs. Là bas l'impérialisme, le progressisme et la lutte des classes est une mode réflexive obsolète. Le « rouge » d'hier est devenu, à quelques rares exceptions le « vert » d'aujourd'hui. Ce jeune n'affiche qu'un souci. Etre pris entièrement en charge. Vivre à l'aise, se sentir heureux peu importe que ceci coûtera au trésor. Ce ne sera pas des attributions encore versatiles du nouveau ministè-

re de la jeunesse d'expertiser la situation économique du pays pour clamer que le pays doit sortir de la rente pétrolière. Ceci devient un touche-à-tout. Un portefeuille vide mais lourd de concepts. Même le discours tenant lieu de programme d'action frôle l'hérésie politique. Parlant de cette « jeunesse » prise comme une matière à dissenter, les anciens slogans d'engagement et de responsabilité sont vite appelés au secours d'un temps qui se perd dans la conjoncture moderne. La sécurité, la violence, les fléaux sociaux sont tous au menu du discours. Le jeune est conjugué à toutes les sauces. De la préservation des acquis aux péripéties douloureuses qu'avait vécues le pays ; l'on voudrait le fondre dans un phototype hélas dépassé. Il n'y a plus de révolution maintenant. La seule qui puisse subsister est celle des nouvelles technologies du comment contourner les ressacs des vagues pour un long périple, se procurer un crédit à ne pas honorer, un visa quelconque, un logement social, un gardiennage peinarde. Les derniers événements de Touggourt nous apprennent le « chouchoutage » et la « gâterie » de l'Etat. Des terrains gratuits, une aide financière, des relaxes et des excuses.

Nationalisme dites-vous ? Qui m'aurait-dit qu'à la question toute piégée posée par un confrère à un jeune : avec quelle équipe l'algérien Bachir Chihani joue-t-il en Europe ; le jeune cachant mal son ignorance balançait assurément sa réponse : avec la Juventus ou le Réal ! Ainsi si un nom de footballeur est plus médiatisé qu'un héros, un chanteur plus connu qu'un prix Nobel ; la balle est ailleurs que dans le camp de ce jeune. Il n'aurait pas besoin d'un porte parole, ni d'un parrain. Il a plus besoin d'exemples et de modèles d'inspiration. Comment faire pour faire apprendre l'histoire de la révolution à un jeune qui n'a pas trop fréquenté l'école ? Faire l'accrocher aux valeurs du patriotisme passe nécessairement par le foyer, l'intéressement familial. L'école avec ses rébarbatives levées matinales des couleurs tend à banaliser ce qui est sacré. L'entonnement de l'hymne national est loin de se faire dans un garde-à-vous, tellement qu'il s'assimile à un commencement récréatif, à la longue harassant. Le drapeau national tend à identifier seulement, l'étendard de l'équipe nationale.

La wantoutrisation. L'initiative récente de faire visiter les Aurès par des groupes de jeunes reste louable à plus d'un titre. Si ce n'était ce contour criard de mauvaise propagande politicienne en versant la tournée dans un chiffre. 1954 jeunes ? Éloigner la contrainte du « recrutement » administratisé du jeune, il viendra volontiers lorsqu'il aura la sincérité que l'action en valait la peine. Le mouvement associatif revu et rénové restera l'outil idéal dans la fédération de cette tranche, mais en dehors de toute suspicion d'enrôlement étatique. Car le jeune d'aujourd'hui ne craint personne et développe une réaction rebelle à l'égard de tout ce qui est représentatif du

pouvoir. Les élus sont là pour corroborer ses raisons et lui permettre de penser à contre courant. Il ne voit en l'Etat qu'un pourvoyeur d'avantages. Ce dernier a à maintes occasions signifié sa logique. La grogne ou l'émeute payent plus que le mérite ou l'effort. D'où de la liberté il en fait plus qu'un droit ; une imposition à faire subir aux autres malgré la leur. Ecolier, il s'amourache de sa PlayStation au lieu de son livre, lycéen il a son portable et ses amitiés, étudiant il a son association et ses contestations au lieu de sa persévérance.

Vouloir faire de la « jeunesse » une armée de bons citoyens au service de la nation n'est pas une sinécure. C'est une mission immatérielle permanente dévolue à la société dans toutes ses composantes. Elle n'est donc pas l'apanage d'une entité ministérielle. Et un portefeuille quoique consacré à elle ne ré-

***L'Etat ne devrait pas jouer au tailleur pour confectionner des costumes sur humeur. Ce n'est pas parce que l'on cultive des souvenirs lointains que l'on fait assujettir le présent à extraire de belles images à partir de clichés disparus***

soudra jamais la problématique posée et vécue. Il vaudrait mieux agir dans l'interconnexion préalable et mettre à profit déjà les instruments du net qui existent. Si l'on arrive à faire interconnecter toute cette vigueur vers des liens rassembleurs, institutionnels ou corporatistes, ce ne sera qu'un pas salutaire et sans démagogie. Pourquoi alors concocter tout un programme pour une action qui n'en nécessite pas ? Dépenser autant d'argent pour faire réunir des jeunes, alors qu'un seul match de football serait apte à l'accomplir brillamment, n'est pas à inscrire dans l'orthodoxie budgétaire avec ce qui pèse comme menace économique sur le pays. Le baril est en chute, la réserve se tarit. Adieu l'aisance, adieu le social. Encore rien n'est sur, l'on continuera toutefois à distribuer les cadeaux de Noël à Taghit. La jeunesse, au rythme où vont les affaires publiques va hériter d'une grave crise. On l'aide à manger son avenir.

Les propos de la présente chronique n'ont pas pour trame essentielle de cerner la complexité situationnelle des jeunes. Celle-ci est digne d'une savante expertise aussi longue qu'est leur aspiration. Ces propos donc tentent seulement d'acter pour un certain jour, qu'un jour cette frange de la société eut en particularité possessive une structure gouvernementale propre à son intitulé. « Ministère de la jeunesse » point barre. C'est la jeunesse qui sort des sports qu'elle va incessamment réintégrer. Une poire scindée en deux n'a jamais fait un fruit entier. Ce secteur bicéphale, eu égard à ses complexités de paternité est appelé à réintégrer bientôt son appellation d'origine. Pari est ainsi fait qu'au prochain remaniement, du moins l'autre ou l'après-suivant ; le divorce prononcé va être infirmé et l'union sacrée reconquerra ses repères.

**Il semble intellectuellement très réducteur d'affirmer, quelles que soient les justifications d'ordre quantitatif exhibées, que le système sociopolitique et les institutions éducatives ont pu ancrer les savoirs dans la société.**

# La mise en scène des «savoirs»

Par Mohamed Mebtoul\*

**T**out nous montre au contraire, la production sociale de l'indifférence ou de la distanciation à l'égard des savoirs transmis et captés de façon banale, routinière et médiocre qui dénote clairement la très faible performance du système éducatif. Peut-il encore stagner dans une politique du nombre qui s'interdit de poser certaines questions de bon sens : quelles significations sont attribuées aux savoirs par les élèves ou les étudiants ? Quelle est la place des savoirs dans la société ? Représentent-ils aujourd'hui, un levier permettant de comprendre et d'analyser de façon critique des situations, des problèmes actuels ?

Force est de constater les multiples brouillages, stratégies, logiques sociales, marchandes et de carrières déployés quotidiennement par les agents sociaux, conduisant inéluctablement à la relégation des savoirs au plus bas de la hiérarchie sociale. Au-delà de l'individu, et de la volonté de bien faire de certains, l'échec est profond et structurel. Les replâtrages et les greffes importés mécaniquement, sans discernement, sans réflexion collective, sans politique publique cohérente, ont fini par tuer toute abnégation à l'égard des savoirs.

## La production sociale de la «kfaza»

**L**es savoirs ont été déchiquetés, bafoués et profondément méprisés, remplacés par la violence de l'argent (Mebtoul, 2013), la reproduction mé-

canique et souvent médiocre d'un "pseudo-savoir" daté, sans aucune adaptation à la réalité sociale, aux attentes des élèves de toute condition sociale. A La raison critique se substitue la ruse insidieuse, le refus de toute reconnaissance scientifique de l'autre. Le système sociopolitique ne semble pas étranger dans la production sociale de ce qui est appelé la "kfaza" ou la débrouillardise prête à transgresser et à déjouer toute logique à l'égard des savoirs. Le plagiat et le copiage sont devenus par la force des choses, des techniques de plus en plus "perfectionnées", faisant usage de façon "normale et normalisée", de toutes les tactiques inimaginables pour reproduire dans sa copie des éléments totalement incompris par l'auteur du plagiat (usage du portable, griffonner dans un mouchoir des notes de cours, s'inscrire dans un réseau de complicité pour s'entendre au préalable sur la transmission du brouillon du texte à ses amis, etc.). Tout le contraire des savoirs qui imposent une rigueur, une honnêteté intellectuelle et un refus des certitudes. Les rapports aux savoirs se sont profondément transformés, pour aboutir à privilégier de façon dominante une posture de la facilité, au sens où il suffit de peu dans un système social dominé par des ascensions sociales rapides et brutales, sans détention d'aucun capital culturel, pour réussir matériellement.

Tout le paradoxe du système social algérien, est d'aboutir à produire "sa" propre légitimité au regard des pratiques dominantes déployées par les gens d'en haut... " Pourquoi pas moi ? Regardez X., il a accédé au pouvoir, sans rien..."

Ces différentes postures à l'égard des savoirs laissent nécessairement des traces profondes dans les représentations et les pratiques sociales des élèves et des étudiants. Les premiers clament haut et fort "qu'ils n'ont plus la tête aux études" (Meb-



toul et al. 2004) et les seconds sont uniquement préoccupés par "la fermeture de l'année".

## Le déni du réel

**O**n voit donc l'urgence de relativiser l'illusion de la massification. Elle est plus de l'ordre d'une forme sociale d'aveuglement et de déni du réel. Le déni est le refus de reconnaître la réalité d'une perception " (Laplanché, Pontalis, 1967). Même quand cette réalité a pu être matériellement constatée, la représentation psychique en est interdite. Tout se passe comme si celle-ci n'existait pas. Même visible, ou représentée matériellement, elle est dénuée de signification (Memmi, 2013). Refus implicite ou inconscient de reconnaître que l'éducation est profondément soumise aux aléas du politique, où tout est prétexte à la production de circulaires, d'instructions, de notes diverses et d'injonctions administratives multiples etc. N'est-ce pas là une forme d'éducation policiée et distante du réel, mais sans rigueur scientifique et pédagogique, préoccupée par le placement et le comptage des élèves et des étudiants ? N'oublie-t-on pas l'essentiel ? Comment pouvoir redonner une âme aux savoirs, à l'enseignement, et à l'éducation ? Comment permettre et encourager le changement par le bas, en redonnant confiance et autonomie aux acteurs préoccupés d'opérer un travail de proximité et en profondément soumis aux aléas qui est loin d'être une cruche vide qu'il suffit de remplir de connaissances ? Comment aboutir à rompre avec des savoirs trop abstraits compris uniquement par ceux qui les transmettent, en décalage avec les attentes des élèves ou des étudiants qui n'ont, pour la majorité d'entre eux, jamais eu la chance de pouvoir réellement aimer les études ? C'est peut-être en questionnant sans cesse et en

permanence ce triple sens à l'égard des savoirs, qu'une petite lumière pourra peut-être émerger dans un réel bien sombre : l'amour et la passion des savoirs, la valorisation de l'idéologie du mérite par la médiation des savoirs, discréditée par ceux-là mêmes qui sont détenteurs du pouvoir d'ordre et enfin, opérer sans aucune compromission, la connexion entre compétence scientifique de fait et l'attribution du diplôme qui ne soit plus "ce papier" évoqué avec dérision par bon nombre d'acteurs sociaux. On feint d'oublier que la force des savoirs, c'est-à-dire leur ancrage profond dans la société, est intrinsèquement liée à la liberté de penser qui représente la valeur centrale devant être inculquée dès le plus jeune âge, pour se prémunir de l'enfermement, de l'instrumentalisation et de l'endoctrinement. Ibn Khaldoun affirmait, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, qu'on ne peut soumettre inconditionnellement l'éducation et la culture qui symbolise la "permanence" à un pouvoir quelconque, politique, économique ou social qui représente "l'éphémère" (Moutassine, 2000).

## Références bibliographiques

- Laplanché J., Pontalis J.B., *Vocabulaire de psychanalyse*, Paris, PUF, 1967
- Mebtoul M., (2013), *La citoyenneté en question*, Dar El Adib Mebtoul M. (2004), sous la direction, *Récits de vie des jeunes : chômage, étude, santé et familles*, Rapport de recherche, Oran, GRAS.
- Memmi D., 2013, "De la dénégation au déni ? La mise en silence du social dans les campagnes françaises de prévention", in : *ouvrage collectif, Le diabète, une épidémie silencieuse*, Editions Le bord de l'eau, 111-135.
- Moutassime A., 2000, "Diplômés maghrébines d'ici et d'ailleurs, trajectoires sociales et itinéraires migratoires", revue correspondance, n° 63.

\*Sociologue, Université d'Oran

# Ce bonheur algérien

Par Ahmed Farrah

**A** la surprise de beaucoup d'Algériens, ce sont eux qui seraient les plus heureux et les plus satisfaits de bonheur de toute la région, selon un sondage de Happy Planet Index " l'Index du bonheur planétaire ", classement, publié par le Daily Mail, qui mesure : l'espérance de vie des populations, leur bien être et l'environnement écologique dans lequel ils vivent. Il est tout à fait vrai que l'espérance de vie, des Algériens ne cesse de s'améliorer depuis 1962, quand à l'environnement, les villes algériennes restent des plus sales et hideuses au monde, la campagne comme les côtes sont des plus contaminées par les déchets, le plastique et les eaux usées.

Les Algériens sont heureux, mais comment ne le seraient-ils pas ? Eux, les seigneurs du dernier quart d'heure, qui ont fait abdiquer la providence, pour s'introniser maîtres du sol et de ce qui se trouve en son sein. Sans sacro-saint, ni prières, leur ciel pleut d'or mais pas de lumière. Tout se déverse, ils n'ont qu'à se servir : il y en a assez pour tout le monde, mais pas pour longtemps, tous ne peuvent pas ramasser équitablement, la hiérarchie est respectée : comme dans la savane.

Chacun son bonheur : le grand, le petit, l'insignifiant, c'est selon. Le Lichtenstein, Singapour, les Iles Caimans... et autres paradis pour les uns, peut être le livret de la CNEP pour les autres. Les berlines allemandes, contre les "Losanges" d'Oued Tlelat. Les villas couscous de Nice, Alicante..., les appartements haussmanniens, versus un probable F3 de l'AADL à Ain-Guesba. Dans le cas où... une clinique parisienne plutôt que l'hôpital de Oued-El-gallal. Les écoles Suisses de rééducation pour les rejetons des fortunés

et non une pseudo-université paumée de Sid-El-Bendir. Heureux aussi, sont ceux qui détiennent la mercuriale, et nous fixent le prix de la pomme de terre avec l'argent du trésor public. Heureux, sont ceux qui importent nos plaisirs et nos jouissances matérielles avec du fossile.

**H**eurieux encore, sont ceux qui empêchent de pas rembourser, ni demain ni son surlendemain. Mais ne sont pas heureux, ceux qui ne sont pas encore des citoyens : les seniors oubliés qui chôment et sont sans revenu, les contingents de sortants certifiés des universités qui ne trouvent pas un vrai travail et un vrai salaire, ceux qui vivent quotidiennement le calvaire de l'injustice des super-citoyens, ceux qui sont inscrits au filet social qui les a piégés, comme de malheureux poissons qui ne savent pas ce qu'il leur arrive.

L'instinct reptilien est plus profond dans l'Homme, survivra celui qui peut, l'évolution darwinienne fait le reste, ou plutôt l'écologie alimentaire. Les laissés pour compte ne sont pas indexés par "Happy Planet", ils vivent cachés dans des taudis, mais pas heureux, ils ne profitent ni des bouchées ni des miettes, même pas du guano fertilisant : les volatiles les ignorent comme Novembre d'ailleurs. Mais eux aussi voulaient être heureux et depuis soixante ans déjà, ils n'ont rien vu venir. Oh si ! ils ont vu des choses quand même : le rouge du sang et les ténèbres du noir obscur. Fatigués, la peur collée à leur dos, ils ne font plus de cauchemar la nuit, ils le vivent éveillés et à la lumière du jour, dans la rue, dans le souk, à la poste et ailleurs aussi.

Ils se font rappeler que rien n'est gratis, "tu TCHIPes, sinon on te chipe le moral" tout à un prix, en plus ce qui est injuste, c'est qu'ils n'ont même pas de Black Friday pour solder la camelote. Des nantis fûtés et "magnanimes", pour les rendre heureux, leurs déversent des tonnes de "délirant marocain" et des milliers d'hectolitres

de casse-gueule, de toute sorte : la blonde, la rousse et la belle adorable brune amère, venues de Hollande et d'Allemagne... et autres eaux-de-mort, Marseillaises et Écossaises...

D'autres fripouilles, distributeurs de médicaments, leurs balancement de la psychoséropie en pastilles comprimées d'extase et d'ecstasy, pour qu'ils sortent d'eux même et du sensible. Les malheureux sont plongés plus dans le désir que dans le plaisir, c'est l'addiction mortelle pour les uns et l'oiseille pour les autres. Ainsi tout ce beau monde sous-trait du réel cadre bien avec l'instrument de mesure qu'adopte Happy Planet ; and all are happy, comme le veut bien la voix de son maître. Si cela est le bonheur : on préfère qu'on soit malheureux.

**L**e bonheur d'un peuple est la somme des bonheurs des individus qui le composent, il correspond au bien être stable et durable du corps et de l'esprit. L'argent facilite la vie, affrète la paix sociale, mais en aucun cas il ne peut l'acheter définitivement, par contre il corrompt l'esprit et rend le bonheur inachevé. Curieusement ce sondage rappelle "Le défi Algérien" " narcissique et prétentieux" de Peter Ustinov, diffusé en juillet 1988 à la gloire du Président Chadli. La fin de l'épisode est connue, d'aucun ne la souhaite, ni aujourd'hui ni demain le jour ou sa nuit. Comme par malheur, le bonheur algérien est étroitement lié aux humeurs des uns et des autres, surtout celles d'Uncle Sam. Hier l'Algérien a fait les frais de la partie de poker menteur, entre le bluffeur Ronald Reagan et son bouclier de la guerre des étoiles, avec les séniles présidents Soviétiques : Léonid Brejnev, Youri Andropov, Vassili Kouznetsov, Konstantin Tchernenko, Andreï Gromyko, Mikhaïl Gorbatchev ; tous furent balayés en moins de cinq ans par la biologie, le dernier par sa Glasnost et sa Perestroïka.

Aujourd'hui, le remake saute aux yeux, sauf à celui qui feint de ne rien voir, Obama veut couler l'ours Poutine en Ukraine et ailleurs chez lui,

la guerre froide rappelle le Monde qu'elle est encore là. Le nerf du conflit est le combustible, alors autant le contrôler par les monarchies vassales du Golf. L'OPEP se plie au diktat saoudien comme le décrit si bien Kharroubi Habib (Q.O.29/11/2014). L'Algérie ne crée pas de richesses, ne sait faire que flamber le pétrole, quasiment aucun riche Algérien n'est capable de faire rentrer un petit Sou en devise étrangère au trésor public. Fraîchement riches et parfois prête-noms de leurs mentors, ne sont ni des aristocrates ni des bourgeois de lignée pure, grisés, ne réalisent pas ce qu'il leur arrive. Savent-ils créer des dollars ? Veulent-ils apprendre à le faire ? Ils s'en moquent ! Eux seuls comptent, contrairement à leurs voisins immédiats qui, eux, sont de tradition capitaliste et aristocratique.

**L**e matin en se levant, l'Algérien oublie de voir la réalité en face de son petit déjeuner, qui lui vient de l'étranger en monnaie forte (Le café, le lait, le sucre, le beurre, la confiture, la farine de son pain et de ses viennoiseries, le jus de fruits et le cacao de son chocolat), la suite aussi... Le bazar se fait visible à l'horizon, espérons que ce n'est qu'une brume matinale (pas un cumulonimbus, dévastateur), que le bonheur artificiel de l'Algérien ne soit pas compromis par la chute sévère des cours du baril, qui annihilerait tous les rêves et qui mettrait fin à l'opulence extravagante, grisante et étourdissante des nantis et de ceux qui aspirent à l'être. Toutefois, la régression espérée féconde, des années rouges et noires, a peut être rendu l'Algérien plus attentif à son sort, pour ne pas se jeter dans l'abîme et se faire hara-kiri. C'est l'espoir et le vœu, de la majorité parmi eux qui le murmure en hurlant haut et fort, du fond de leurs entrailles, pour rester debout et ne pas périr, même accrochés aux Altostratus les plus inacessibles. Mais l'espoir reste seulement un espoir, car les mêmes causes génèrent presque toujours les mêmes effets.

**Abdelhamid Benhaddougua\* l'y voyait-il déjà venir pour lui avoir consacré tout un fantastique livre, porté admirablement plus tard à l'écran ? Ou alors avait-il à l'époque ardemment été fouetté par son souffle puissant et blessant, pour nous jeter en signe d'avertissement ces quelques étincelles de ses nombreuses flammes ou menus embryons de ses vives braises que nous ne pouvions malheureusement et opportunément bien décoder, faute justement de discernement et de dextérité dans nos analyses et supputations à son sujet ?**

## Le rude vent du Sud !



Par Slemnia Bendaoud

**C**onnu pour être un courant naturel, strident, assez sec, bien chaud et très puissant, ce vent du sud que certains qualifient banalement de "Si rocco", hurle à présent fort et brûle tout sur son passage. Comme un coup de feu, fou d'espace et de territoire d'errance, il s'attaque en premier à la verdure qu'il noircit, calcine et déracine de plein fouet, et en une seule fraction de seconde. En une seule traînée. Il est cette autre colère de la nature qui crée la tempête de sable, en remuant dans les tréfonds de la terre. Il est cette autre misère qui frappe bien fort et très puissamment dans les profondeurs du désert, faisant rapidement remonter ses slaves vers le nord.

Il fait vraiment peur à ces gens restés tout prêt de la mer, ignorant pour l'occasion totalement le calvaire supporté ou enduré depuis des lustres déjà par ceux habitant du sud du pays, placés souvent dans l'axe de sa véritable trajectoire. Il est la hantise des ces gros bonnets qui y perdent leur coiffure, leur esthétique, leur beau costume, leur éthique et le sens même de leur côté très pratique de la vie, les poussant à se terrer chez eux et complètement se murer dans leur silence complice ou factice qui dure encore dans le temps.

Il frappe sans pitié et sans distinction de grade, de poste, de rang, d'années d'ancienneté, de fidélité au chef ou au pays et à la nation, d'impact physique réel ou même psychologique sur le reste de la population.

Il est donc bien lourd dans son bruit très sourd, bourdonnant au loin et charriant des montagnes de sables, les faisant déplacer de lieu et leur changeant complètement de relief et de forme. Il est ce vent du sud, très rude, absurde, né dans le désert et emporté dans les airs, atteignant grâce à une très grande vitesse ces lointaines contrées du nord du pays, en parcourant ces considérables distances que ni le train très rapide ni même l'avion très récent ne peuvent aussi bien rapidement les avaler.

Ce vent du sud est depuis quelque temps porteur de ces voix humaines exténuées, essouffées, complètement abattues, brandissant bien haut leurs revendications, criant fort leurs nombreux malheurs et supplices, souffrant de leur misère endémique, de chômage assez critique dans une zone jugée pourtant de très forte offre d'emploi, d'éloignement de sites administratifs et surtout des centres de vie...

L'a-t-on dans cet important intervalle bien entendu ? Ou encore a-t-on sciemment laissé passer ce fol orage qui l'annonçait pour tout oublier après de l'impact très négatif qu'il aura

laissé dans ces zones du sud du pays longtemps abandonnées à leur sort, hormis pour leur précieux brut à le leur soutirer ou à astucieusement le leur soustraire ? Aujourd'hui, ces gens du sud - ceux qui auront rencontré sur place ou sur site le premier ministre Abdelmalek Sellal dans sa réunion bien solennelle - lui parlent de ces deux Algérie : celle du nord et celle du sud du pays, qui vivent justement ce paradoxe de la plus totale misère dans un pays jugé plutôt bien riche, objet de toutes les convoitises des grandes puissances mondiales. Ils font cependant ce clin d'œil osé à cette gouvernance rusée qui leur pompe, sans le moindre respect ou retour ni minables indemnités, ces indéniables richesses locales dont ils ne voient malheureusement que cette haute fumée qui les accompagne dans leur voyage vers le nord et bien au-delà du territoire algérien.

**I**ls se croient bien frustrés à cause justement de leur éloignement des grands centres de décision, et surtout par le fait de cette supposée ignorance de leurs nombreuses doléances longtemps affichée par les gouvernants du pays. Dans leur tête-à-tête au sein de ce miniconseil du gouvernement ayant eu lieu il y a peu de temps dans la région de Djanet et In Amenas, ils avaient comme cette impression de se parler vraiment à distance, aux prises alors, becs et ongles sortis dehors, avec leur sourde gouvernance.

Ne cherchaient-ils pas après ce bambou de feu Houari Boumediène pour indiquer avec à mi-chemin du nord et du sud du territoire du pays le site à cette future capitale de l'Algérie qui serait plus proche d'eux, plus juste, plus démocratique, plus pratique, plus conforme aux aspects architecturaux et culturels de la nation, objet de plus d'équilibre géographique, plus apte encore à marquer de son empreinte le grand espace et la multitude de diversité du paysage du territoire national... ?

Ils y voyaient donc manifestement cette solution qui couperait court avec leur éloignement qui aura assez duré. Seulement, ils pensaient que ça pouvait venir en guise de fleur ou d'une véritable rose de sable de la bouche même de cette gouvernance qui était pourtant venue leur rendre visite sur site !

**C**e ne fut malheureusement pas le cas. Cela pourrait probablement faire l'objet d'une autre ou prochaine revendication ! Maintenant que des marches comme celle engagée de Ouargla vers le peu lointain Hassi Messaoud ne relèvent plus de l'utopie, tout reste possible. Et tout peut donc y arriver, un jour ou l'autre ! Ces hommes habillés depuis jadis tout de bleu n'éprouvent plus comme autrefois cette peur bleue manifestée à l'endroit de l'uniforme. Ils sont donc tous conscients qu'ils ont des droits à recouvrer ou à faire valoir. Ils ne

demandent aucun prestige ou avoir sur ces richesses fossiles : ils exigent seulement plus de considération, du travail, une vie descendante... et un rapprochement avec cette administration qui gère toujours à distance leur quotidien. Mais depuis que Touggourt est entrée dans le doute, au regard de ce que la mauvaise gestion de son quotidien lui coûte, ces habitants du sud redoutent cette autre déroute qui pointe à l'horizon, forte de ses grandes slaves auxquelles on lui impute toute cette misère qui nous enserre dans ses grandes tentacules. Le long de ses nombreuses voûtes formées en arcades centrées, la ville sort de ses soutes ceinturées, en signe de révolte contre son terrible sort tous ses remords qu'elle n'arrive plus à oublier, les ruminant à tout instant. Cette ancienne et très traditionnelle image féérique du sud fascinant que représentaient nos belles oasis et rebelles très rebelles contrées sahariennes n'existe plus que dans l'imaginaire de ces touristes étrangers qui ont depuis quitté à jamais ce pays-continent où il ne fait plus bon vivre comme autrefois.

**C**e vent du sud est donc devenu plus pressent que jamais, plus pressant qu'il ne l'aura jamais été, très difficile à supporter, très puissant pour tout emporter sur son passage et long itinéraire. Il dit et crie haut et fort toute cette grande colère de la nature, mêlée à celle humaine, lassée d'attendre le temps passer, sans pour autant rien changer à son quotidien déliquescence et évanescence. En cette fin d'automne 2014, la chaleur est étrangement montée de plusieurs crans, forte de cette ardeur de souffre qui coupe le souffle à cette pourtant très tranquille contrée laquelle refuse désormais la fatalité d'une gouvernance qui fait dans le sélectif et l'inventif. Non dans l'imaginatif et le préventif. Sommes-nous encore bien capables de faire front commun ou barrière unique contre la montée en cadence de ce souffle très puissant et continu d'un vent du Sud en furie ? Ou alors allons-nous à sa rencontre en rangs dispersés pour ne subir que les affres de son ardeur et que la terreur de sa grande misère ?

Notre merveilleux Sahara n'en peut plus ! En plus de ses énergies fossiles bêtement dilapidées, il ne supporte plus ce sous-développement endémique de ces esprits retordis qui le tiennent toujours coincé et à l'écart du progrès ! A gorge déployée, la ville sinistrée et exténuée, ne supportant plus la gabegie, elle lance ce cri de détresse qui déchire le cœur des algériens : le Sud est tombé dans cette violence aveugle ! Touggourt rejoint sur ce sinistre registre Ghardaïa !

Nanti de toutes ses impressionnantes richesses, le Sud manque encore de véritable considération ! Et qu'en serait-il s'il en était complètement dépourvu ? Quel malheur pour un si beau pays !

## Rappel à l'ordre

**Le général Gaïd Salah a rappelé l'opposition à l'ordre. Mais qui peut rappeler à l'ordre un général, ami du président de la République ?**



Par Abed Charef

**L**e général Gaïd Salah a brutalement mis à terme à une histoire qui commençait à prendre de l'ampleur, celle d'une possible élection présidentielle anticipée, qui permettrait de débloquer une situation désespérément figée. En déclarant, cette semaine, que l'élection du président Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat a été crédible, "transparente", qu'il était hors de question de la remettre en cause, et que l'armée ne permettrait pas de sortie de route, le vice-ministre de la défense a ramené tout le monde au réel, dans un pays où la politique fiction est un art très développé. Il s'est même montré menaçant, en accusant certains opposants de vouloir utiliser la rue, tout en leur reprochant vaguement de s'appuyer sur l'étranger.

A une opposition impatiente, il a rappelé qui décide dans le pays, qui tient les commandes, et qui donne le La. Une manière de rejeter, globalement et dans le détail, toutes les initiatives de l'opposition, et de dire que l'Algérie n'est toujours pas normalisée : le pays n'est pas encore entré dans un fonctionnement institutionnel où les pouvoirs sont séparés et les fonctions, avec leurs responsabilités, clairement établies. Mais quel Gaïd Salah a parlé en fait ? Est-ce le vice-ministre de la défense, ou est-ce le chef d'état-major de l'armée ? Dans un pays normal, le chef d'état-major a un rôle opérationnel et technique. Il accède à ce poste grâce à sa technicité, même si la proximité avec les dirigeants politiques joue un rôle important. Mais c'est un responsable qui n'intervient pas dans les choix politiques du pays. Il a un rôle très délicat, et à ce titre, toutes les institutions et tous les responsables politiques tentent de le protéger, en raison du caractère sensible et de la nature de son travail.

### L'armée appartient aussi à l'opposition

**P**ar contre, le vice-ministre de la défense est un homme politique comme les autres. Membre du gouvernement, il est supposé élaborer et exécuter une politique de défense au sein du gouvernement. En Algérie, il fait partie du gouvernement de M. Abdelmalek Sellal. Non, ce n'est pas de l'humour.

Il est réellement chargé de faire des choix en matière de défense, dans le cadre d'un gouvernement supposé appliquer une politique étrangère, et dont les armées constituent un instrument privilégié. Cette fonction ne lui permet pas de disposer de l'armée pour la mettre au service d'un pouvoir. L'armée applique la politique du gouvernement, certes, mais elle est aussi l'armée de l'opposition. C'est l'armée de la république, et elle n'a pas pour mission de soutenir un pouvoir, ni de lui servir de base politique. Elle n'a pas pour vocation de soutenir les uns, ni de contrer les autres. Le ministre Gaïd Salah a le droit de soutenir le président Bouteflika, de constituer un comité de soutien et de faire campagne pour lui. Il a même le droit de co-présider ce comité avec M. Amar Saadani, et d'organiser des meetings en compagnie de MM. Amar Ghoul et Amara Benyounés. A condition de quitter sa tenue de militaire. Par contre, le chef d'état-major Gaïd Salah, lui, ne peut agir de la même manière, car il violerait le principe selon lequel l'armée, comme la loi, est au-dessus de tous. Ce sont des principes répétés par Gaïd Salah lui-même quand cela lui convient, quand des opposants demandent à l'armée de débloquer la situation, par exemple. Gaïd Salah leur rétorque alors que l'institution n'a pas à s'immiscer en politique...

### Pouvoir fort

**I**l était question de Gaïd Salah et de l'armée, et de leur poids dans la vie politique. Mais ce dysfonctionnement s'étend à la plupart des institutions du pays. L'administration, par exemple, a oublié l'impartialité qui doit être la sienne. Elle s'estime naturellement mobilisée pour soutenir le pouvoir en place. Un wali constitue le prolongement du pouvoir, non celui de l'Etat. C'est lui-même qui coordonne discrètement la campagne du président de la république au niveau local. L'un d'eux, devenu plus tard ministre, a déclaré publiquement, au cours d'une campagne électorale, qu'il serait malheureux de voir que le président Bouteflika obtienne moins de 80% des voix dans "sa wilaya". Comme Gaïd Salah, les walis ne se sentent pas tenus par la loi. Pour eux, le plus important est de montrer leur aptitude à servir le pouvoir, ou à l'exercer au profit d'une cause qui est la leur, non de faire fonctionner l'administration. L'expérience de beaucoup d'entre eux leur montre que ce mode de gestion n'est pas efficace, mais ils s'y soumettent, avant de s'y habituer, pour finir par faire du zèle. Ils se laissent d'autant plus volontiers tenter que que dans un pays aussi figé que l'Algérie, les institutions tournent à vide. Elles ne servent à rien. Le conseil constitutionnel, le gouvernement, la présidence de la république, aucun centre de pouvoir ne joue correctement son rôle. Du moins de manière conforme à ce que dicte la constitution. Et quand le pouvoir n'est pas exercé par les institutions légales, il est accaparé par d'autres cercles informels. Y compris quand ils ont porté une tenue, comme Gaïd Salah.

# Mots d'ordre et de désordre en politique !

La dictature, a dit Coluche, c'est ferme ta gueule !  
Et la démocratie, c'est cause toujours !

Par Cherif Ali

**P**etites phrases, querelles, attaques personnelles, meublent la scène politique nationale, au moment même où l'horizon économique de notre pays tend à s'obscurcir, conséquemment à la chute brutale du prix du baril de pétrole. Et le « ferme ta gueule » adressé par un homme d'affaires à Louisa Hanoune en est l'illustration ! Il n'est pas à mettre dans le compte d'un quelconque dérapage, vulgaire, du débat politique, a souligné, la semaine passée l'éditorialiste du Quotidien d'Oran. On est devant une sommation de se taire, poursuit-il, faite par un représentant du business, qui l'affirme, politiquement, et affiche, clairement, ses ambitions !

C'était parfait pour lancer une nouvelle polémique, très algérienne, écrivait aussi l'excellent chroniqueur du même journal, Abed Charref, qui ajoutait que « les échanges entre les belligérants, ne volent pas très haut ».

Les réseaux sociaux, ravis de l'aubaine, se sont, d'ailleurs, enflammés au lendemain de cet échange, avec les commentaires du type « bien fait pour sa gueule » lancés par certains à l'adresse de la Chef du Parti des Travailleurs tandis que d'autres, offusqués par « l'arrogance des nouveaux riches » trouvent la réplique aussi déplacée que vulgaire ».

Il suffit, faut-il ajouter, que quelqu'un soit pris comme « tête de Turc » pour que tous les internautes lui tombent dessus. A la diabolisation de la victime, s'ajoute sa dévalorisation ; elle subit une moquerie cinglante et souvent obscène et le préjudice est énorme au moment même où le recours contre les méfaits de la toile reste insignifiant voire impossible.

**A**illeurs, le législateur commence à réfléchir à une proposition de loi visant à renforcer l'arsenal législatif contre les messages à caractère diffamatoire ou injurieux, qui fleurissent sur les réseaux sociaux.

Et au chroniqueur de se demander si on n'est pas, aujourd'hui, en présence d'une nouvelle doctrine politique : « ferme ta gueule ! ».

Doctrine, assurément ! Nouvelle, non, car en Algérie, nous sommes au stade où les ennemis de la liberté d'expression ont toute licence de s'exprimer. Tout comme les censeurs qui se sont déchainés contre le film « El Wahrani » !

On le constate, tous les jours, le langage politique régresse. L'exemple nous est donné par le politologue Ahmed Adhimi et sa petite phrase concernant Louisa Hanoune « elle est atteinte de ménopause politique », a-t-il dit, ce que d'aucuns n'ont pas hésité à assimiler à une offense voire à une « injure sexiste ».

Le discours de la classe politique algérienne n'est, décidément, plus ce qu'il était. Hier, fécond, révolutionnaire et progressiste, aujourd'hui, fait d'injures, d'invectives et de menaces.

La preuve est contenue dans l'algarade publique et la manière brutale avec laquelle, l'homme d'affaires à apostrophé, Louisa Hanoune, chef de parti politique et de surcroît femme, ce qui ne laisse présager rien de bon concernant les joutes à venir.

Ce qui est aussi révoltant, c'est le silence-radio, observé par les autres partis et leur porte-voix, à croire qu'ils sont ravis de la tournure que prend cette affaire. Ils détournent le regard, mine de rien, comme l'a fait, récemment, Nicolas Sarkozy quand Alain Jupé, un de ses rivaux à venir, a été copieusement sifflé à Bordeaux.

Transition utile, pour rappeler que Nicolas Sarkozy, ancien président de la République française, spécialiste de la provocation avec son « casses toi pov' con ! », excelle dans le genre.

Avant lui, il y a eu aussi le mémorable « taisez-vous El Kabbach » adressé, sur un ton péremptoire, par Georges Marchais, chef du parti communiste, au célèbre animateur qui l'empêchait de décliner son discours.

Ces passe-d'armes entre politiciens et journalistes ne sont pas spécifiques à tel ou tel pays et l'insulte n'est pas un fait nouveau en politique. Elle est symptomatique de la dérive langagière et comportementale de nos sociétés.

Si l'on remontait l'histoire, on apprendrait ainsi qu'en 1801, Napoléon Bonaparte est couvert d'insultes par un ancien commissaire du gouvernement qui le traite de « coquin » et de « couillon couronné de bouses de vaches ». En 1851, Victor Hugo fustige à son tour le président Louis Napoléon Bonaparte, le gratifiant de « Napoléon le petit ». L'année du coup

d'Etat, Napoléon ///, deviendra, « Napoléon », « Bouffon » ou encore « Césarion », sous la plume de l'écrivain.

En Algérie, les hommes politiques n'ont pas attendu, longtemps, pour parler « dru et cru ». Sous la pression des joutes oratoires, leurs mots refoûlés sont, parfois, pleinement exposés, publiquement, notamment par les chaînes de TV privées.

Ces dernières en veulent toujours plus et pour faire de l'audience, elles créent et sur-vendent, elles-mêmes, des événements, même si cela ne se justifie pas. Elles sont dans l'instantané, à la différence d'un « 20 heures » qui peut se préparer tout au long de la journée et, elles usent les thèmes et les sujets, recherchent le scoop, le font tourner en boucle, sans prendre la peine d'en vérifier la source. D'où les problèmes.

**O**n se rappelle du mémorable « naâl bou li mayhabnech ! », lancé par Amara Benyounes qui le poursuit à ce jour.

Tout récemment, la toile nous a restitué l'échange aigre-doux entre le wali de Béjaïa et le représentant du FFS, le premier traitant l'autre de « voyou » et au second de lui asséner, publiquement, un cinglant « voleur ! ». Ce qui va, probablement, hâter le mouvement des walis, qu'on dit imminent !

Cette indignation, des uns et des autres, qui s'exprime de manière aussi discourtoise que brutale, semble plutôt convenir à certains qui pensent que la politique, c'est un sport de combat où tous les coups sont permis. Les paroles les plus blessantes, les plus insultantes, et parfois...les plus amusantes sont, paradoxalement, bien accueillies par le peuple.

Comme celle dont on se lasse jamais et qui a eu pour auteur Lionel Stoléru, homme politique Français qui disait à propos de Marcel Dassault, qui fut député de l'Oise jusqu'à sa mort à 94 ans : « il sera candidat à l'Assemblée Nationale jusqu'à sa mort, après il se présentera au Sénat ! ».

Il y a aussi tous ces noms d'oiseaux, dont

**On le constate, tous les jours, le langage politique régresse. L'exemple nous est donné par le politologue Ahmed Adhimi et sa petite phrase concernant Louisa Hanoune « elle est atteinte de ménopause politique », a-t-il dit, ce que d'aucuns n'ont pas hésité à assimiler à une offense voire à une « injure sexiste ».**

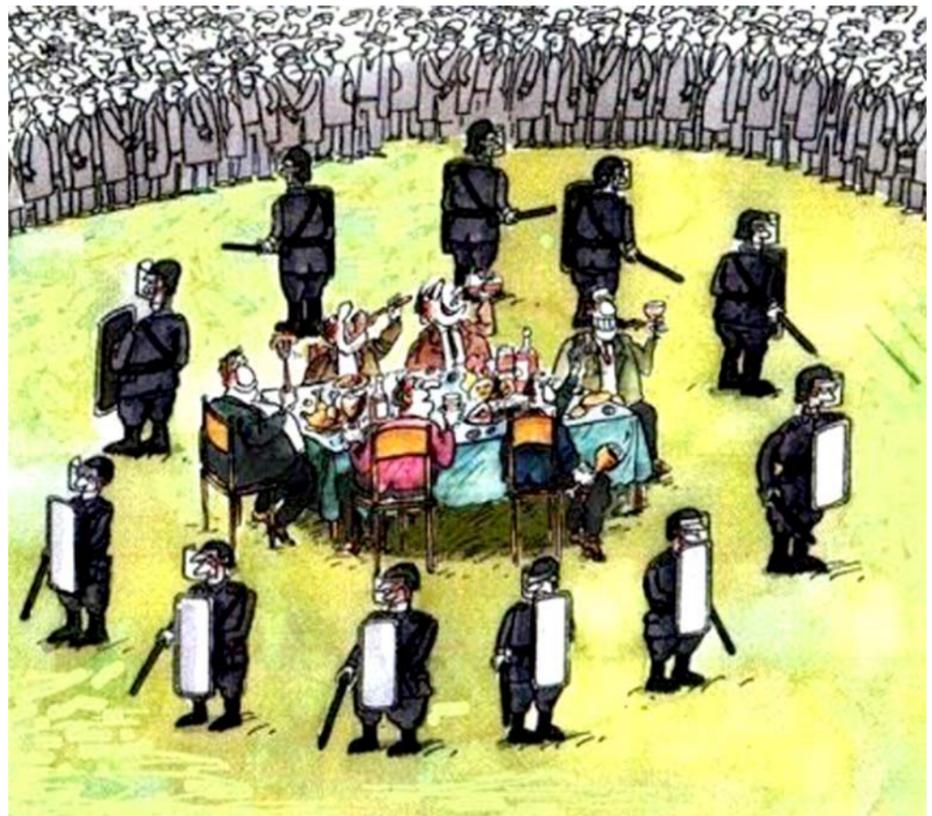
sont affublés les responsables politiques : « cervelle d'oiseau » pour définir le manque d'intelligence, « dinde » pour désigner une femme stupide, « perruche ou pie » pour quelqu'un de très bavard.

Mais, du « ferme ta gueule ! », c'est aussi inédit que choquant au regard de la violence du propos. Victime, Louisa Hanoune, l'a appris à ses dépens, elle qui a pris, légitimement, la parole pour livrer son sentiment, concernant la présence de membres du gouvernement parmi l'assistance, venue écouter l'allocation du candidat à la présidence du FCE.

**I**l faut dire, que s'indigner et dénoncer à tout va est courageux de la part de ceux qui ont fait de la politique leur métier ; mais on attend des hommes politiques, qu'on partage ou pas leurs idées, qu'ils se donnent aussi les moyens de changer ce qu'ils dénoncent !

Aujourd'hui, ils sont victimes « d'injonctions » à la limite de « l'insulte » comme Louisa Hanoune. Mais souvent, ils commettent eux-mêmes des dérives inacceptables. En effet, dans une démocratie, toute la campagne électorale, par exemple, est censée s'inscrire dans le débat sur les programmes et la réflexion sur les idées. Or et loin de cette conception, certains politiques se rabattent sur les stratégies électorales d'une bassesse inouïe, plutôt que de mettre en avant leurs visions et programmes. Propos diffamatoires, insultes, discours haineux sont pratiquement le lot quotidien de ces politiques pour tenter de jeter le discrédit sur leurs adversaires.

Comment ne pas être saisi de stupeur, ou de dégoût par de tels comportements électoraux, comme ceux qui nous sont parvenus, par exemple, de Tunisie avec ce florilège, proféré par un membre du parti présidentiel, mettant en cause, d'une façon insidieuse, l'âge du candidat Beji Caïd Essebsi : « je ne voterai pas pour un cadavre ambulante » ; la presse locale opposée à ce candidat, à sortie aussi ces machettes incroyables : « il faut honorer les morts en les enter-



rant », ou encore « la chaîne Tunisie 7, le sponsor officiel du cadavre numéro 7 ».

Mais pourquoi tant de haine, se demandait, Ikhlas Latif, un journaliste tunisien. Cela cachera-t-il autre chose, derrière ? Les débats sérieux de fond sont relégués aux oubliettes ! On élève un écran de fumée dans le but de détourner l'attention des citoyens des questions gênantes.

On est loin de l'ambiance de la « révolution des jasmins », et du soulèvement populaire qui a émerveillé le monde avec le fameux « dégage », largement déployé aux regards admiratifs, urbi et orbi.

Dégage, c'est à la fois une phrase, un mot et un message. Son succès a été planétaire et il vient de sa capacité à se décliner d'une infinité de manières. Puisée dans la langue de Molière, elle a été traduite en « Irhel » en Egypte avec les résultats que l'on sait.

Et, personne avant la révolution tunisienne, ne pouvait prédire la fortune du mot « dégage ! ». Expression familière, elle est aujourd'hui imposée comme une injonction politique, principalement dans les pays arabes. Partie comme un cri de cœur, cette expression est devenue le mot d'ordre populaire, par excellence, le mieux partagé au Moyen-Orient et même ailleurs.

C'est une sorte de « sms » politique, plus besoin de perspectives encore moins de prospectives, a dit le sociologue Driss Jebali et encore moins de plan ou de gosplan. Le slogan suffit !

**D**égage, est devenu à lui tout seul, une sémantique politique, un mot « projectile », selon le sens qui lui a été donné par Alain Rey, l'un des plus grands spécialistes de la langue française. Nul besoin de jugement, nul besoin de présomption d'innocence. On sort du simple registre politique pour pénétrer dans celui de la revanche symbolique, du dévouement libérateur et, surtout, plus grave des règlements de compte. La rue Vs pouvoir. La rue contre le wali, le maire ou tel directeur d'entreprise détesté par les travailleurs. Mot d'ordre, il restera, incontestablement, dans l'imaginaire. Presque autant que le célèbre « no pasaran ! » associé à Dolorès Ibarri Gomez, et prononcé par les partisans de la seconde République en lutte contre les rebelles nationalistes commandés par Franco.

Fait d'armes du peuple ! Génie du peuple ! Métier des journalistes, aussi ! Ces derniers friands de toutes ces petites phrases prononcées, comme on dit « off the record », micro fermé, qui font que la relation entre journalistes et responsables publiques, peut paraître

parfois, ambiguë. Certaines déclarations sont faites en toute intimité, mais la confiance est brisée quand le propos ou le mot, exprimé en aparté, souvent pour décontracter l'atmosphère, donc de manière non officielle, est rapporté et dévoilé au grand public.

Comme celui « susurré » presque par Abdelmalek Sellal à un sénateur-ami, lors de la dernière campagne électorale et qui lui a valu une « levée de boucliers » et une « bronca » générale, suite à un micro-baladeur et une captation d'image plus ou moins clandestine ; il est allé jusqu'à s'en excuser, mais rien n'y fit. Les journalistes et les réseaux sociaux ont en fait leurs « choux-gras ». Les habitants de la wilaya de Batna l'ont déclaré « persona non grata » ; heureusement pour lui, son adjoint de campagne, ancien wali de la région et homme de dialogue, s'est déplacé sur les lieux, pour tout d'abord « recoller les morceaux » et réconcilier, ensuite, notables-population et Premier Ministre.

Et pourtant, la ficelle était grosse tout comme la manipulation politique qui en a été faite.

**L'**autre exemple, nous est donné par un organe de presse qui titrait le 22 mars 2014 : « Ouyahia, veut-il provoquer la Kabylie ? », l'auteur de l'article accusant l'homme politique « d'avoir attribué la constitutionnalisation du Tamazight à Bouteflika et non à Massinissa », le jeune manifestant tué lors d'une manifestation dans la région.

De ce qu'on a qualifié « d'impair » d'Abdelmalek Sellal et du tohubohu qui en a résulté, on peut déduire au moins ceci :

1. en politique, on ne s'embarrasse pas de scrupules pour marquer des points à son adversaire, au besoin en recourant à l'insulte et à l'invective.

2. le « gentlemen-agreement », presse et personnel politique n'est pas pour demain, dès lors qu'on ne distingue plus le journaliste militant, du militant journaliste.

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins, avec cette baisse brutale du prix du baril de pétrole et la « mise à nu » qui nous attend !

Les algériens veulent savoir, tout savoir des projets du gouvernement et des intentions de l'opposition ! Ils veulent, désormais, qu'on parle à leur intelligence et non pas qu'on leur impose un langage de charretier, en guise de débat et de programme politique. Et pour commencer, ils sont en droit d'exiger de la classe politique, tous bords confondus, de se déterminer, très vite, par rapport à l'injonction de « fermer sa gueule » adressée à madame Louisa Hanoune.

Il faut, clairement, le dire : ce qui est attendu d'eux, ne réside pas dans la défense des thèses de cette dernière, qu'on peut aimer ou pas, mais de l'idée qu'ils se font eux-mêmes de la liberté d'expression. Et leur silence dans cette affaire, pèsera lourdement, dans les prochaines échéances électorales.

# Où va la société algérienne ?

Par Kamal Guerroua

J'en ai mis de la gomme à réagir, sans relâche ni coup de mou, puisque l'humain est un de ces précieux fondamentaux à défendre, farouchement. De plus, la chronique n'est guère, à mon avis, un exercice de routine où l'on se complait au remplissage forcé des rubriques de journaux mais l'ultime interpellation de nos consciences à l'évocation de la réalité de notre société avec ses revers sombres, ses lignes de crêtes sinuées, et ses facettes luisantes. Bien évidemment, ce dont je vais parler ici n'en est qu'une infime démonstration, triste à bien des égards, qui croise le chemin de d'autres problèmes sociétaux. Il s'agit en fait d'un écrit bido, d'une rare laideur et au style médiocre qui relaie une rumeur locale ayant circulé depuis quelques mois dans l'une de ces belles régions de l'Algérie où des énumérations se proclamant d'une association du quartier préconisent ou plutôt demandent d'expulser manu militari des subsahariens parce que suspects, à leurs yeux, d'être porteurs du fameux virus Ebola. Quel sens de patriotisme et par quelles niaises pirouettes ont-ils osé le démontrer! « Ces pauvres hères mettent en péril notre vie et celle de nos enfants, il faut vite les signaler aux autorités pour qu'elles les renvoient dans leurs pays, sinon ce serait l'heure du passage à l'acte » lit-on en arabe sur ce chiffon mal inspiré et d'un autre âge mais ayant récolté tout de même et, à mon grand étonnement, des centaines de «likes», des messages de soutien et de remerciements à son auteur virtuel.

Devant une telle déferlante de haine, de mépris et d'incompréhension de cet «Autre», qu'il soit étranger, clandestin, réfugié ou homme de couleur, il y a non seulement de quoi manifester de la colère, de l'indignation et de la consternation mais aussi de quoi se poser autant de questions légitimes : Pourquoi mes compatriotes qui étaient de par le passé si solidaires des autres, si généreux et si hospitaliers à leur égard tendent-ils de nos jours à devenir quasi xénophobes, voire racistes s'en fichant éperdument du principe de la solidarité humaine et surtout du devoir d'assistance à des individus et à des populations en danger? Pourquoi sommes-nous envahis par cette culture d'anonymat qui jure avec nos traditions paysannes ancestrales? Y-a-t-il une raison évidente qui nous empêche à nous débarrasser de cette camisole de suspicion généralisée et de la crispation qui nous étreignent à vue d'œil chaque jour davantage? Pourquoi se plaint-on de la sauvagerie ou de l'arrogance des autres dès lors qu'ils nous traitent en mal et se tait-on à dessein ou par hypocrisie dans le cas inverse? Sommes-nous atteints d'une partialité stérilisante de toute affectivité ou émotion? Et puis, ces africains-là ne font-ils pas partie intégrante de notre continent, de notre patrimoine et de notre culture plurielle, à nous les algériens? Ne méritent-ils pas un peu plus de respect et de considération de notre part? Est-ce un péché s'ils cherchent un ailleurs meilleur parmi nous, loin de ces régions en butte à la pauvreté endémique, aux sécheresses saisonnières, aux pandémies et aux conflits meurtriers?

Avrai dire, notre société devrait regarder ces autres-là d'un angle de vision différent de celui du danger et de la menace, à savoir la diversité et la richesse. En ce sens, elle est obligée de respirer l'oxygène de la tolérance. Celle-ci est plus qu'une vertu cardinale, elle est l'essence même des êtres et des pays civilisés. N'est-ce pas d'ailleurs le plus simple des devoirs qu'il nous incombe de semer dans les âmes et d'y fructifier? Maintenant, il est tas de gens qui allaient me répondre que les erreurs du discernement social existaient partout, que cela est indépendant de leur propre volonté et que c'est aux autorités de mener un travail de «conscientisation» de base à même d'éviter ce genre de stéréotypes et de clichés aussi bien réducteurs que destructeurs de «la lucidité collective». En partie, on pourrait bien en convenir : les programmes scolaires sont en mesure d'y grandement contribuer mais là où la musique de cette argumentation bute sur une fausse note, c'est que les variables de la problématique se situent au-delà du secteur éducatif, c'est-à-dire, dans la famille, le quartier et le village : le cocon originel du sens civique. En clair, il est surtout question d'élever les générations naissantes sur l'acceptation de l'altérité, d'inculquer aux enfants l'amour de la différence et du métissage, d'adapter nos humeurs individuelles et notre humour national à l'appréciation des autres. Bref, tempérer un tant soit peu notre amour-propre et accepter avec relativisme et

Je n'aurais jamais eu l'intention de commettre ce modeste article si ce n'était la publication d'un internaute anonyme sur les réseaux sociaux qui m'y aurait poussé.

courtoisie la critique aussi subjective fût-elle, même si elle est amère à avaler ou simplement déplacée, et de surcroît venant de l'autre.

Je me suis souvent dit en privé et l'ai répété parfois à mes amis que l'Algérie serait, faute d'études de «prospectivité» comme celles qui se pratiquent sous d'autres cieux, moins prédisposée par exemple à la perspective de la montée en puissance des mariages mixtes et à l'apparition de la société multiculturelle d'ici au moins 25 ans, le temps minimal de la mue intergénérationnelle. Pour cause, le fonds commun du terroir est, encore faudrait-il l'avouer en ce papier, conservateur et aucun effort n'est consenti afin d'y remédier. Regardons de près le recul inquiétant de l'âge du mariage à plus de 35 ans pour les garçons et à plus de 30 ans pour les jeunes filles vu l'incroyable pesée des charges pécuniaires relatives aux cérémonies et le poids écrasant de certaines convenances désuètes dans une société typiquement patriarcale où justement les moins de 35 ans avoisinent près de 65% du total de la population. Ce qui a déjà donné et donnera encore davantage un coup de pouce «passif», c'est-à-dire malgré nous, à la culture du célibat, laquelle tend à se transformer en «mode par défaut». Pour bien schématiser les choses, de plus en plus de garçons sont, de nos jours, réfractaires à toute idée d'union conjugale et nos filles préfèrent, faute de mieux, la poursuite d'études poussées ou les horizons professionnels tant prometteurs à la fondation d'un foyer.

Cette nouvelle donne s'apparente, il est vrai, beaucoup plus à «une esquivance psychologique» de la part des deux sexes à franchir les grilles de la cage d'or (inaccessible pour certains/certaines, contraignante pour une majorité, et étouffante pour d'autres) qu'à une évolution palpable des mentalités dans le sens positif du terme (modernité, émancipation, autonomie, etc.). C'est pourquoi elle devrait être bien mise en relief, décryptée et analysée dans ses moindres détails pour nous épargner des mauvaises surprises (la prostitution, les psychotropes, les fugues, la délinquance, etc.).

Elle nous presse aussi à changer de fond en comble la perception ancienne qu'on a du rôle de l'élément féminin dans la société (femme au foyer, mère accoucheuse, être fragile et protégé, etc.), à chercher la nature exacte du dysfonctionnement au niveau de la cellule familiale et à penser dans un débat public ouvert au «life-style» adéquat qui devra adopter notre future société. En effet, beaucoup sont les filles qui n'y trouvent pas preneurs jugés à leur regard utiles ou capables d'entretenir une famille parce que les taux vertigineux du chômage y sont un frein essentiel, la cadence de la consommation s'est exacerbée, et la cherté de la vie ne fait que les en dissuader. Ajoutons à cela que la solidarité interfamiliale de naguère pouvant concilier en cas de dispute dans les couples ou du divorce étant, elle aussi, en voie de disparition vu l'indépendance financière des ménages et l'irruption désordonnée dans le cours familial de références de vie exogènes (occidentales

en particulier), une greffe additionnelle et complexe sur un corps qu'on ne connaît pas déjà assez. Ainsi la notion du pouvoir ou d'autorité dans le couple n'obéit-elle pas forcément désormais aux idéaux secrétés par le moule de la paysannerie traditionnelle (morale teintée de religiosité, virilité, force, etc.) mais se régule en fonction des revenus des deux partenaires et de leur participation effective à l'entretien du foyer. On dirait qu'au contact du monde globalisé la société algérienne s'est complètement décébrée, déboussolée, déraisonnée et déshumanisée. L'égoïsme imprègne partout les rapports sociaux, l'hypocrisie mi-religieuse, mi-matérialiste tient le haut du pavé et la souricière de l'individualisme nous happe dans son ventre creux. Pas de potion magique tant que le couac est dans nos têtes!

Inéluctablement, la volonté d'émancipation de certaines filles et leur désir de sortir du giron de l'engrenage traditionnel font, au préalable, peur aux jeunes garçons et freinent en contrepartie leur engouement à contracter des mariages. Ce qui met les premières en plein carrefour des incertitudes et les seconds dans la case d'un pas en avant, deux en arrière (hésitation). En ce contexte-là, il est à noter que derrière «le modernisme superficiel» de l'algérien se cache une véritable tendance au machisme jumelée de violence. Dernièrement, une jeune fille, chercheuse de son état, m'a dit en substance que les divorces et le phénomène des familles monoparentales en Algérie sont dus, abstraction faite des raisons accessoires selon elle (économiques, sociaux en particulier), au penchant des deux partenaires à tenir sans partage les rênes de la maison, ne serait-ce qu'en sacrifiant le vécu de l'enfant et son parcours. Peut-être à large échelle le despotisme, l'autoritarisme et la gérontocratie de nos élites, poursuit-elle dubitative, y trouveraient-ils par là une explication suffisante. Cela étant, vu ce qui précède, dans les prochaines années, la baisse du nombre de mariages et ipso facto de la fécondité et le vieillissement social accéléré en Algérie seront une réalité tangible à laquelle il serait urgent de s'y préparer.

Parallèlement, dans l'autre partie de l'équation, les étrangers, asiatiques en majorité qui débarquent massivement chez nous d'abord à cause de la faiblesse de nos performances économiques, basées sur le partage de la rente pétrolière et ensuite à la faveur de notre incompétence managériale dans les travaux bâtiment, la construction de voiries et même le marketing ou la téléphonie mobile seront en quelque sorte une planche de salut pour maintenir le rythme du «rajeunissement sociétal» actuel. Bien naturellement, tout phénomène social a des retombées soit positives soit négatives. Dans ce cas de figure, il va falloir s'attendre à une augmentation substantielle d'unions mixtes et à une esquisse graduelle de la société multiculturelle (aspect positif), parallèlement à une acuité de la violence et de la stigmatisation visant l'autre (aspect négatif). C'est pourquoi Etat, honteusement retiré jusque-là de la sphère des enjeux

sociaux, serait sommé de s'y impliquer et d'assumer ses pleines responsabilités dans l'exacerbation des réflexes primitifs du repli sur soi et de la peur de l'autre qui ont chez nous, ces dernières décennies, le vent en poupe. Des réflexes à mille lieues des règles élémentaires du civisme, de l'ouverture et de la modernité. En gros, il faut défricher le terrain pour demain. Or, à y bien regarder, rien de concret ne se fasse en haut lieu. J'ai personnellement été bouleversé en voyant des nuées de réfugiés syriens vivre d'expédients et s'adonner en foule à la mendicité, flânant aux abords de la capitale et même en centre-ville, séchant leur linge en public, livrés à la curiosité désarmante des passants.

Un spectacle à la fois choquant et misérable liste nuisant d'une part à l'esthétique de nos villes et dénotant, d'autre part, de l'incurie administrative et de la mauvaise prise en charge de ces malheureux expatriés. Où est l'Etat? Où sont ces responsables si fiers que l'Algérie soit un des rares pays qui acceptent sans restriction aucune l'accueil des familles syriennes sur son sol? Y-a-t-il vraiment des lois qui canalisent les flux d'immigration vers notre territoire? Le statut de réfugié politique y est-il clairement défini? Les déplacements humains en temps de guerres, de crises majeures et de tensions régionales y sont-ils réglementés, étudiés et codifiés? A-t-on débattu au moins une fois du sort de ces damnés de la terre sur les plateaux-télé et dans nos médias en général, ouvrant une brèche dans ce «black-out» incompréhensible? Pense-t-on à les insérer dans la société (logement, école, marché du travail, etc.) afin que ce pays d'accueil qu'est l'Algérie leur soit une seconde patrie, le cœur sur la main et les bras ouverts, vu les liens fraternels et historiques avec la Syrie? Il semble évident à l'énumération de ces divers questionnements qu'on est à côté de la plaque, bien loin de ce que projettent les discours de ceux qui nous dirigent. On ignore bien que l'immigration est un acquis, le mélange une vertu, la cohabitation une qualité et l'humanisme un principe. On ignore qu'en agissant ainsi, on écorne à l'international l'image déjà très défigurée du pays, retournant l'arme de notre indifférence contre nous-mêmes.

*Il est surtout question d'élever les générations naissantes sur l'acceptation de l'altérité, d'inculquer aux enfants l'amour de la différence et du métissage, d'adapter nos humeurs individuelles et notre humour national à l'appréciation des autres.*



Dans une situation d'effritement de l'édifice institutionnel de l'État de droit et en l'absence de lisibilité quant aux perspectives à venir, bon nombre de nos concitoyens finissent par emprunter dans une sorte de repli et de compter sur soi, le chemin de la débrouille, sans se soucier aucunement des dangers qui jalonnent son parcours en faisant au quotidien, l'apprentissage de l'illégalité et de l'infraction plurielles.

## ■ Quand la gloutonnerie s'érige en mode de comportement sociétal !

Par Abdelkader Khelil \*

Pour ceux qui savent observer la société sans la snober à partir de leurs tours d'ivoire et à bien y regarder de près, la tendance est de plus en plus grande chez bon nombre de nos concitoyens pour développer des comportements individualistes se mettant ainsi à inventer pour leur bénéfice exclusif leurs propres règles et standards, en empiétant sur les droits des autres. N'a-t-on pas vu des commerçants baliser la chaussée devant leurs magasins par des objets hétéroclites pour empêcher les automobilistes de ranger leurs voitures, sans que cela ne soit décrété par aucun arrêté municipal ? Et à contrario, qui n'a pas observé bien des fois, des voitures garées au-dessus des trottoirs et/ou à l'entrée de garages publics ou privés ? Qui n'a pas été outré plus d'une fois, par ces gens munis de gourdis, squatteurs de portions de plages, de terrains vagues érigés en aires de stationnement et bien d'autres biens relevant du domaine public de l'État, pour faire commerce et en tirer profit personnel ? Ce ne sont là, que quelques exemples pour dire, que si la voie de la raison semble oubliée et à céder sa place à celle des muscles et de la force, c'est à dire à l'incivilité, c'est que quelque part, des intouchables ont fortement indiqué par des agissements illégaux, la voie du non respect de la chose publique, qui a fait école auprès de nos jeunes ! Ce sont eux les vrais responsables de l'état de déliquescence de notre société, qui peut mener au « pourrissement » de tout le corps social, et à la perte des valeurs et repères républicains !

### Gloutonnerie des arrivistes !

Si nous sommes arrivés à la dangerosité des atteintes quotidiennes aux lois et règlements de la République dans l'impunité la plus totale, c'est que chemin faisant, par la compromission l'impunité et le passe-droit, certains initiés des arcanes du pouvoir en partenaires économiques « gloutons » se sont taillés les plus grosses parts de marchés, accompagnés par l'octroi d'avantages et des facilités. Et tels des « requins », ils finissent par avaler tous les petits « poissons » sur leur passage, avec la complicité de ceux chargés de la surveillance de la « biomasse », c'est à dire de la régulation de notre économie, et de la préservation de l'intérêt national. Si les puissants du moment montrent le mauvais exemple, n'est-il pas injuste de ne blâmer uniquement que les petits qui ne font que les suivre dans leur sillage, en becquetant et en picorant des miettes en cachette et à la sauvette ?

Si dans cette situation les structures de l'État procèdent par laxisme face à l'atteinte aux intérêts de la collectivité et de l'ordre public, c'est qu'elles sont piégées par le comportement de cette « faune » qu'on a laissé évoluer dans l'impunité pour devenir finalement, incontrôlable !

Il n'est un secret pour personne que ces « grands », ont pignon sur rue et sont souvent courtisés. Ils arrivent même à infléchir dans le sens de leurs intérêts égoïstes, les orientations de la politique économique du pays après avoir acheté au plus bas prix, tous les biens et actifs qui leur ont été bradés ! Il ne faut pas croire qu'il ne s'agit là que d'une expression du « paraître différent » chez une faune d'individus arrivistes étalant leurs influences

telle une hydre dans sa quête de reconnaissance identitaire parce que sans racines, sans culture, sans éducation et sans savoir-vivre, même si devenus providentiellement et artificiellement riches à l'extrême !

Cette nouvelle manière de montrer ostensiblement sa différence « carnassière » arrogante et provocatrice, trouve plutôt son explication dans l'absence de moralisation de la vie publique et dans les pratiques de certains commis de l'Etat ripoux, qui osent transgresser en toute impunité, les lois et règlements de cette République affaiblie par les coups de boutoir qui lui sont assénés depuis près de trois décennies, sans que l'on songe sérieusement à rétablir l'ordre des choses. Vu sous cet angle, l'État est bel et bien « orphelin » !

Mais de qui se moque-t-on, lorsqu'on parle de mise à niveau, de réformes et de gouvernance ? Rien de tout cela n'est pris au sérieux ! Nous sommes tout simplement dans une logique de solidarité au sein d'une chaîne trophique au pur sens biologique du terme, où seules quelques « hyènes » - pas de la famille de cet animal appelé en Tamazight « Ifis » de plus en plus signalé par les forestiers au niveau du « Ravin bleu » à Batna- ont leur mot à dire autour de la distribution du pactole de la rente pétrolière et gazière ! La « fourmi » quant à elle et tout le reste de sa « colonie » de l'infiniment petit, n'arrivent la plupart du temps qu'en bout de chaîne pour nettoyer les « os » de la « carcasse », après que les « charognards » et les « rapaces » l'aient dépouillé de toute sa chair nutritive ! Dans cette atmosphère d'une actualité nationale émaillée par des comportements inquiétants, chacun de nous est interpellé d'une manière ou d'une autre, par rapport à ces attitudes qui menacent la cohésion sociale et au pire, l'unité nationale, ne plaise à Dieu, quand dans un avenir proche, il nous sera de plus en plus difficile de couvrir les tares de notre société par cette rente déjà largement entamée ! Ces comportements sont de nature, à remettre en question les éléments fondateurs de notre État-Nation !

### Le rêve d'une société de citoyens libres

Mais est-il pour autant vrai de dire que tout est perdu et que nous n'avons aucune chance pour se reprendre à rêver à l'émergence d'une société meilleure, proche des intérêts de la collectivité nationale dans son ensemble, et plus conviviale dans ses villes et ses campagnes ? Si certains de nos concitoyens observent une attitude purement défaitiste par rapport à cette question de notre devenir, c'est tout simplement par lassitude et par déception, après avoir attendu vainement ce changement qui tarde à venir !

Mais en vérité, rien n'est moins sûr si l'on considère que toutes les périodes de transition et de métamorphose portent en elles ces ambivalences. Rien n'est impossible parce que nous ne sommes pas pour autant démunis ! Nous n'avons rien de « manchots » quand les conditions sont réunies, comme le prouvent quotidiennement bon nombre de nos concitoyens, en tant que capitaines d'industrie, de managers, d'universitaires et de chercheurs, d'intellectuels, de médecins et de chirurgiens, de pilotes, d'ingénieurs, de cadres supérieurs dans la fonction publique ou de simples travailleurs au service de leurs concitoyens. Oui ! Le rêve est permis, et la démission et le défaitisme sont les pires choses qui puissent nous arriver.

Si la normalité dans le fonctionnement de la société est rétablie, tout sera alors possible ! Tout est donc affaire de moralisation de la vie publique, de justice, d'équité et de gouvernance. La primauté doit-être donnée non pas à la préservation des intérêts occultes, mais plutôt à ceux de la collectivité nationale dans toute sa globalité.

À partir de là, nous pouvons commencer à espérer. Nos jeunes se doivent alors d'être encadrés et recadrés, d'être soutenus et accompagnés dans leurs projets, d'être mieux formés, ce qui suppose bien évidemment beaucoup plus de sacrifices de la part de leurs aînés, sous la forme d'un compagnonnage, qui ne saurait s'accommoder des mises en retraites prématurées, cette mesure certainement mal inspirée car jetant dans la nature des cadres, ingénieurs, managers et techniciens dont beaucoup possèdent le savoir-faire et l'expertise nécessaires pour faire progresser notre société !

En faisant preuve de courage et en unissant nos efforts, il n'y a pas de raison que nous ne soyons pas capables de bâtir à partir d'un authentique projet de société à court, moyen et surtout à long termes, un État régulateur juste et fort, garant de l'égalité des chances pour tous les citoyens. Cela est possible, à condition d'orienter le sens de l'action publique dans la direction du seul intérêt de la collectivité nationale. Tout doit passer par la moralisation de la vie publique ! L'on se doit aussi, de réinventer le service public à visage humain pour tous, avec cette audace d'entreprendre cette mise à niveau si nécessaire à notre administration et aux autres institutions, conformément aux standards internationaux qui ont fait leur dans beaucoup de pays, car articulés autour des seuls principes régaliens qui se rattachent à l'État de droit.

Dans un pays qui dispose de plus de deux millions d'universitaires, cela est possible d'engager toutes les réformes nécessaires, pour peu que la formation continue puisse devenir une constante, et la seule voie d'accès aux promotions des différents personnels. Tout doit s'obtenir par le seul mérite qui a pour corollaire : l'acquisition d'expérience et de nouvelles compétences, et non par la pression de la rue ou la cooptation mafieuse. Cette mutation profonde de notre société ne peut s'opérer, que si elle s'appuie sur des règles connues et acceptées par tous, sur la force collective dont chacun connaît les vertus, et sur l'utilisation optimale de toute la ressource humaine d'ici et d'ailleurs, sans exclusive, sans parti pris, et sans obligation d'allégeance à qui que ce soit !

### Oui, l'émergence est possible !

De la sorte libérés, les hommes et les femmes qui portent dans leurs cœurs cette Algérie si généreuse, si magnifique et qui savent en apprécier les atouts économiques, techniques, culturels et sociaux et les attraits de sa beauté, seront disposés à la porter progressivement, à hauteur des pays émergents. Nous avons les moyens pour devenir cette Corée du Sud du Maghreb (cf. mon article paru sur le Quotidien d'Oran du dimanche 10 mars 2013).

Il faut juste y croire et travailler dans ce sens, mais pas uniquement dans l'esprit de l'achat « clés en main » de projets, sans effets d'entraînement sur le reste de notre économie.

L'émergence est tout un « symbole » ! Il est celui de la maîtrise technologique intelligemment négociée avec ceux qui sont à la pointe du pro-

grès, et l'éclosion d'un tissu de petites unités industrielles de sous-traitance aussi bien dans la filière automobile, que celles de la mécanique, de l'électronique, des médicaments, du machinisme agricole, de la technologie du froid, des TIC, de l'agro-alimentaire etc.

Elle est aussi confiance en soi, en ses cadres et en sa production, surtout celle qui a fait ses preuves sur les marchés internationaux. L'on sera dans l'état d'esprit de l'émergence, le jour où l'on décidera d'équiper tous les logements et autres projets publics avec de la robinetterie type BCR et avec le sanitaire de l'ECO et autres entreprises privées, même s'il faut subventionner le produit national. Le même raisonnement doit être tenu pour d'autres produits de qualité dans tous les autres domaines.

Il faut aussi faire en sorte que nos grands projets soient tout d'abord, des « projets école » ! Imaginons un instant que l'on ait eu l'idée de le faire au moment de la réalisation du projet d'autoroute Est-Ouest ! Nous serions peut-être aujourd'hui en mesure de réaliser, même avec l'assistance étrangère au niveau du suivi, l'autoroute des Hauts-Plateaux par nos propres moyens d'ingénierie. Outre les surcoûts à payer par le trésor public pour les très nombreuses malfaçons enregistrées tout au long des tracés et les résiliations de contrats, cette opportunité a été perdue. Ce projet aurait dû être accompagné sur tout son tracé, par : la réalisation d'agropoles, de technopoles, de zones industrielles, forgeant ainsi son attractivité territoriale. Si cela ne s'est pas fait, c'est que nous n'avons pas su travailler dans la convergence et la synergie intersectorielle. C'est dire, que tout est affaire de volonté, de vision, de planification et de prospective. C'est à partir de là, que nous pourrions rétablir la confiance et la quiétude, ces deux conditionnalités essentielles à la réalisation de tout le reste.

Mais il faut se dire, que rien ne se décrète, tout se construit. L'éducation, la transmission, le savoir ont un rôle crucial à jouer. Mais l'école même réformée dans le sens de la citoyenneté, ne peut cependant pallier à tout. Forger ce citoyen accompli, libre en parole et en pensée pour espérer réaliser des miracles, est l'affaire de tous. Dans cette entreprise à l'échelle d'une nation toute entière, le secret est dans le rassemblement et la mutualisation des efforts, et non dans la division, l'invective, le laxisme et l'autoritarisme.

Comme il ne faut jamais perdre de vue notre appartenance à une communauté aussi large que l'étendue de notre « pays-continent », faite de diversités mais aussi et surtout d'unité, cette chose merveilleuse sans laquelle nous ne serions que des individus vulnérables sans identité ni considération. En quelque sorte, des « kounta-kintés » au service des intérêts des autres, comme cela se passe en Libye, en Irak et en Syrie ! C'est là que réside l'hommage à rendre à ce million et demi de martyrs qui ont tant espéré vivre et voir se développer cette Algérie indépendante, dans la cohésion et dans l'harmonie. C'est aussi cela, novembre revisité, qui prend la signification de la chose bien faite, et au plus près de l'intérêt national !

\*Professeur



**Ils grognent. Nous aussi. Depuis plus longtemps. Ils sont endettés à hauteur de 2000 milliards d'euros-ils viennent seulement de s'en apercevoir-nous y allons gaillardement avec, en perspective, une sécheresse des coffres et de cette nature qui persiste à nous bouder au moment où le baril de pétrole dégringole.**

## ■ Avoir tort quand on a raison trop tôt !



Par Bouchan  
Hadj-Chikh

**T**out cela, nous le savions depuis longtemps. Nous n'étions pas les seuls à mettre en garde contre cette fatalité. Il nous paraissait même clair que les germes de cette déliquescence remontaient à la promesse d'« une vie meilleure ». Depuis, nous fûmes cigale quand il fallait être fourmi.

De l'autre côté de la méditerranée – en dépit de leurs experts financiers, de leurs économistes et théoriciens de talent, et qui savent tout – ils connaissent le même phénomène que nous. Les Haragas. Sauf que les leurs prennent un vol normal pour aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte, si des possibilités de travail s'ouvriraient à eux. Fuir donc un pays en crise, nous connaissons. Pour être terre à terre, ils n'ont pas trouvé de solutions pour retenir les 5 millions de nationaux qui ont fait le bonheur des compagnies aériennes.

Et tout comme nous, pour juguler l'hémorragie, ils tentent un « coup ». Leur premier ministre, apprenait-on le 26 Novembre, dépêchera des émissaires, tous azimuts, pour convaincre les « fuyards » à exécuter un demi-tour. Fissa. Ce que nous décidâmes, voici quelques mois, en envoyant en mission un haut fonctionnaire, du CNES, faire le tour des centres d'attraction de notre émigration, la tranche éduquée, de haut vol, pour l'amener à plier bagages et retourner « pleins d'usage et de raison vivre entre ses parents le reste de son âge ». J'avais prétendu, à l'époque, qu'il perdait son temps. Je serai curieux de prendre connaissance des résultats, éblouissants, sous doute, de cette mission. Je n'en espérais rien et en espère encore moins des initiatives de ce type d'opération considérant la préparation approximative de cette « pêche » et la qualité de l'offre d'une vie que nous pouvions proposer aux « candidats ». Je doute fort qu'une vie faite d'embouteillages, de logements aux prix d'achat ou de loyers exorbitants, sans garantie de mettre son bébé dans une crèche ou ses enfants dans des écoles à proximité, sans jardins d'enfants et de centres de loisirs ou de santé seraient un incentive. On pensait peut-être qu'il suffisait de dire « les portes vous sont ouvertes » pour les voir faire queue devant les guichets de la douane et de police de nos aéroports.

Pourquoi ces évasions ? La mal-vie. Et, surtout, le désir de tous les parents d'assurer un avenir à leurs enfants. Donc une bonne éducation. Celle qui n'en fera pas des chômeurs qualifiés

parce qu'ils restent sur le carreau quand nos responsables, à tous les niveaux, on a recours, par atavisme et facilité, aux compétences extra territoriales.

Cette découverte n'est pas singulière. Comme nous, au Nord, eux aussi viennent de découvrir, en cette fin de mois de Novembre, que leur système éducatif ne garantit plus « l'ascension sociale ». On naît fils d'ouvrier et on le demeurera. Que certains veulent éviter l'égalité par le bas. Découverte sociologique que nous avons mis à jour depuis longtemps en autorisant, en Algérie, l'ouverture d'écoles privées avec, en perspective, des universités privées. Nous connaissons, ainsi, les chemins qu'emprunteront les cadres de demain. Les élèves gouvernants, en termes de gestion des deux pays, ont dépassé les maîtres. Ils ont rendu les armes. Car, en sous mains, depuis longtemps, là enco-



re, le patronat définit le cours de la vie politique. On ne nous l'a pas avoué mais c'est la réalité de tous les jours. Le syndicat des patrons, qui vient d'élire son président, a été constitué à cette fin. Soutenir ou prendre le relai du pouvoir quand il est essoufflé. Pour tout dire, c'est le seul « parti » économique, à vocation politique, qui a établi une feuille de route et sait où il va nous conduire. Contre un mur, l'on s'en doute bien, lorsqu'il se sera aménagé une porte de sortie, discrète, comme il vient d'y être autorisé à des conditions qui restent à déterminer, certes, mais que des éclairés ont investi. Comme s'il y avait un trop plein d'investissement dans le pays, des « nouveaux riches » placent leur argent à l'étranger. En Italie. En France. Légalement. Sans parler de l'argent qui ne porte pas de nom que l'on trouverait dans le bassin méditerranéen pour peu qu'on y fourre son nez.

En dépit donc de tous ces points com-

muns, il semblerait, pourtant, que les deux peuples ne réagissent pas de la même manière. Quand la morosité frappe les premiers, et manifestent leurs désaccords, mollement depuis quelques années, à force de recevoir des coups et des menaces d'un serrage de vis, les seconds, nous donc, nous serions, pour le moins, apathiques. Une étude récente affirme, elle, que nous serions même submergés de bonheur, au grand étonnement de l'éditorialiste du « Soir ». Ça crève tellement les yeux que ça m'a échappé. J'ai fait donc attention autour de moi et j'ai remarqué, en effet, ce calme, cet absence de stress que certains attribuent au Prozac. Certes, dans certaines cités, hommes et femmes ont gardé leur urbanité et un zeste d'éducation familiale dans leurs comportements. Ce n'est pas encore la jungle. Je n'ai pas encore vu de citoyens grimant aux arbres. Mais ça viendra. Quand nous n'aurons plus les moyens d'importer les calmants. A moins que.

**J**e dis « à moins que ». Parce qu'il m'a semblé entendre, sinon lire, les interventions de députés ronchons, critiquant la politique gouvernementale au sein de l'hémicycle de l'assemblée. Ils ont asséné beaucoup de « pourquoi ? ». Sans obtenir pour autant des réponses satisfaisantes.

Vous remarquerez, qu'à ce jour, ils ne sont pas des masses à avoir démissionné (à une ou deux exceptions près) en signe de protestation contre la conduite de la politique du pays. Il ne faut pas trop leur demander. Ils ont fait juste assez pour proclamer, en cas de retour de bâton et de retour à la case départ - aux élections anticipées donc - qu'ils n'ont pas failli à leur mission.

Qu'ils soient rassurés. Je serai bien surpris de voir, ceux qui ont en charge le pays, décider d'élections anticipées, qu'elles soient législatives ou présidentielle. A moins d'une épidémie de démissions dans l'hémicycle qui lui enlèverait sa raison d'être.

Les autres députés, non plus, ne démissionnent pas. Il y eut des ministres qui se sont démarqués en rendant leur tablier. Ce qui ne se verrait pas chez nous. Chez nous, ils attendent d'être éjectés pour « fermer leurs gueules », selon l'expression à la mode.

On est renvoyé donc. Aussi sec. Pour rejoindre, toujours aussi sec, l'autre bord. Celui de l'« opposition ». Ce traitement s'applique également aux Premiers ministres. Démissionnés. Contrairement aux politiques qui se recyclent en reprenant le chemin de l'université pour y enseigner, ou créer un « Think Tank », même un « courant », chez nous, pas de « courant ». Ils sont débranchés du réseau. Ils disparaissent des écrans politiques. Ils rejoignent le club des « anciens quelque chose » et ne souhaitent à personne d'être ministre, comme le déclara récemment un ancien membre de gouvernement. Celle de la Culture qui a laissé derrière elle un dé-

sert. Depuis quelques mois, là-bas, ils apprennent à attendre. Eux aussi. Ils attendent la fin du mandat de l'actuel Président. Là-bas, une partie de la classe politique évoque une nouvelle constitution. Une autre République. Tout comme certains d'entre nous. Sauf que nous avons perdu le compte des textes fondamentaux que nous avons adopté, l'un après l'autre, sur le même score. Nous n'en n'avons discuté aucun. Et je ne dis pas ça pour dédouaner le peuple. Le peuple avait confiance. Ou peur. Et puis, il ne savait pas que cela pouvait se faire. D'ailleurs, ceux qui nous ont représenté n'ont rien fait pour nous rendre notre parole et nous associer aux choix sur des questions sur lesquelles nous ne leur avons donné aucun mandat. Voix confisquées. Alors, durant tous ces quinquennats passés, nous avons fait les morts, - au sens propre comme au sens figuré - attendant la prochaine série de promesses. Espérant toujours, parce que nous sommes un peuple héroïque, comme on nous l'a dit. En 1962. Un peuple capable de miracles.

**I**l va bien falloir changer tout ça. Nous n'allons pas attendre qu'ils se réveillent, ceux du Nord, pour copier leur modèle. Eux, ils sont en panne d'idées. Ici, en revanche, chacun d'entre nous préside un parlement dans sa tête, selon un homme politique algérien. Si on nous lâchait un peu, laisser les initiatives s'exprimer, il n'y a pas de raison que nous échouions dans la construction de l'édifice ou de retourner le champ, en friche depuis si longtemps.

Comme par exemple reprendre langue, si nous pouvions nous rencontrer. En fait, nous avons moins besoin d'une Constitution - même nouvelle, si l'actuelle est inapplicable dans ses termes - de volonté de nous rencontrer. S'écouter. Discuter. Comme le souhaite le plus vieux parti d'opposition du pays, le Front des Forces Socialistes. Nous avons moins besoin de Constitution que de moyens légaux - à la portée des ac-

tuels occupants de l'Assemblée Nationale - pour disqualifier les mal élus, contestés, à la tête de nos mairies. Et d'un texte qui ferait bouger les « élus » des assemblées de Willaya, sans risque, sans qu'ils sentent des picotements dans leurs dos, qui regardent derrière leurs épaules pour décrypter les mimiques des Wali - qui ne disposent d'aucun mandat populaire, faut-il le rappeler. Mais oui, il n'est pas élu, lui ! Avec tout cela, il y aura assez de bon sens, de sens commun partagé pour qu'une Constituante s'impose.

Je me réveille ce matin avec une résolution : ne plus montrer, aux instituts de sondage, un visage ravi, trompeur. Moi aussi je vais faire la gueule.

Et si j'entends dire que ceux qui réclament une expression populaire permanente et des consultations politiques courent après des chimères, je leur répondrai bien : « on a souvent tort quand on a raison trop tôt ».

# Le nœud gordien algérien

L'idée de ce document est née d'un désir de mettre en commun les réflexions que nous inspirent les difficultés que doit affronter l'Algérie pour reprendre en main son destin.

Par Mustapha Benchenane\* & Par Brahim Senouci\*\*

Une incitation supplémentaire nous vient du constat que l'écrasante majorité des articles publiés dans la presse algérienne sont signés par une seule personne. Nous avons donc choisi d'écrire cette contribution à quatre mains et nous invitons celles et ceux qui le souhaitent à réagir à sa lecture, en la critiquant, en proposant des amendements, voire même à produire des textes complémentaires ou alternatifs.

## MAIS ENTRONS DANS LE VIF DU SUJET...

Nous avons d'emblée choisi d'écarter les approches qui, bien qu'ayant fait la preuve de leur stérilité, continuent d'être utilisées. Ce sont :

La déploration : «halte aux pleureuses», avons-nous envie de dire. S'il y a bien un comique de répétition (qui a le mérite de provoquer le rire), il y a aussi en Algérie un tragique de répétition qui consiste à faire tourner en boucle la plainte collective qui monte du pays. Non seulement ce tragique n'a aucun mérite mais encore il contribue à plonger chaque jour un peu plus la société dans un état d'affliction permanent, propice à la démission. L'écrasante majorité de nos concitoyens endossent le costume de la victime, donc du vaincu, sans s'interroger vraiment sur leurs responsabilités individuelles et collectives dans la situation qui est la leur, ni sur d'éventuelles initiatives de nature à changer le cours des choses. On préfère le confort du lamento à la difficulté de chercher, avec les autres, des voies de sortie. Peut-être choisissons-nous de ne rien faire parce que, en dépit de nos plaintes bruyantes, nous ne souhaitons pas vraiment de rompre avec un mode de vie qui nous dispense de nous aventurer sur des sentiers non balisés, qui nous permet somme toute de vivre, même chichement, en nous accommodant d'un système inique, corrompu, mais à la férule plutôt douce.

La réécriture de l'Histoire : cette «stratégie» est largement utilisée par notre peuple pour justifier son impuissance. Elle consiste à aller chercher dans le passé immédiat les raisons du marasme actuel. Pratiquant l'uchronie sans le savoir, nos citoyens rivalisent d'imagination sur ce que serait l'Algérie si Abane Ramdane n'avait pas été assassiné, si l'Emir Abdelkader n'avait pas été trahi, si l'«intérieur» l'avait emporté sur l'«extérieur»... Comme il est impossible de changer le passé, ils en tirent souvent la conclusion qu'il n'y a rien à faire. Bien entendu, il n'est pas question de prendre à bras-le-corps les problèmes d'aujourd'hui («la réalité rugueuse à étreindre, selon Rimbaud»). Retour donc à la plainte ori-

ginelle, résonnant comme l'aveu d'une impuissance consentie !

L'approche complotiste : une autre facilité, dictée par la défaite de l'intelligence, consiste à chercher ailleurs, toujours ailleurs, les artisans de notre malheur. Avec un manque cruel d'imagination, nous voyons pêle-mêle la main des sionistes, celle de l'ancienne puissance coloniale, de l'impérialisme étasunien... A l'évidence, l'approche naïve n'est pas de mise non plus. Il y a certainement des menées obscures contre notre pays, comme d'ailleurs contre d'autres pays dans le monde, occupant des positions stratégiques, largement pourvues par la Providence en ressources naturelles. Une démarche saine consisterait à chercher les causes objectives, endogènes, qui font de nous des cibles pour les inextinguibles appétits des puissances étrangères.

Le peuple, méprisé, fantasmé : finissons-en avec les clichés éculés auxquels plus personne n'accorde de crédit, tels que ceux qui qualifient le peuple de «glorieux», «formidable»... Finissons-en avec le mythe de l'«unité» de ce même peuple dont on sait qu'il est travaillé par des forces centrifuges. Ces éloges ont été pertinents au temps de la guerre de libération, durant laquelle les Algériens ont accompli le miracle de la libération au prix de sacrifices inouïs. Cette période doit continuer de nous inspirer, pas de nous servir de cache-misère pour la situation dégradée que nous connaissons actuellement. N'oublions pas que le peuple a changé. Aujourd'hui, il est, sinon instruit, du moins alphabétisé. Il vit majoritairement dans les villes. Surtout, plus de 80% de la population n'a pas vécu la guerre de libération. A cet égard, la manière dont est «transmise» la mémoire de cette épopée est tout simplement criminelle. Pervorte par les mensonges et les omissions, instrumentalisée par les pouvoirs successifs pour assurer leur pérennité, dépourvue d'épaisseur humaine, cette mémoire a été gravement décredibilisée. Les récits hagiographiques sont reçus avec ironie et mépris. Le temps qui passe accompagne le glissement vers l'oubli, donnant de plus en plus de corps et d'ampleur au discours «nostalgérique» du «c'était mieux avant». Il se trouve en effet de plus en plus d'Algériens, nourris du lait venimeux de la haine de soi, pour déclarer haut et fort que «nous ne sommes pas faits pour être libres» et d'appeler de leurs vœux le retour de la coloniale sous une forme ou une autre. Ils nous expliquent doctement que ce peuple, immobile, paresseux, incapable de se libérer d'un pouvoir corrompu et incompétent, ne mérite que le mépris et ne peut vivre que sous la botte. Oubliés, oblitérés, occultés, les centaines de milliers de morts de la guerre d'indépendance, les 86% d'analphabètes que nous a généreusement légués la colonisation. Oubliés la misère, la famine, les camps de regroupement, les enfumades, les emmurements. Oubliés Sétif, Guelma, Kherrata, OuledRiah. Oubliées, les fêtes de village durant lesquelles

les des Européens endimanchés dansaient sur nos places sous nos yeux mangés par le trachome ! Il faut qu'il y ait débat, que nous pointions nos carences, que nous soyons sans complaisance envers nous-mêmes. Mais ce débat doit se faire à l'exclusion de ceux qui cultivent une quelconque nostalgie de l'époque coloniale, ceux qui dénie la qualité de bienfait à l'accession à la souveraineté. Quelque soit leur gravité, aucun des problèmes de l'heure ne doit la remettre en cause !

Le dénigrement : Les Algériens sont des spécialistes du dénigrement, qu'ils ont tendance à confondre avec la critique. Celle-ci, consistant à émettre un jugement sur une situation, une œuvre, un événement, peut être négative mais aussi positive. Le dénigrement est d'une autre nature. Il noircit le tableau. Rien ne trouve grâce aux yeux de celles et ceux qui le pratiquent, des «esprits chagrins» comme on dit... Un non initié, se fiant aux apparences, éprouverait sans doute de l'admiration pour un peuple à l'esprit critique si «aiguisé» Il la mettrait sur le compte de son intelligence, sa lucidité, son haut niveau de conscience. Quelle erreur ! On s'apercevrait bien vite que les auteurs de ces discours si radicaux, si sévères, se conduisent de la même manière, voire pire, que leurs compatriotes qui subissent leurs foudres. De plus, ils ne manifestent pas la moindre velléité de changer ce qu'ils présentent comme une situation insupportable et qu'ils s'accrochent de ce qu'ils prétendent dénoncer...

## IL FAUT SORTIR DE CETTE COMPULSION

Pour y parvenir, il convient de quitter le terrain du dénigrement pour adopter une démarche rationnelle. Celle-ci consiste à s'engager dans une démarche de résolution du problème en respectant une méthodologie, des techniques, le choix d'outils pertinents. Il est indispensable de distinguer un fait d'un jugement de valeur. Plus important encore, il convient de prendre conscience de la différence considérable entre l'expression d'une opinion et la capacité de procéder à une analyse. Ce genre d'expression est à la portée de tout le monde, quel qu'en soit le sujet. Produire une analyse suppose, en amont, la maîtrise d'un savoir, d'une méthodologie, ce qui permet de s'élever au-dessus des anecdotes au profit d'une approche transversale et parvenir à une théorie explicative de la réalité sans jamais la perdre de vue.

Nous essaierons, dans cette réflexion, d'identifier les symptômes les plus alarmants, d'en déterminer les causes profondes et, enfin, de suggérer des pistes de réflexion vers des solutions.

\*Politologue, Université Paris-Descartes Sorbonne  
\*\*Physicien, Université de Cergy-Pontoise

## LA CHRONIQUE DU BLEDA R D

Paris : Akram Belkaïd



# Algérie – Maroc : attention, danger !



Il y a quelques jours, les supporters du Raja de Casablanca, un club de football marocain, ont adressé à leurs homologues algériens un beau message de fraternité opposé à toute discorde. «Nous sommes frères, la fitna ne va pas nous séparer» était-il écrit sur des banderoles déployées à l'occasion d'un match de championnat. Dans la foulée, le public du Raja a aussi entonné des chants de soutien aux Algériens et à leur équipe nationale pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations en Guinée équatoriale. Pour celles et ceux qui ne suivent pas l'actualité du foot, rappelons que cette compétition devait avoir lieu au Maroc mais que ce pays a souhaité ne pas l'accueillir en raison – officiellement – des risques présentés par l'épidémie d'Ébola. Un refus, qui vaut aux Lions de l'Atlas – surnom de l'équipe nationale marocaine – d'être exclus de la CAN. Quelques jours plus tard, en Algérie, des supporters du CS Constantine ont répondu aux Rajaouis en déployant une grande banderole dans leur stade. Il y était écrit le message suivant : «Merci aux supporters du Raja. La politique nous a divisés, nos racines nous réunissent». Qui a dit qu'Algériens et Marocains se détestent ? Et qui a intérêt à le faire croire ?

Dans le contexte nauséabond qui caractérise actuellement les relations diplomatiques algéro-marocaines, ces gestes d'amitié réciproque apportent un peu de baume au cœur. En effet, depuis quelques mois, c'est une méchante musique que l'on entend de part et d'autre de la frontière fermée. Incidents armés, certes isolés, déclarations outrancières, insultes à peine voilées, campagnes de dénigrement sur les réseaux sociaux, accusations mutuelles de tentatives de déstabilisation : la palette des actes et propos négatifs est des plus larges et il n'est pas exagéré aujourd'hui de craindre que l'habituelle paix froide entre nos deux pays se transforme petit à petit en conflit de basse intensité. Cela, à Dieu ne plaise, jusqu'à ce que l'on se réveille un matin avec l'annonce d'une vraie crise voire d'une guerre ouverte. D'ailleurs, et au risque de choquer, le présent chroniqueur se doit de confesser qu'il est heureux que le Maroc ait décidé de ne pas accueillir la Coupe d'Afrique des Nations. Cela nous évitera que des hooligans algériens – et il y en a – ne provoquent des incidents dans le Royaume. Il n'est pas difficile d'imaginer le scénario catastrophe qui aurait suivi : représailles policières, tensions diplomatiques, appels à la fierté nationale, rumeurs, colères populaires plus ou moins spontanées. Le football n'a jamais été la

guerre mais c'est un bon prétexte pour la déclencher...

Il n'est pas question pour l'auteur de ces lignes de s'engager dans une stérile «qui a fait quoi» et encore moins de chercher à savoir qui a commencé le premier ou qui a le plus tort dans l'affaire. Le fait est que, dans les deux camps, il y a des pousse-au-crimine, des gens qui jettent de l'huile sur le feu et qui se comportent comme si le voisin, autrement dit le frère, est l'ennemi numéro un. Dans les deux pays, il y a de la mauvaise foi, des insultes inacceptables et des préjugés alimentés par le fait que nos deux peuples ne se connaissent plus ou presque. Dans les deux pays, il y a des inconscients qui pensent que jouer avec une grenade dégoupillée ne présente aucun risque. Ce sont des apprentis-sorciers qui nous mènent au pire.

Car l'affaire est aussi politique. Dans les deux cas, nous avons affaire à des régimes en difficulté et cela pour des raisons assez différentes mais sur lesquelles ce texte ne va pas s'appesantir car c'est l'un des maux qui caractérisent nos relations. L'Algérien ne supporte pas qu'un Marocain critique son pays – même si les arguments présentés sont fondés – et la réciproque est vraie. Donc mettons de côté l'aspect analyse et retenons ce point majeur : à Alger comme à Rabat, la tension bilatérale, demain des événements plus graves – sont jugés comme nécessaires. Cela permet de ressouder les rangs, de faire taire la critique interne, de menacer les opposants de «trahison» et d'occuper les médias en donnant du grain à moudre à d'innombrables torchons. Cela crée des clientèles, cela fait le bonheur des marchands d'armes (où nous mène cette escalade en matière d'achats de matériels militaires ?) et cela renforce l'idée que les Maghrébins seront toujours incapables de s'entendre.

Dans cette (triste) affaire, il est édi- fiant que les appels à la raison viennent de supporters de football. On parlera de bon sens populaire à l'heure où les «élites» des deux pays sont muettes et refusent de s'opposer publiquement à cette dérive. Pire, elles évitent de se parler, se réfugiant derrière le sempiternel «ça ira mieux entre nous quand ça ira mieux chez vous». Pour diverses raisons, elles ne veulent pas construire ensemble un argumentaire basé sur la raison et la fraternité. Elles refusent de contribuer à diffuser l'idée que, dans le monde tel qu'il évolue maintenant, il est impossible que les deux pays s'en sortent seuls. C'est à ces élites de refuser de suivre les joueurs de pipeau qui les entraînent vers le précipice. Le rapprochement entre l'Algérie et le Maroc n'est pourtant pas une utopie : c'est une urgence.

## Mohamed El Faïz Pour comprendre les révolutions arabes. Interviews posthumes

Par Kmar Bendana

Voici un livre agréable à lire en arabe et en français, bien fait et qui propose une lecture des «révoltes arabes». Les écrits qui s'essayent à une réflexion sur ce qui traverse le sud de la Méditerranée depuis 2011 se multiplient mais celui-ci est loin d'être banal. Son auteur est marocain ; le Maroc resté en dehors de la vague des «révoltes» ne pouvait pas ne pas être secoué. Cet ouvrage constitue une réplique décalée dont l'intérêt réside précisément dans le fait qu'il émane d'un intellectuel qui s'interroge sur le sens d'une histoire en explosion, une histoire où il n'est pas plongé mais qui l'interpelle. De formation économiste, Mohamed El Faïz enseigne l'histoire économique à l'université de Marrakech. Auteur d'une thèse sur l'agronomie de la Mésopotamie antique (paru à Leiden en 1995), il est spécialiste de l'histoire de l'hydraulique et de l'économie de développement. Il propose à travers cet ouvrage une réponse à la fois pédagogique et politique aux impasses et aux difficultés actuelles.

### INSCRIPTION DANS L'ACTUEL

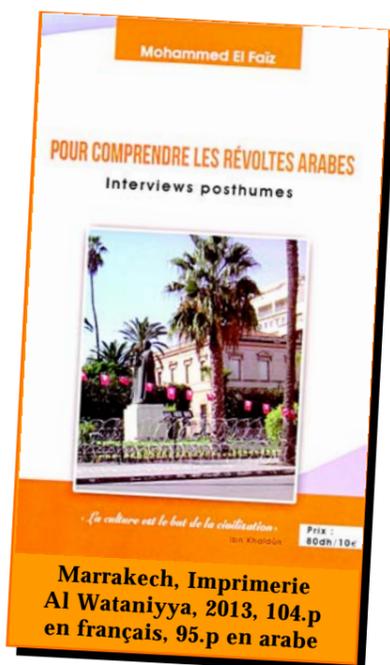
L'ouvrage part d'un choc : celui de voir le 11 février 2011 au Caire, les masses de délinquants et prisonniers libérés et lâchés place Et-tahrir, afin de noyer et d'effrayer les foules en révolte contre le régime de Moubarak. L'auteur éprouve face à ces images captées en Egypte un sentiment de rejet d'autant plus virulent que la Tunisie avait offert aux téléspectateurs du monde une sortie de régime encore «clean». En trois semaines, une conscience était devenue claire : les peuples arabes ne pouvaient plus accepter ce genre de traitement de la part des gouvernants.

La conclusion titrée «s'approprier le 'noyau valable' [an-nawat as-saliha] des cultures de l'islam» s'inspire de l'actualité tunisienne de l'année 2012. L'auteur assiste à l'épisode «jihadiste» (i.e l'attaque de l'ambassade américaine en septembre 2012) et remarque un graffiti à côté de la statue d'Ibn Khaldoun de l'avenue Bourguiba : «la 'ilmami la islami» [ni laïque ni islamiste]. Un message qu'il trouve plein d'enseignement dans la crispation qui s'installe sur la scène tunisienne. Autre inscription dans l'actuel, celui de la méconnaissance des savants de l'islam et d'ailleurs. L'enseignant se demande : comment inciter les étudiants à aller vers cette littérature ancienne ? En faire aimer les auteurs ? Lutter contre la paresse de lire et dépeussier les écrits ? L'auteur choisit de valoriser le patrimoine savant, appelle à le faire en plusieurs langues (et pas seulement en arabe). Traduire et expliquer la valeur de la pensée politique, économique et culturelle représente une réponse en acte, une proposition d'avenir résumée dans la facture de l'ouvrage dont la mise en forme entend répondre à l'objectif, aujourd'hui essentiel, de transmettre aux générations futures un patrimoine savant peu fréquenté.

### SIX CONVERSATIONS IMAGINAIRES

L'auteur compose six entretiens imaginaires, effectués avec des savants dont il estime que le savoir est aujourd'hui à révisiter, parce qu'encore plein d'enseignements. En enseignant expérimenté, il adopte une écriture «journalistique» nourrie d'une connaissance des œuvres, des contextes dans lesquelles elles ont été écrites et avertit sur la manière dont elles ont été lues et interprétées. Cette astuce d'écriture, savamment pédagogique savante est moins facile qu'elle n'en a l'air, d'autant que l'auteur conçoit une version bilingue (arabe et française) des six entretiens.

Le résultat est un livre savant et léger qui donne envie d'aller vers les œuvres. Initié pour répondre à des questions et des inquiétudes du présent, l'ouvrage retourne dans le passé à travers les regards d'intellectuels qui ont pensé et agi en leur temps, souvent dans l'ignorance ou l'indifférence de leurs contemporains.



Sur le ton de la conversation, l'auteur nous fait entrer dans l'univers de trois historiens : Ibn Khaldoun (1336-1406), Al Maqqari (1591-1631), historien de l'Andalousie et Al Maqrizi (1364-1442), un agronome Ibn al 'Awwam andalou du 12<sup>ème</sup> siècle, un économiste allemand Frédéric List (1789-1846), et l'ingénieur polytechnicien Ali Moubarak Bacha (1823-1893), bâtisseur de l'Egypte de Mohamed Ali. Tous ont développé à leur époque une conception de la connaissance de leur société, de son histoire, de ses difficultés et de ses ressources. Mais pour aucun, on n'a pu tout utiliser ni appliquer le savoir formulé. L'amnésie dont parle l'auteur est un effet du temps quasi naturel ; elle implique de revenir vers les œuvres, de les relire et de les réinterpréter, sans les traiter en reliques.

### LECTURES DE L'HISTOIRE

Pour chaque auteur, le lecteur effectue des allers et retours avec le passé, celui du savant en question en pointant le contexte de la réception de son œuvre, celui des conditions de l'oubli et des raisons qui expliquent la non efficacité. A la manière d'un journaliste du passé, Mohamed El Faïz, expose avec humour, les limites des compilations, des découvertes et des idées, en montrant la nécessité de comprendre ce à quoi elles ont servi. Les auteurs sont confrontés à leurs prédécesseurs et successeurs directs (Ibn al 'Awwam et la généalogie des savants agronomes du 10<sup>ème</sup> siècle), à ceux qui les découvrent (Ibn Khaldoun découvre par les orientalistes du 19<sup>ème</sup> siècle ou al Maqrizi minoré par Gaston Wiet). Ils sont également mis en dialogue avec d'autres, venus bien plus tard et qui ont influé sur le cours de la pensée contemporaine (Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998). Les entretiens utilisent des notions modernes (ex : la sécurité alimentaire) pour des situations anciennes (la famine en Egypte, fin 14<sup>ème</sup> siècle) montrant non pas la permanence des situations mais analysant la persistance des conditions de gestion et des erreurs de conception (le libre échangisme effréné ou l'empêchement à développer les capacités à créer des richesses).

Dans une langue simple, chaque interviewé fait le tour de son œuvre sous la conduite pédagogique de l'interviewer. On comprend comment Ibn Khaldoun cumule les capacités du savoir critique avec l'exercice dans les rouages du pouvoir, comment al 'Awwam s'inscrit dans l'essor économique et culturel de l'Andalousie, comment List ne trouve pas sa place face aux idées conquérantes de Adam Smith et comment Ali Moubarak Bacha se heurte aux tentatives de bloquer les velléités d'émancipation technique et économique qu'il essaie de mettre en œuvre. Les six conversations traitent de l'histoire sous plusieurs angles et dans divers temps. On sort de leur lecture avec le sentiment qu'elle n'est pas linéaire, n'obéit pas aux volontés des savants, ni à leurs prouesses réflexives. Elle est le produit de rapports de force parfois entrevus mais jamais faciles à contrer.

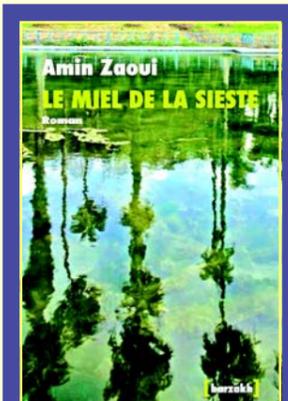
Du Maroc où il n'y a pas eu de «révolution», nous vient la réplique d'un universitaire qui en appelle à revoir l'histoire et notamment celle des pays arabes et musulmans telle qu'elle a été lue par les intellectuels contemporains, pour comprendre ce qui les empêche aujourd'hui d'avancer. La recette qui consiste à relire ce qu'ont laissé les savants est une des voies à prendre. Un engagement et une façon de montrer que les événements historiques que nous vivons en préparent d'autres, notamment l'avènement d'une littérature savante qui pourra servir dans le futur...

# Médiatic

## LIVRES

# LES ÂMES DÉCHUES

Par Belkacem Ahcene-Djaballah



**LE MIEL DE LA SIESTE.**  
Roman de Amin Zaoui.  
Editions Barzakh,  
197 pages, 600 dinars,  
Alger 2014.

Il n'y a, en fait pas d'intrigue, mais seulement l'histoire, presque banale, d'un jeune homme qui traverse le temps. Enfance (mal-aimé de la mère qui lui préfère le frère aîné, un «efféminé»), jeunesse, des études supérieures, la vie d'adulte... Sauf, sauf que le «héros» (d'une histoire qui n'existe pas) a quelque chose que bien

des autres hommes n'ont pas. Il est pourvu de testicules assez «développées»... qui font l'admiration... du père et de certaines femmes sur le retour... et la honte de la maman. On l'appelle désormais Bouqlaoui ! De plus, il est surtout attiré par les femmes vieilles (septuagénaires) et moches. Une seule jeune fille l'«habite», l'obsède, le poursuit, l'inaccessible cousine, Malika, qui finira dans un asile.

Une vie en apparence banale, très banale, trop banale... Mais, avec l'auteur, il faut toujours aller derrière les mots pour «découvrir» le message : Dans ce pays, l'important, pour les gens, c'est de «les» avoir «grosses» et opérationnelles en toutes circonstances. Le reste est condamné à la déchéance morale ou à la folie... parfois meurtrière, comme celle qui a gagné le pays durant les années 90.

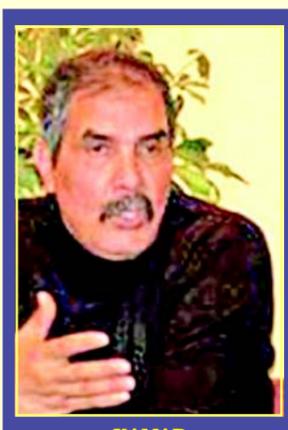
**Roman compliqué, avec un faux titre... bien alléchant. Un livre qui relève beaucoup plus de confessions intimes... très intimes d'un «héros» décalé. Dit-il vrai ? Ment-il ? Des**

«histoires» qui s'entre-mêlent. Du Zaoui... que l'on déguste toujours avec jouissance.

**Extraits :** «Les noms sont nos vêtements intimes, nos jardins secrets. Ils sont notre miroir non-aveugle» (p 12), «Les couilles sont l'âme du corps masculin. L'essence de la vie. Le point de jonction. Le centre de la terre. La continuité ! La légende !» (p 14), «Seule la magie de l'amour est capable de redonner une vie ardente aux corps fatigués par le fardeau du temps, écrasés par la trahison des jours» (p 34), «Les beaux noms ressemblent aux vieux vins. Le bon vin, à l'image d'une jolie femme, se boit d'abord par le regard. D'abord par les yeux ! Le vin nous parle sans faire de bruit ; de même les jolies femmes. Elles laissent des cicatrices sans faire de bruit» (p 119), «La femme est une pelote de ficelle emmêlée, il est compliqué de la démêler» (p 127), «Comme la naissance et comme l'amour, la mort est le phénomène le plus essentiel dans notre parcours sur terre» (p154), «Le femme en colère est séduisante ; la femme triste est sexy ; la femme jolie est dispensatrice de bonheur» (p 174).



**LE ROMAN NOIR D'ALI.**  
Roman de Abdelkader Ferliche. Editions Alpha, 192 pages, 450 dinars, Alger 2010.



**KAMAR OU LE TEMPS ABRÉGÉ.**  
Roman de Bouziane Ben Achour. Editions Anep, 160 pages, 510 dinars, Alger 2014.

Saber, le bien-nommé, est un héros poursuivi par l'image d'une bien-aimée partie trop tôt (Kamar, comme la lune), assassinée à vingt ans par des terroristes qui en voulaient à l'amour. La retraite atteinte, la liberté retrouvée, il va s'inscrire, à coups de burin, en solitaire, la tête dans la lune (Kamar, encore et toujours) et le cœur au bout des lèvres, dans son refuge,

L'histoire est toute simple. Un crime, plusieurs crimes, en territoire français, en pleine guerre de libération nationale. Un policier enquête. Pas trop méchant, seulement soucieux de résoudre les problèmes à lui posés. Bien sûr, la solution de facilité saute aux yeux. Assurément, des règlements de comptes entre Algériens : Mna contre Fln, Fln contre Mna... Peu lui chaut ! Il lui faut trouver le ou les coupables. Foi de policier ! Il ne lâche donc pas le morceau, ce qui gêne énormément les militants Fln clandestins qui, de leur côté cherchent, aussi, le ou les coupables : Mna ? Crime crapuleux ? Il y va de leur crédibilité.

Le héros, un Algérien immigré bien «intégré», marié à une française originaire d'Algérie et elle-même ayant toujours «le soleil dans les yeux», et, devinez, pourvu de beaux-parents pieds noirs... mais «porteurs de valises».

La fin est toute simple pour ne pas

dire banale, bien en deçà de l'intrigue ; le coupable du crime principal (l'assassinat d'un pauvre bougre perdu dans la misère, le chômage et l'alcool, n'est autre qu'un pied-noir revanchard, ayant complètement «perdu la boule», et n'ayant pas accepté une réalité galopante : l'Indépendance de l'Algérie.

En fin de compte, le héros... et son épouse sont sains et saufs, s'enfuyant en Suisse... et le policier devient, malgré tout, sympathique, faisant bien son boulot mais «compre-nant» la lutte des Algériens

**Avis** Un polar bien «torché» par l'auteur, plus journaliste qu'écrivain (d'où énormément d'infos)... avec, pour décor, la guerre de libération nationale... en plein «territoire» ennemi.

**Extrait :** «La révolution, c'est comme la religion, ici anges et démons cohabitent» (p 38)

civilisationnelle posée crûment ?

**Avis** Journaliste. Ecrivain. Critique de théâtre et dramaturge, l'auteur, il a même eu, en 2002, pour Brûlures, le Prix Mohammed Dib. Dg d'El Djoumhouria, il a, déjà, à son actif, une dizaine de romans... et, il mérite amplement actuellement d'être lu. Ecriture recherchée inventant des formes nouvelles. Peinture sociale surréaliste. Tableau des âmes déchues. Mode d'emploi pour vous my(s)thifier si vous vous aimez beaucoup ou pour mythifier ceux qui vous adorez.

**Extraits :** «Etre utile sur terre, c'est s'exprimer autrement» (p 24), «Les politiques, toutes races confondues, ne s'attachent au fond qu'à leur petite personne et n'ont qu'une seule règle dans leur existence : profiter de... la vie en changeant d'avis» (p 65), «La terre tourne à droite et moi je persistais à tourner à gauche pour explorer un passé qui n'était pas le mien» (p 67), «La Turquie, ce pays de la Mosquée Bleue qui nous a montré comment lever l'impôt sans lever le petit pouce» (p 69), «Dans la nuit, on voit tout, surtout du côté des lieux de l'interdit» (p 118), «Nous incriminons le destin, mais c'est quoi au juste le destin» (p 146)

# La Belgique sur la route du djihad

**Selon le ministère de l'Intérieur français, 376 de nos ressortissants seraient en Syrie et en Irak. Mais nos voisins de Belgique ne sont pas en reste. Près de 350 de leurs citoyens seraient partis mener le djihad. Soit six fois plus de départs, en proportion, si l'on ramène leur nombre à la population totale. Mais pourquoi la Belgique est-elle devenue un des berceaux en Europe des aspirants djihadistes ?**

**Marianne**

La nuit n'est pas encore tombée sur Molenbeek mais les ruelles de cette ancienne cité industrielle bruxelloise sont déjà désertes. Aux balcons des fenêtres, du linge étendu, sèche dans la douceur de ce début d'automne, seul signe de vie, perdu, au milieu des façades grises, anonymes. Derrière l'une d'entre elles, dans une « chambre » sans « charme ni confort » a discrètement logé, au printemps dernier, un jeune français de 29 ans, accusé d'être l'auteur de la tuerie du musée juif de Bruxelles qui a coûté la vie à quatre personnes, le 24 mai. De Molenbeek, Mehdi Nemmouche n'a eu à parcourir que quelques kilomètres pour se rendre au Musée juif.

A peine plus d'une heure de route le sépare également de Tourcoing, dans le Nord de la France, où il a grandi. Ce n'est pourtant qu'à son retour de Syrie que le jeune homme échoue à Bruxelles. D'autres avant lui ont emprunté le même chemin. Voir le chemin inverse. Comme cette quinzaine de jeunes, originaires de Molenbeek, partis combattre, début 2013, en Syrie. Combien aujourd'hui ? Les registres communaux ne comptent qu'une dizaine de radiations effectives ou en cours, une conséquence des départs sur les sentiers de la guerre sainte. « La rumeur bruxelloise » elle, est plus « loquace », confie l'humanitaire belge Bahar Kimyongür. « Il suffit de tendre l'oreille de temps en temps et de suivre certaines conversations pour se rendre compte que la Syrie est devenue omniprésente. »

Rien qu'à Bruxelles, 54 jeunes auraient en effet pris le départ pour Alep, Idlib ou encore Raqqa selon le dernier décompte du blogueur Pieter Van Oestaeen. Quarante-six jeunes pour la ville Anvers. A elles deux, les deux communes représentent presque un tiers des départs officiellement recensés par les autorités. Près de 350 au total. Six fois plus de départs qu'en France, en proportion, si l'on ramène leur nombre à la population totale. Alors pourquoi la Belgique ? A Molenbeek, souvent dépeint comme un « hameau djihadiste », la question agite depuis longtemps ses habitants.

## MOLENBEEK, LES ANTÉCÉDENTS

Accoutumés à la réputation sulfureuse qui leur colle à la peau, les riverains ont toutefois été surpris, à la fin mars, d'apprendre le jeune âge de Younes, emmené par son grand frère Abdelhawid, 27 ans, en Syrie. Il n'a en effet que 13 ans à l'époque mais s'affiche déjà, sur les photos, une kalachnikov presque aussi grande que lui à la main.

Molenbeek avait déjà connu de violents affrontements deux ans plus tôt suite au contrôle d'une jeune convertie, Stéphanie, ayant refusé d'ôter son voile intégral, également interdit en Belgique. « Prise de panique je pensais que j'allais mourir là » déclarait-elle lors d'une improbable conférence de presse organisée par le leader de Sharia4Belgium, Fouad Belkacem, 32 ans. Stéphanie ne serait autre que l'épouse de l'un des membres de ce groupuscule qui militait, avant d'être dissous, pour l'instauration d'un califat en Belgique. En représailles du contrôle de police, Fouad Belkacem aurait lui-même demandé à ses recrues d'attaquer le commissariat de Molenbeek.

Un prosélytisme violent, qu'il nie mais qui le conduit pourtant aujourd'hui, aux côtés de 45 autres prévenus, sur le banc des accusés. Il encourt jusqu'à 15 ans de prison pour être à la tête de cette organisation soupçonnée par ailleurs d'avoir incité et acheminé des jeunes belges en Syrie. Jejoen Bontinck, 19 ans, est l'un d'eux. Exfiltré par son père, il raconte au cours du même procès son endoctrinement. Il risque, lui, quatre ans de prison.

De son côté, Abdel Rahman Ayachi n'a pas eu le temps d'être jugé. Il est mort, en juin 2013, en Syrie



où il dirigeait les Faucons du Cham, une armée de 600 hommes. Installé avec son père à Molenbeek, depuis le début des années 90, il se cachait derrière le site internet Assabyle dont les forums permettaient d'établir une liaison directe entre les futurs combattants et leur chef spirituel, un prédicateur franco-syrien, le cheikh Bassam Ayachi... qui n'est autre que son père. Pour cela, père et fils avaient monté une petite structure familiale, le Centre islamique de Belgique, le (CIB), à Molenbeek. Où ils ont notamment fréquenté le Tunisien Abdessattar Dahmane, auteur de l'attentat qui a tué, en 2001, en Afghanistan, le commandant Massoud. Deux jours avant les attentats du 11 septembre.

Si les exemples de jeunes ayant succombé à l'appel du djihad ne succèdent, la mère d'un jeune molenbeekois parti lui aussi récemment en Syrie ne semble se reconnaître dans aucun d'entre eux. Ses yeux, mouillés, brillent à l'évocation de son fils. « On culpabilise, on se demande qu'est-ce qu'on a manqué ? » s'interroge-t-elle avant de revenir sur une poignée de souvenirs. « Tout est allé si vite... Il s'est laissé pousser la barbe... Puis il a enlevé tous les bibelots de la maison, a décroché les tableaux... Et un jour il est parti... » « On a perdu le sommeil » conclut une autre mère, qui retarde l'heure du coucher comme pour différer celle réveil.

Aucune d'entre elles ne souhaite dévoiler son identité pour nous parler car de « là-bas, ils (leur fils, ndr), voient tout » et les accusent : « C'est de votre faute si on va en prison, vous qui parlez » leur font-ils savoir. Mais pour les mères, contraintes de prendre un nom d'emprunt pour s'exprimer en public, « c'est un problème de ne pas pouvoir parler ». Restées en contact régulier avec leurs enfants, auxquels elles demandent « une petite bulle (comprendre : un message; ndr) par jour », leurs cœurs s'accroissent depuis la multiplication des frappes de la coalition emmenée par les Etats-Unis.

L'Etat belge, quant à lui, ne les aide pas, pas plus qu'il ne les consulterait, selon elles, malgré la mise en

place d'une « Task force » par l'ancienne ministre de l'Intérieur Joëlle Milquet. Les autorités belges détournent-elles le regard pour autant ?

## SOUS SURVEILLANCE

A la Sécurité d'Etat belge, les « départs sur zone », en Syrie, sont pourtant minutieusement scrutés. Mais des voix s'élèvent, ici ou là, pour critiquer les autorités. D'autant qu'un islam rigoriste, d'inspiration wahabbite, très prisée en Arabie saoudite, s'est installé dans le pays et est abondamment relayé depuis plusieurs décennies via, entre autres, le Centre islamique et culturel de Bruxelles, le CICB, placé depuis toujours sous la coupe des Saoudiens.

Les « six principes intangibles » du wahabbisme y sont-ils véhiculés ? Le Vif, hebdomadaire belge francophone, posait cet été la question en énumérant successivement les différents piliers de ce courant puritain de l'islam. Ainsi, arrivent en bonne place le « monothéisme absolu (tawhid), l'interdiction des innovations impies (bid'a), la loyauté à l'égard de "l'islam pur" et la dissociation avec tout ce qui n'est pas musulman ou musulman conforme, comme les soufis ou les chiites (Al wala wa I bara) ». Juste derrière cependant : « l'excommunication des mécréants et des musulmans déviants (takfir) » et « le combat armé (djihad) ».

Aucune preuve ne permet à ce jour d'incriminer les responsables du Centre islamique et culturel de Bruxelles mais leurs prêches posent toutefois quelques questions. Et notamment celle-ci. Pourquoi Abdelkader Merah, connu pour défendre des positions aussi radicales que celles de son frère, Mohamed Merah, auteur des attentats de Toulouse, a-t-il assisté, selon une note des renseignements français, le 14 janvier 2007, à l'écart du centre ville toulousain, à une conférence de Rachid Haddach, célèbre prédicateur lié au CICB de Bruxelles et débarqué la veille à l'aéroport de Carcassonne ?

L'intéressé qui n'officialie plus, nous dit-on au CICB, refuse toute interview selon le quotidien belge Le Soir.

« Vous, les journalistes, vous n'écrivez que des mensonges à notre sujet » déclarait déjà Rachid Haddach, en 2012, en réponse à un reportage du journal qui proposait une « plongée » dans le milieu salafiste bruxellois. Si tous les salafistes ne prônent pas le djihad, certains de leurs conseils mettent néanmoins à mal la cohésion sociale. Venu écouter Rachid Haddach, à Anderlecht, en 2012, le journaliste du Soir raconte donc. « Si on écoute bien, on peut percevoir à quel point (le discours de Rachid Haddach, ndr) est radical. "Au lieu d'aller à l'école maternelle" conseille-t-il par exemple "les enfants doivent rester à la maison jusqu'à l'âge de six ans". Rien d'illégal, l'école maternelle n'est pas obligatoire en Belgique même si elle est fréquentée par la quasi totalité des enfants. Mais Rachid Haddach ne cesse de frôler la ligne jaune. Il le sait, il est surveillé. De près. »

## ANVERS, LE REPÈRE INTÉGRISTE FLAMAND

Un autre institut, plus étonnant encore, intrigue à Anvers les renseignements belges, l'école yéménite Dar El Hadith, qui prône de curieux enseignements, notamment inspirés par Rabieh El Metkhali, adepte fervent de la lapidation. C'est également à Anvers que Sharia4Belgium avait en son temps installé son QG et ses « street dawah », des rencontres à travers lesquelles le groupe abordait, dans la rue, ses futures oies. De là, Sharia4Belgium avait établi des liens à l'international, aux Pays-Bas mais aussi au Royaume-Uni, où elle était en contact avec Anjem Choudary, le leader des Al Muhajiroun, organisation dissoute en 2011 par les lois antiterroriste votées après les attentats de Londres.

En Belgique, la plupart des jeunes partis en Syrie sont d'ailleurs flamands, originaires de Vilvorde, Malines mais surtout donc d'Anvers où le Vlaams Belang d'extrême droite a réalisé, dans les années 2000 ses meilleurs scores, avant d'être laminée par les indépendantistes du NVA de Bart de Wever, le nouveau bourgmestre (maire) d'Anvers.

Brigitte Maréchal, sociologue de l'Islam à l'Université de Louvain se souvient d'un forum sur la confrontation des identités, organisé il y a quelques années à Anvers. Pour l'occasion, des personnes de tous bords avaient été invitées, issues de l'extrême droite tout comme de la Ligue arabe européenne créée en 2000 par Abu JhaJha, un militant attaché à la reconnaissance en Belgique de l'arabe comme langue nationale et opposé à l'interdiction du voile dans les établissements scolaires. « La réflexion qu'on s'était faite à l'époque » se remémore Brigitte Maréchal « c'était, au fond, combien ils se correspondaient, combien la radicalité des propos des uns était le miroir de la radicalité des propos des autres. »

Une tension qui a donné lieu à des émeutes, à Anvers, dix ans avant celles de Molenbeek, à l'automne 2002, après l'assassinat de Mohamed Achrak, un professeur marocain de religion islamique. Des militants de la Ligue arabe européenne avaient alors affronté la police. Pour les renseignements belges cependant, difficile d'estimer l'influence réelle des uns et des autres et leur part de responsabilité quant aux récents départs en Syrie. « Quand on analyse les départs, des ramifications autour d'un cercle restreint apparaissent nettement » expliquent-ils, comme si l'initiative de partir se jouait finalement au niveau de l'entourage le plus proche, dans le cercle le plus intime, familial notamment.

« Les jeunes n'ont plus besoin de la mosquée » analyse par ailleurs Bahar Kimyongür, l'humanitaire d'origine syrienne évoqué un peu plus tôt. « Ils n'ont pas un comportement religieux de longue date. » A ceux qui partent faire le djihad, à tous ces adolescents en perte de repères ou d'idéaux, au chômage pour certains, Bahar Kimyongür ajoute ce qu'il appelle la « majorité silencieuse », ceux qui se comptent par plusieurs dizaines et dont on ne parle jamais. « Ne sous estimons pas l'impact, la sympathie que soulève l'Etat islamique dans les rues européennes. Il y a une banalisation totale des symboles, du discours, et de ce principe insupportable qu'il faut haïr par amour de dieu. »

## LE MODÈLE BELGE DE LA LAÏCITÉ

Pour la Sécurité d'Etat belge, les « principales victimes » seraient par conséquent les « musulmans eux-mêmes ». La Belgique en compterait près de 600 000, essentiellement d'origine marocaine ou turque, pris en étau par ailleurs dans la lutte de pouvoir que se livrent, en coulisses les responsables des différentes communautés. Si l'action des Saoudiens est très symbolique, notamment parce qu'ils délivrent les certificats de conversion aux nouveaux musulmans, qui leur permet entre autres d'accomplir le Hajj, le pèlerinage à La Mecque, les responsables turcs s'affairent également depuis les années 80.

Sous l'égide de l'ambassade de Turquie à Bruxelles, ils ont alors créé la Diyanet, une association à but non lucratif qui contrôlerait nombre des 300 mosquées belges avec une particularité bien à elle : celle de former directement les imams qu'elle fait venir de Turquie sans même leur enseigner les bases rudimentaires du français ou du néerlandais. « Il est carrément scandaleux que les autorités n'imposent pas d'exigences linguistiques aux imams. On ne peut pas s'attendre à ce qu'un imam qui ne parle pas la langue, s'occupe de l'engagement social des jeunes » s'insurge le chercheur Montasser Al-De'eme, spécialiste des phénomènes de radicalisation, dans Le Vif.

La Belgique semble tout juste prendre conscience de ces problématiques. Bien que l'Islam soit officiellement reconnu depuis 1974 et que des cours de religion islamique soient dispensés dans les écoles publiques depuis 1978, l'Exécutif des musulmans de Belgique, le (CEB), interlocuteur officiel des autorités, n'a vu le jour que près de vingt ans plus tard, en 1996.

# Etats-Unis : condamné à mort à tort, il est innocenté après 39 ans de prison

**Condamné à mort sur la base du témoignage d'un garçon de 12 ans en 1975, un Noir américain a été innocenté après la rétractation de ce dernier. C'est la plus longue peine purgée dans un cas d'erreur judiciaire aux Etats-Unis.**



## L'EXPRESS

L'attente d'une vie. Ricky Jackson, un condamné à mort noir américain, a retrouvé la liberté vendredi après 39 ans passés derrière les barreaux à Cleveland. Un record dans un cas d'erreur judiciaire aux Etats-Unis. Accusé à tort d'un meurtre en 1975 sur la base du faux témoignage d'un garçon de 12 ans, il a été innocenté. Arrivé à l'âge adulte, l'enfant a révélé qu'il avait menti et n'avait en fait jamais rien vu du crime.

"La dernière fois que Ricky a goûté à la liberté, le timbre coûtait 10 cents, Gerald Ford était président (...) et Billie Jean King gagnait Wimbledon", a rappelé son avocat Mark Godsey, une demi-heure après la libération dans la salle du tribunal du comté à Cleveland. "L'événement d'aujourd'hui fait de Ricky Jackson la personne innocentée qui a purgé la plus longue peine de l'histoire américaine, selon le National Registry of Exonerations", a ajouté l'avocat sur le compte Facebook de son organisation Ohio Innocence Project.

"Les mots me manquent pour exprimer ce

que je ressens aujourd'hui", a confié Ricky Jackson en recouvrant sa liberté:

### IL A ÉCHAPPÉ DE JUSTESSE À LA PEINE DE MORT

Le prisonnier de 57 ans avait écopé de la peine capitale en mai 1975, reconnu coupable d'avoir, avec deux complices, frappé, jeté de l'acide et tiré deux coups de feu sur un homme qui était venu collecter la recette d'un magasin d'alimentation. Le tireur avait également grièvement blessé par balle la femme du propriétaire du magasin.

La sentence de mort avait été révoquée trois ans plus tard, en raison d'une erreur de procédure puis de l'abolition de la peine capitale en Ohio, depuis rétablie. Ses deux compagnons d'infortune, deux frères, avaient aussi vu leur peine commuée en prison à vie, avant d'être innocentés. Mais tous trois étaient passés proches de l'exécution.

### IL A PARDONNÉ AU TÉMOIN

"Toutes les charges ont été abandonnées et il a retrouvé la liberté", a indiqué à l'AFP Joseph Frolik, directeur de la communication du bureau du procureur du comté de Cuyahoga. Il a été innocenté sur la base du nouveau "récit du témoin qui avait 12

ans" à l'époque des faits, a ajouté ce responsable. Lors d'une audience mardi au tribunal du comté à Cleveland, le procureur Timothy McGinty avait déclaré que "l'Etat s'incline devant l'évidence" et abandonne les poursuites. En sortant du tribunal, Ricky Jackson a déclaré n'avoir aucune "animosité" envers le témoin. "Les gens le voient comme un adulte aujourd'hui mais en 1975 c'était un môme de 12 ans et il était manipulé et forcé par la police (qui l'a) utilisé pour nous mettre en prison".

### "PENSEZ-VOUS VRAIMENT QU'À 12 ANS, JE POUVAIS FAIRE FACE À CES POLICIERS QUI ME CRIAIENT AU VISAGE?"

Venu se rétracter officiellement devant le juge, le principal témoin Eddie Vernon, aujourd'hui âgé d'une cinquantaine d'années, avait confessé son mensonge à son pasteur et expliqué qu'il pensait alors "faire ce qu'il fallait" en aidant la police à résoudre le crime, selon Me Godsey. En fait, il était dans le bus d'école à quelques pâtés de maison de la scène du crime quand il a entendu les coups de feu. Mais, pris dans la spirale du mensonge, et sous la pression des policiers, l'enfant avait dû identifier des hommes qu'il n'avait jamais vus. "J'étais un enfant noir du quartier, pauvre et sans éducation. Un homme blanc avait été tué. Je ne connaissais rien du système judiciaire. Pensez-vous vraiment qu'à 12 ans, je pouvais faire face à ces policiers qui me criaient au visage?", a témoigné Vernon, en larmes, au tribunal, selon le récit de l'avocat.

### LE 148E CONDAMNÉ À MORT INNOCENTÉ DEPUIS 1973

Jackson avait toujours clamé son innocence. Après près de 15.000 nuits en prison", il est sorti sans un sou, ni vêtements d'hiver, selon l'Ohio Innocence Project, qui lui viendra en aide avant une éventuelle compensation de l'Etat. Selon le Centre d'information sur la peine capitale, il s'agit du 148e condamné à mort innocenté aux Etats-Unis depuis 1973, le cinquantième cette année.

En mars, un autre Noir américain, condamné à la peine capitale pour meurtre par un jury exclusivement blanc, avait été libéré après 30 ans passés dans le couloir de la mort en Louisiane, à la faveur de nouveaux éléments l'innocentant.

## LE FIGARO

### Un prince saoudien intéressé par l'OM ?

« Trop c'est trop pour Margarita Louis-Dreyfus ? », titrions nous la semaine dernière suite au placement en garde à vue de Vincent Labrune et de plusieurs anciens présidents de l'OM dans le cadre de l'enquête portant sur plusieurs transferts marseillais entre 2008 et 2010. Si on ne connaît pas encore les intentions de la propriétaire du club phocéen, il existe peut-être une porte de sortie pour la veuve de «RLD» si son souhait est de se désengager. Dans son édition du jour, le quotidien L'Equipe révèle ainsi un «intérêt d'un prince saoudien» pour l'Olympique de Marseille afin «de concurrencer le PSG». La formule devrait évidemment engendrer beaucoup de fantasmes sur la Canebière et le Vieux Port ce lundi.



### «LE WARREN BUFFET ARABE»

Le prince saoudien en question se nomme Al-Walid Bin Talal Bin Abdelaziz Al Saud. 23e fortune mondiale selon Bloomberg (2013) avec 29 milliards de dollars (23 Md d'euros) – en comparaison celle de Margarita Louis-Dreyfus est estimée à 8 Md d'euros –, l'homme de 59 ans est le petit fils du roi Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie saoudite. Elu businessman le plus influent du monde par le magazine Time en 2008, il détient, via sa société Kingdom Holding Company, des parts dans de nombreuses multinationales comme Citigroup, Four Seasons Hotel (dont l'hôtel George V à Paris et le Plaza à New York), Disney, Apple, Twitter ou encore eBay. «Le Warren Buffet arabe», comme il est surnommé, a entamé en 2013 à Jeddah la construction de la plus haute tour du monde, la Kingdom Tower, qui culminera à 1008 mètres une fois terminée en 2019. Montant de la facture : 1,23 milliard de dollars. Voilà pour les présentations.

Pourquoi Al-Walid Bin Talal s'intéresserait-il à l'OM ? Selon L'Equipe, le prince aurait tissé des liens affectifs avec la ville de Marseille depuis le grave accident de jet ski de son fils en 1993 sur la Côte d'Azur. Ce dernier aurait été sauvé de la paralysie grâce aux soins prodigués par le personnel de l'hôpital de la Timone. L'homme, dont le yacht vient chaque été lécher la côte cannoise, aurait dépêché des membres de son cercle rapproché à Marseille en avril dernier. «L'un deux s'était épanché sur un éventuel rachat de l'OM», écrit le quotidien sportif. Le député marseillais Patrick Mennucci aurait également eu vent des intentions saoudiennes. «Des sources très fiables m'avaient fait part d'un acheteur potentiel en Arabie Saoudite. Pour moi, c'était la piste la plus crédible pour le rachat de l'OM», a confié à L'Equipe l'homme politique, battu par Jean-Claude Gaudin aux dernières élections municipales.

### L'OM VENDU ENTRE 100 ET 150 M D'EUROS ?

Le CV du potentiel futur acheteur de l'OM impressionne et pourrait convaincre Margarita Louis-Dreyfus de vendre, contre une somme comprise entre 100 et 150 M d'euros, le club acquis par son mari en 1996. Une goutte d'eau pour Al-Walid Bin Talal Bin Abdelaziz Al Saud. «Aujourd'hui, il n'existe aucun candidat crédible capable de s'engager à la hauteur de nos concurrents (le PSG et Monaco, NDLR)», déclarait-elle en mars dernier. Huit mois plus tard, la donne est peut-être en train de changer. Mais si les supporters se prennent déjà à rêver de concurrencer le PSG en Ligue 1 et de rejouer les premiers rôles en Ligue des champions, «MLD» reste toujours très prudente à l'évocation du dossier. «Je ne céderai pas le club à quelqu'un qui fait des promesses qu'il ne puisse pas tenir. Ce serait un coup fatal porté au club et j'aime trop l'Olympique de Marseille pour m'en désengager en mettant son avenir en péril», ajoutait-elle au printemps, encore marquée par le grotesque épisode Jack Kachkar, un escroc canadien à qui son mari disparu avait tenté de vendre le club suite à l'affaire dite «des comptes de l'OM» en 2007. Avec Al-Walid Bin Talal Bin Abdelaziz Al Saud, le potentiel repreneur est d'un tout autre calibre. Jointe par RMC en milieu de journée lundi, la direction de la communication de l'Olympique de Marseille a qualifié de «fantaisiste» l'information.

## Second Français de la vidéo de l'EI Autopsie d'un emballement médiatique

### Rue89

A cette question, l'emballement Dos Santos apporte une réponse spectaculaire. Ce sont bien les sources entretenues par quelques journalistes français parmi les djihadistes qui ont permis de dégonfler en temps réel un étrange emballement médiatico-politico-judiciaire. Avec un peu de recul, il faudra un jour analyser heure par heure cet emballement qui a conduit le parquet de Paris à affirmer que des indices «précis et concordants» assuraient que le jeune Mickaël Dos Santos, originaire du Val-de-Marne, catholique converti à l'islam, était bien «le second Français» figurant sur la vidéo de décapitation collective de l'EI (sur laquelle avait déjà été identifiée Normand Maxime Hauchard).

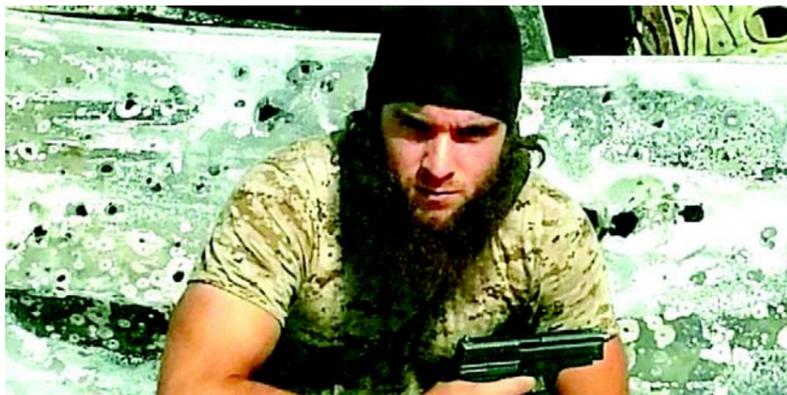
### LE REVIREMENT DU MONDE

Dans son édition de ce 21 novembre (article donc bouclé le 20, en fin de matinée), Le Monde consacre une page entière (avec grande photo de une) à «la conversion éclair de Mickaël Dos Santos». S'agissant de l'authentification du jeune homme sur la vidéo, le journal relate ainsi le rôle de sa mère :

«Ana Dos Santos a rejoint les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure pour authentifier les images de son fils. A l'issue de son audition, le parquet de Paris a identifié le deuxième djihadiste français.»

Le journal n'écrit certes pas formellement que Ana Dos Santos a authentifié les images de son fils, mais tout lecteur le comprend. L'enquête du Monde, apparemment entreprise de longue date, et qui donne la parole à sa grand mère et à son ancienne petite amie, est-elle la raison de sa précipitation ? Une enquête d'une page entière sur la conversion d'un décapiteur est certes plus vendeuse qu'une enquête sur un djihadiste anonyme... Revirement sur le site du Monde, dans

Les médias français doivent-ils entretenir des sources parmi les djihadistes de l'Etat islamique autoproclamé ? On se souvient que Wassim Nasr, de France 24, et Jacques Follorou, du Monde, en débattaient sur notre plateau.



un article du 21 novembre, à 1h35 : «Selon des informations du Monde, les services de renseignement n'ont jamais affirmé que madame Dos Santos avait formellement reconnu son fils sur la vidéo.»

### «ILS M'ONT FAIT RÉPÉTER PENDANT LONGTEMPS»

Ah tiens ! Ne dirait-on pas que la DGSJ tente de faire porter le chapeau au procureur ? Qu'a donc dit à la DGSJ Ana Dos Santos ? Interrogée chez elle par BFM, la mère du jeune djihadiste raconte une classique histoire d'interrogatoire policier : «Ce n'est pas mon fils, je ne le reconnais pas. Je l'ai dit à la DGSJ hier, et aujourd'hui, où j'étais interviewée. Ils m'ont dit : "Vous êtes sûre ?" Mais ils m'ont fait répéter pendant très longtemps, très longtemps [sanglots dans la voix]. Arrivée à un moment donné, j'ai cru que j'avais des doutes, et je sais plus, je sais plus si c'est mon fils ou pas mon fils, mais plus je regarde, plus je me dis c'est pas mon fils.»

### QUEL EST LE MOBILE DE L'EMBALLEMENT ?

Entre-temps sont passés par là un chercheur, Romain Caillet, et le journaliste de RFI David Thomson, qui ont émis de sérieux doutes. Sur quoi se fondent ces doutes ? Thomson s'est fait un plaisir de le raconter au Monde : sur ses contacts avec quatre djihadistes français combattant dans les rangs de l'Etat islamique autoproclamé, lesquels ont démenti la présence de Dos Santos. Et sur ses contacts personnels avec Dos Santos, qui lui ont permis d'authentifier le compte Twitter, sur lequel le jeune homme lui-même a démenti se trouver parmi les décapiteurs.

Autrement dit, à ce stade du match du journalisme d'investigation contre le journalisme policier, c'est 1-0. Reste une question : quel est le mobile de l'emballement ? Pourquoi fallait-il absolument qu'on identifie deux Français sur la vidéo ? Si les emballements avaient toujours un mobile unique...

## Suicide, le tabou qui tue

Depuis toujours, les considérations religieuses, culturelles, sociales ou même politiques ont fait du suicide un sujet tabou en Egypte. A l'occasion de la publication du premier rapport de l'OMS sur le suicide, l'Hebdo lève le voile sur le drame.



« Jusqu'à quand le suicide va-t-il rester un sujet tabou? Il faut arrêter de s'enfoncer la tête dans le sable comme l'autruche », lance Ibrahim Bayoumi, sociologue au Centre national des recherches sociocriminelles. Interdit par la religion, le suicide n'épargne pas pour autant les Egyptiens. Chaque jour, la presse rapporte des cas de personnes qui préfèrent la mort à la vie et qui passent à l'acte. La pauvreté, le chômage, les problèmes de famille, le mal de vivre, voire la frustration et la dépression nerveuse semblent pousser vers l'abîme.

Farag Rizq, 48 ans, chauffeur dans une société de transport, a choisi l'autoroute Le Caire-Ismaïliya pour mettre un terme à sa vie. Il y a été retrouvé pendu sur un panneau publicitaire. Avec un salaire mensuel de 1200 L.E. (170 dollars), Farag n'arrivait plus à subvenir aux besoins de ses enfants. Il a tout essayé avant de commettre l'irréparable. Dans un acte d'extrême désespoir, il a décidé d'en finir une fois pour toutes avec une société qui restait sourde à sa souffrance.

Quelques jours plus tard, à Suez, un chômeur de 30 ans, se sentant indésirable dans son entourage, a choisi de se pendre dans la cuisine de son domicile. Quant à Saad Badr, un employé de 58 ans, il a mis fin à sa vie en s'immolant devant le siège du Conseil des ministres, après avoir été licencié abusivement par l'Organisme de transport public.

Les drames de ce genre ne manquent pas. Celui de Mamdouh Farag, lycéen de 17 ans à Minya (sud) qui s'est tiré une balle dans la tête, a été le résultat d'un deuxième échec au bac. Ce même gouvernement a été le théâtre de six autres drames humains en septembre dernier. Maltraite par sa mère, Rahma Alaa, une fillette de 13 ans, s'est donné la mort par pendaison. Ghada, jeune femme de 25 ans, a ingurgité un produit insecticide suite à une dispute avec son père qui lui défendait de rentrer trop tard. « Ils ont commis ce geste pour se valoriser, émouvoir ou punir leur entourage. C'est l'aspect ostentatoire du suicide. A moi la mort, à toi le remords », analyse Dr Nabil Al-Qott, psychiatre. Et d'ajouter: « Il n'y a pas de différence entre un suicide par noyade ou un suicide par immolation ou pendaison en public, les trois portent un message de protestation. C'est cela qui est important du point de vue psychologique ».

Par vulnérabilité ou excès de désespoir, le suicide est devenu une échappatoire pour beaucoup de gens souffrant de troubles mentaux, de dépression, de stress, de problèmes familiaux ou financiers. Ce qui était un tabou religieux et social devient ainsi, par la force des choses, une réalité alarmante. « Il faut agir pour répondre à un grave



problème de santé publique resté trop longtemps tabou, mais tout à fait évitable », appelle la directrice générale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Margaret Chan, à l'occasion de la publication pour la première fois d'un rapport sur le suicide.

D'après ce rapport, plus de 800000 personnes mettent fin à leurs jours chaque année dans le monde, soit un suicide toutes les 40 secondes. Le bilan est effroyablement plus lourd que celui des victimes de guerres ou de catastrophes naturelles réunies, selon l'OMS, qui juge « inacceptable » l'ampleur du phénomène. Le suicide figure parmi les trois principales causes de décès chez les personnes âgées de 15 à 44 ans, et est la deuxième cause de décès dans la tranche d'âge des 15-29 ans touchant deux fois plus d'hommes que de femmes. Qu'en est-il de l'Egypte? Le premier constat qui s'impose quand on aborde le suicide en Egypte, c'est que les chiffres manquent. Souvent, il faut se contenter des cas recensés par les services de sécurité. Des chiffres qui ne tiennent pas compte des tentatives manquées de suicide.

« Le problème, pourtant bien réel, en Egypte, est totalement occulté... D'où l'idée très fautive que le phénomène n'existe pas chez nous », s'inquiète Dr Fouad Al-Saïd, sociologue au Centre national des recherches sociocriminelles. « Le suicide

reste un sujet tabou dans une société comme la nôtre, et ce, pour des considérations religieuses, culturelles, voire sociales. Bien sûr, il existe de nombreux cas de suicide qui ne sont ni déclarés ni médiatisés par peur que la honte d'un tel acte éclabousse la réputation de la famille », ajoute Al-Saïd. D'après lui, le seul chiffre dont on dispose date de 2009. Dans un rapport, l'Organisme central des statistiques et de la mobilisation générale a annoncé que 104000 tentatives de suicide ont été signalées cette année-là, dont 5000 sont soldées par la mort. 66% des cas sont des jeunes âgés entre 15 et 25 ans.

Dr Al-Saïd, ainsi que d'autres experts, pensent que l'Egypte a témoigné d'une hausse de suicides en 2011, à tel point que les autorités religieuses ont décidé de réagir face au syndrome Bouazizi, ce citoyen tunisien dont le suicide a déclenché le Printemps arabe. En effet, le mois de janvier 2011 a témoigné de plusieurs tentatives de suicides devant les bâtiments symboliques de l'Etat, comme le Conseil des ministres et l'Assemblée du peuple, et qui ont provoqué un vif émoi médiatique et populaire. En tout, 18000 tentatives de suicides ont été déclarées en 2011 au Centre national d'intoxication. D'après une autre étude sociale publiée au site Masrawy, 5 personnes sur 1000 optent pour le suicide, afin de se débarrasser de leurs problèmes quotidiens.

Dr Yasser Thabet, journaliste et auteur du livre intitulé Le Soupir des désespérés, assure à son tour qu'il est presque impossible de se référer à des chiffres officiels en ce qui concerne le cas de suicide. Il regrette la disparition depuis quelques années du rapport de la Sécurité générale alors qu'il était régulièrement publié par le ministère de l'Intérieur depuis 1919. Les chercheurs se réfèrent à ce rapport pour étudier les taux de suicide, de délits et de criminalité et leur répartition géographique. « A chaque fois que nous tentons de connaître ces chiffres, le ministère nous fait obstacle », se plaint-il.

« Le recours de l'Egyptien au suicide s'explique par un sentiment de désespoir et de dépression », explique le Dr Ibrahim Bayoumi, sociologue au Centre national des recherches sociocriminelles. Il l'explique partiellement par les spécificités des périodes de transition politique souvent accompagnées de crises économiques et sociales. « L'émigration clandestine en Egypte vient illustrer un paysage social perturbé où le doute commence à émerger dans une tranche de la société quant à la possibilité de sortir d'une crise grave. En effet, 60% des suicidés sont des adolescents ou des personnes âgées de moins de 40 ans, pour la plupart issus de quartiers défavorisés », explique-t-il.

Le Dr Yasser Thabet attribue la responsabilité des suicides à l'inac-

tion des institutions de l'Etat. Trois ans après la révolution du 25 janvier qui réclamait « pain, liberté et justice sociale », les pauvres constatent qu'ils sont les grands perdants de ces événements, ils ont perdu tout espoir, surtout après les dernières décisions du gouvernement d'annuler les subventions sur le gaz, l'essence et l'électricité. « Les efforts déployés par le gouvernement pour fournir un niveau de vie convenable sont encore insuffisants. Jusqu'à quand les plus pauvres devront-ils attendre cet essor économique qui ne vient pas? Est-il logique que le gouvernement décide de geler les avoirs de 1055 ONG caritatives soupçonnées d'avoir des liens avec les Frères musulmans, sans trouver d'alternatives pour aider les milliers de pauvres qui recevaient des dons de ces associations? », s'indigne-t-il.

### APPRÉHENDER LA PROBLÉMATIQUE

Pour le Dr Nabil Al-Qott, il faut appréhender la problématique suicidaire dans sa complexité. Selon lui, le désespoir, la dépression nerveuse, les échecs scolaires, les déceptions affectives, l'oisiveté, les troubles mentaux... résument les principaux facteurs qui mènent droit au suicide. « Il n'y a pas de raison unique qui puisse expliquer un suicide ou une tentative de suicide. Il s'agit d'une accumulation de difficultés que la personne n'arrive pas à surpasser. Ne plus pouvoir contrôler sa vie peut être ressenti par certains comme extrêmement anxiogène », dit-il. Une impasse face à laquelle le Dr Al-Qott appelle à créer une ligne téléphonique SOS suicide comme celle dédiée aux toxicomanes et dont l'objectif serait d'apporter un soutien immédiat aux plus désespérés.

Ces morts laissent derrière eux des personnes qui les ont aimés et qui se culpabilisent de ne pas avoir su les écouter. Pire encore, ces familles se retrouvent livrées à elles-mêmes après le suicide d'un proche. Autrement dit, le risque c'est de voir les proches de la personne décédée exprimer à leur tour une envie de suicide. Les spécialistes s'accordent à dire que c'est un risque très important. Dans ces cas, il ne faut pas occulter leur besoin de parler: au contraire, la personne doit pouvoir se confier ouvertement et mettre des mots sur ses maux. Al-Qott raconte le cas de deux enfants, âgés de 5 et 13 ans, qui ont vu leur père pendu au plafond de sa chambre. « Toujours en état de choc, ma fille aînée ne parle pas et se réveille chaque matin en pleurs car elle fait des cauchemars la nuit », fulmine la mère en détresse.

« Contrairement à ce qu'on peut penser, personne n'est à l'abri du suicide. Il peut frapper à n'importe quel moment, touchant des êtres chers. C'est pourquoi nous devons tous agir pour rompre le silence », conseille Al-Qott.

## Espagne : le fisc lance une croisade contre les footballeurs

Après les déboires de Messi avec ses impôts, l'administration espagnole a lancé des procédures contre plusieurs autres stars du ballon rond accusées de fraude fiscale. Un changement d'attitude que tente de décrypter le quotidien El País.



« Ces derniers mois, les contrôles fiscaux des joueurs de football se sont intensifiés », explique El País, qui titre sur "l'offensive lancée contre les fraudes fiscales dans le football espagnol". Lionel Messi, l'une des plus grandes stars de la Liga (le championnat espagnol), avait déjà eu affaire à l'administration fiscale en 2013, pour la perception non-déclarée de droits à l'image.

D'après le quotidien, le fisc espagnol veut cette fois aller plus loin. Une dizaine de grands joueurs seraient actuellement dans le viseur : des stars comme Sergio Ramos, Iker Casillas, Xabi Alonso, Mascherano, Iniesta ou Piqué sont passées sur le gril ces derniers mois, poursuit El País, qui cite une information d'El Mundo.

Pour justifier ces nouvelles enquêtes, l'administration explique qu'elle veut mieux faire appliquer une modification de la loi sur les impôts des athlètes datant pourtant de 2006, avance El País. Le quotidien explique que, depuis 1996, les footballeurs pouvaient déclarer 15 % de leur salaire via des sociétés

tierces au titre de "droit à l'image", et ne payer sur cette somme que l'impôt sur les sociétés - 30 %, au lieu des 52 %, taux maximum de l'impôt sur le revenu en Espagne.

### ACCORD À L'AMIABLE

En 2006, un changement de la loi devait mettre fin à cette pratique, et contraindre les joueurs à être taxés à 52 % sur la totalité de leur salaire. Mais le fisc tente seulement depuis quelques mois de régulariser la situation. Et devant le nombre de cas à "rattraper", l'administration aurait même préparé une fiche "standard" à remplir pour chaque cas, afin d'accélérer les procédures. La plupart du temps, ces enquêtes débouchent sur un accord à l'amiable avec le joueur, qui accepte de payer un montant intermédiaire, rappelle El País.

Pourquoi ce changement d'attitude du fisc ? Il y a "une guerre entre Javier Tebas, président de la fédération espagnole de football, et Soledad García, directrice du département de recouvrement du fisc, accusée de vouloir liquider les clubs espagnols", assurent des sources anonymes au sein de l'administration fiscale, citées par le journal, qui évoque même une "croisade contre le football".



**NUMÉRO 1 MONDIAL DES CONSTRUCTEURS DE CHARIOTS ÉLEVATEURS**

Sarl CHE, Distributeur officiel de TOYOTA chariots élévateurs en Algérie; Un partenaire solide, présent à travers un large réseau de distribution et un service après-vente à la hauteur de vos exigences.

**PLUS QU'UN OUTIL, UNE ÉQUIPE**

 <p><b>TOYOTA</b> GENUINE PARTS</p> <p><b>TOYOTA</b> QUALITY SERVICE</p>	<p><b>Sarl CENTRAL HANDLING &amp; EQUIPMENT</b> Distributeur officiel de chariots élévateurs TOYOTA Siège social : Zone Industrielle de Réghala, BP234, Alger. Tél : .023 96 56 12 / 023 96 57 05 - Fax : . 023 96 59 98.</p> <p>ETS Ayad Embarek, Annaba : 038 43 59 02.      ETS Merouani Karim, Setif : 036 83 24 30. EURL Badr Automobile, Chlef : 027 79 62 62.      EURL Boubernous, Adrar : 049 96 99 23. ETS Arc en Ciel, Tlemcen : 040 91 50 13.      ETS M'hamed Slimane, Djelfa : 027 87 75 80. SARL Bekkour &amp; Company, Bejaia : 030 42 44 46.      SNC Saidani, Blida : 025 46 34 34.</p>	
---	---	---



**Volkswagen Crafter**  
Les 12 travaux d'Hercule. du Crafter.

**ABS ASR ESP MSR 3 ANS de garantie (sous conditions)**

**Caractéristiques techniques :** 2.0 TDI 136 ch, boîte de vitesse à 6 rapports, volume utile jusqu'à 14 m<sup>3</sup>, 1479 Kg de charge Utile.  
**Equipements :** Direction assistée, climatisation « Climatic », verrouillage centralisé, vitres avant et rétroviseurs électrique, Airbag conducteur, Contrôle adaptatif de chargement LAC, Blocage électronique du différentiel EDS, Suspension renforcée, ABS/ASR/ESP...etc.  
Disponible en châssis court, moyen et long.

**SOVAC** Importateur Officiel      Route des Dunes, Chéraga, Alger  
Réception GV: 06 61 98 11 87.  
Réception SDD: 06 61 98 11 86.

Rejoignez-nous sur Facebook  
[facebook.com/VWUtilitairesAlgerie](https://www.facebook.com/VWUtilitairesAlgerie)



**Véhicules Utilitaires**

## Concours de promotion aux grades de professeur principal et formateur

# Les candidats en rangs dispersés

### Une bonne partie des candidats au concours de promotion interne lancé hier par le ministère de l'éducation nationale au profit des PEM et PES a boycotté cet examen, estimant que cette promotion devrait se faire d'une manière «automatique» sans passage de concours.

Houari Barti

C'est en effet en rangs dispersés que les professeurs des cycles moyens et secondaires ont abordé hier cette épreuve de promotion imposée par la tutelle à plus de 17.000 enseignants à l'échelle nationale pour le passage aux grades de professeur principal et de professeur formateur. Si une partie des candidats à cette promotion a décidé de prendre part au concours lancé à Oran au niveau du lycée Benothmane Mohamed El kebir, une autre partie non négligeable a, en revanche pris la décision ferme de boycotter l'examen, estimant que ce passage de grade promis par la tutelle devait se faire de manière automatique, au même titre que les promotions précédentes. Pour exprimer leur rejet du choix de cette procédure du con-

cours pour assurer cette promotion interne, les boycotteurs ont décidé d'observer aujourd'hui, un sit-in de protestation devant le lycée Benothmane. A noter que le ministère de l'éducation nationale a indiqué en ce début du mois de décembre que 240.000 fonctionnaires du secteur allaient bénéficier d'une promotion dans le courant de ce mois soit un taux de 40% du nombre global des personnels, appelés à être promu soit par le biais d'une inscription sur les listes de promotion, d'exams professionnels ou de concours internes.

C'est ainsi qu'on été lancés hier des examens d'inscription sur la liste de promotion au profit de 170.000 employés représentant 20 corps du secteur de l'éducation nationale à travers l'ensemble du territoire national. Toujours selon la tutelle, l'opération de promotion con-

cerne 118.734 emplois dont 17.066 par le biais de concours internes entamés hier et 101.668 à travers l'inscription sur la liste de la promotion outre la promotion par l'intégration systématique des MEP et des PEM au grade de professeur principal. 800 professeurs de l'enseignement technique bénéficieront, eux, directement d'une promotion au grade de professeur de l'enseignement supérieur outre l'ouverture de près de 6.000 postes budgétaires pour des promotions dans les différents grades d'intendants et les différents corps des services économiques qui comptent 14.400 fonctionnaires. Les bénéficiaires de cette promotion devront suivre une formation continue et un recyclage conformément à un dispositif de formation mis sur pied par la tutelle pour l'année 2014/2015, est-il par ailleurs noté.

## Pour dénoncer l'insécurité qui entrave leur fonction

# Sit-in aujourd'hui des travailleurs des forêts

K. Assia

Suite à l'agression mortelle dont a été victime leur collègue dans la wilaya de Tébessa, le syndicat des travailleurs des forêts de la wilaya d'Oran a décidé d'observer aujourd'hui, un arrêt de travail, de deux heures devant le siège de leur direction situé à Fernand ville. Un mouvement de contestation qui souligne désormais le ras le bol des travailleurs face à la détérioration de leurs conditions de travail notamment le climat d'insécurité dans l'exercice de leurs fonctions. Ce

débrayage sera observé entre 10 h et 12h selon le secrétaire général du syndicat des travailleurs des forêts de la wilaya d'Oran. Les contestataires comptent dénoncer à travers ce mouvement le risque encouru quotidiennement surtout dans les zones éloignées squattées par des indus occupants. En effet, la prolifération des bidonvilles sur le domaine forestier représente un danger permanent pour le personnel des forêts.

Celui-ci est souvent livré à lui-même et confronté aux comportements violents des occupants de ces habitations de fortune.

Il y a plus d'une année, la fédération nationale des travailleurs des forêts avait menacé de recourir à une grève de trois jours suite à la fermeture des voies de dialogue avec le ministère de l'agriculture.

Le partenaire social a toujours revendiqué, le renforcement de l'administration forestière pour assurer une meilleure protection du patrimoine forestier. Ils ont également réclamé la réhabilitation du rôle de la police forestière avec notamment la restitution des moyens coercitifs et dissuasifs et de protection légaux aux agents en charge de protéger l'espace forestier.

## Évaluation de la modernisation des services de la wilaya

# Des progrès et des insuffisances

Houari Saaïda

« Je dois reconnaître, depuis cette tri bune, que la wilaya d'Oran a accompli un excellent travail, en matière de réhabilitation du service public et, en particulier, l'amélioration des prestations de l'Administration, à l'égard des citoyens, dont le service d'état civil. Il est rarissime que je ne relève que trois ou quatre insuffisances, à l'issue de mon diagnostic d'une collectivité locale. J'ai eu à visiter onze points, entre services de wilaya, de daïra, de commune et d'annexe, lors de ma mission. Et mon récapitulatif, le voici : vous avez fait un bon travail, honnêtement. »

Avant-hier, mardi, lors d'une rencontre d'évaluation du processus de modernisation, au sein des services de la wilaya, le directeur général de la Modernisation, de la Documentation et des Archives, du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (MICL), Abderrazak Henni, a donné une « bonne note » à l'Administration locale, tout en se disant « très satisfait » du progrès accompli, à l'échelle de cette grande wilaya. Certes, l'émis-

saire et homme de confiance de Tayeb Belaïz, qui l'avait, d'ailleurs, placé aux commandes de la même structure de l'organigramme ministériel, au temps où il dirigeait le secteur de la Justice, a mis l'accent sur la performance de la wilaya, tout en bloc, et pas sur celle des personnes, et ce, dans un souci de minimiser la probabilité que tel ou tel responsable prenne ses commentaires de façon personnelle. Or, il était évident que deux cadres locaux étaient visés par cette reconnaissance, en haut lieu : le DRAG et le DTN de la wilaya. Néanmoins, le directeur central de la Modernisation du MICL n'a pas clôturé son rapport « positif » de sa mission, à Oran, sans y consigner quelques manquements par-ci, quelques anomalies par-là. Il en est ainsi, à titre d'exemple, du non-respect auprès de certaines structures de la règle recommandant la tenue, dans le même lieu, sûr et sécurisé, des registres d'état-civil et du scanner. Idem pour celle préconisant que les rectifications d'erreurs dans la transcription ne doivent être effectuées que par un seul agent. « Le ré-

cépissé ne doit, en aucun cas, être remis au demandeur de carte grise, lorsque celle-ci est délivrée, le jour-même », a, par ailleurs, averti Abderrazak Henni. L'urgence d'en finir avec le stock, assez lourd, des permis de conduire en instance, les locaux techniques dépourvus de modems pas assez puissants par rapport à la masse de travail, ont été, également, soulignés par M. Henni. Ce dernier a accordé un intérêt particulier au fameux « NIN » (Numéro d'identification nationale), porté sur l'extrait d'acte de naissance spécial n°12-S, lequel est restitué à l'intéressé, au moment du retrait du passeport ou la CNI. Institué par décret exécutif publié au Journal Officiel, le NIN est porté sur les documents officiels d'identité, de circulation et de voyage des citoyens algériens, note-t-on.

Le « NIN » est composé de dix-huit chiffres correspondant aux données d'état civil des personnes physiques comme le numéro de l'acte de naissance, le code de la commune ou le pays de naissance, le sexe, la naissance en Algérie ou à l'étranger.

## Pour parer à la flambée des prix

# L'Oravio à la rescousse des petites bourses

K. Assia

D'importantes quantités de poulet congelé cédées à 290 DA le kg viennent d'être mis sur le marché par le groupe avicole de l'ouest ORAVIO au niveau des deux points de ventes de Zahana et du quartier des Plateaux a-t-on appris, hier, auprès de M. Bahi assistant du PDG au niveau du groupe Oravio. Cette mesure vient en application des directives du ministère de l'agriculture et s'inscrit également dans la stratégie de régulation des produits agricoles de large consommation. Ce poulet congelé sera donc vendu à 290 DA le kilogramme de quoi venir en aide à de nombreux consommateurs surpris par la hausse vertigineuse des prix du poulet de chair. Celui-ci a atteint les 400 da voire les 420 da le kg, une viande devenue inaccessible pour les familles aux petites bourses. Ainsi, et après une étude élaborée par les responsables de l'ORAVIO, il a été décidé selon le même responsable de prendre en considération, les besoins des consommateurs à tra-

vers un approvisionnement de toutes les filiales du groupe. Oravio compte quatre points de vente à Ain Témouchent, six autres dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, dix à Tlemcen et Sept à Mostaganem. Cette décision va sans doute atténuer la spéculation qui règne dans nos marchés. Notre interlocuteur se veut très rassurant, car avec un tel dispositif il pourra couvrir en quantité toute la région de l'ouest et le grand sud-ouest.

Toutes les mesures d'hygiène et règles de traçabilité de ce poulet de très bonne qualité ont été prises, depuis sa production jusqu'à son abattage qui est prêt à la commercialisation et à la disponibilité.

Outre l'approvisionnement des points de vente, ORAVIO va développer son réseau de distribution avec des camions frigorifiques qui vont parcourir plusieurs quartiers d'Oran et d'autres wilayas de l'ouest. Pour concrétiser cette opération, le groupe attend que des autorisations de commercialisation lui soient délivrées par la direction du commerce.

Bir El-Djir

## 40 milliards de cts pour le nouveau siège de l'état civil

J. Boukraâ

Les travaux de réalisation d'un nouveau siège pour l'Assemblée populaire communale de Bir El-Djir ont été lancés récemment. Selon cette collectivité locale, la durée des travaux avoisine une année et demie. La nouvelle structure, pour laquelle il a été débloqué une enveloppe budgétaire de 40 milliards de centimes, sera érigée sur une assiette foncière de près d'un hectare. Le nouveau siège sera réalisé sur 5 étages et comprendra des bureaux, des services d'état civil, des salles de conférences, des salles de mariage, entre autres. Le nouveau siège devra répondre aux attentes des habitants de cette commune connue par son explosion démographique. Cette action entre dans le cadre de la politique de l'Etat et la réforme du service public. Toujours dans le cadre de l'amélioration de la qualité de service, on prévoit la réalisation d'un

nouveau siège de l'état civil pour la commune d'Oran; l'édifice, composé d'un R+7, se situera au niveau de Dar Chakouri, à El-Hamri, et comptera entre autres une salle de conférences, une salle de mariage, le service des archives et surtout un espace d'accueil des doléances des citoyens. Dans le souci de relever la qualité des prestations de service aux citoyens par les pouvoirs publics, une enveloppe de 257 millions de DA a été débloquée par les services de la wilaya pour la réalisation de 56 opérations, portant sur l'ouverture d'annexes communales et la dotation des sièges des mairies en salles d'attente adaptées, au niveau de 26 communes de la wilaya. Au titre de son Programme communal de développement (PCD) de l'année 2013, la wilaya a équipé et réaménagé 24 annexes communales, sur les 59 réalisées dans le cadre du rapprochement de l'administration du citoyen.

## Doyen des oncologues algériens

# Le professeur El Wafi honoré par le ministère

Le professeur Djillali El Wafi, Doyen des oncologues algériens, a reçu une nouvelle distinction amplement méritée pour ses efforts durant les quarante dernières années pour garantir de nouveaux traitements aux cancéréux. Le professeur, qui a occupé durant des dizaines d'années le poste de chef de service oncologie de l'hôpital d'Oran avant d'être mis en retraite il y a à peine quelques mois, a été honoré au courant de cette semaine par le ministère de la Santé. Il a reçu une médaille de mérite pour son parcours exemplaire dans la lutte contre le cancer.

A voir son engagement passionné qui n'a pas pris une ride, sa vivacité, sa mémoire exacte qui n'omet aucun des plus légers faits, on a du mal à croire que Djillali El Wafi a bouclé ses 72 ans. La lutte contre le cancer est le combat de sa vie. Il a passé près de quarante ans à former des oncologues à travers tout le territoire national. Son dernier exploit a été la création de

la société savante d'oncologie qui s'est fixé pour mission d'assurer une formation continue pour les oncologues sur les nouveaux traitements des cancers. Il a été élu par ses collègues président d'honneur de cette société. Cette société savante organise cycliquement des manifestations scientifiques (séminaires, congrès, stages...) pour informer les oncologues de la région des nouveaux progrès réalisés en termes de traitement de certains cancers. Cette société a déjà organisé, il y a quelques mois, un séminaire intensif autour de l'efficacité des nouveaux traitements contre les cancers neuroendocrines avec toutes leurs localisations. Quelque 200 oncologues, des gastroentérologues, des anatomo-pathologistes et des endocrinologues de l'Ouest ont pris part à ce séminaire qui avait été consacré essentiellement pour discuter du traitement par somatostatine, une hormone utilisée en médecine dans le traitement de nombreux tumeurs, rappelle-t-on.

## Tranche de Vie

Par El-Guellil

### Masghar



nesses était tout autre. «Nous, on a trîmî, on a bossî, on s'est fait. On

Il semble oublier que c'est leur égoïsme indescriptible qui a eu pour conséquence une jeunesse oubliée, livrée à elle-même, au visage hagard et au regard effaré. Ils semblent oublier que depuis des lustres, tous avons participé à casser les outils aux sculpteurs de l'avenir, les jeunes. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont plus d'idéal ici, maintenant. L'émigration pour les plus chanceux.

Le silence trop lourd pour les plus forts. La drogue pour les plus abattus. Un tube de misère pour éteindre une autre misère. Une bouteille de désespoir pour en atténuer temporairement un autre. Une pincée de honte pour en avaler une autre. Ouïne, mais où va-t-on comme ça ?

Il est facile de pointer des doigts accusateurs sur cette partie de la société et de dire, entre deux soupirs contrefaits, que de notre temps la jeu-

respectait l'âge. Les jeunes d'aujourd'hui veulent tout avoir sans bouger les...»

Il est aussi aisé de faire dans le sarcasme lorsqu'on a l'avantage des années et celui de la parole.

Notre jeunesse ne va pas bien. Qu'on se le dise ! Et il semblerait que sa mobilisation tend à devenir pratiquement impossible. Trop occupée qu'elle est à regarder sous les aisselles, non pour y sentir un quelconque déodorant, mais juste à la recherche d'une éventuelle pousse d'aïle. Partir, partir, loin, vers n'importe quel loin. C'est dommage, vraiment dommage, d'avoir une pareille richesse d'efforts et de créativité et de la gâcher. D'avoir une telle jeunesse et la cacher... à sa propre conscience.

A moins que certains d'entre nous n'aient réellement un problème de jeunesse sur la conscience.

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

MELOUKI Zohra, 73 ans, Victor Hugo  
KAÏDI Med, 88 ans, 22 Rue Aboukir Oran  
SAAD Aïcha, 90 ans, 8 Rue Khaïli Benssalem  
ABED Rabia, 84 ans, 20 août 1956 n°27 Tlemcen

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

Il safar 1436  
El Fedjr 06h27 Dohr 12h53 Assar 15h32 Maghreb 17h53 Icha 19h16



**Le MERIDIEN**  
ORAN HOTEL & CONVENTION CENTRE  
**RECRUTE**

- \* Agent de Réservation (français et anglais indispensable)
- \* Coordinateur Informatique
- \* Agent de Blanchisserie
- \* Agent de Nettoyage – Plongeurs
- \* Serveurs (ses)

**Profil :**

- Bonne présentation, disponibilité et flexibilité
- Dégagé des obligations du service national
- Expérience dans le domaine souhaitable
- Connaissance de la langue arabe et française

Envoyez votre CV, **en précisant le poste dans l'objet de l'email/Fax**, à :  
recrutement.oran@lemeridien.com / Fax : 041 984 024

Postulez directement sur notre site internet pour toutes nos offres :

**www.lemeridien.jobs**

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**EPIC «PROPRETE D'ORAN»**

Etablissement de Wilaya chargé de Collecte,

Transport et Traitement de Déchets ménagers

Zone Industrielle Es-Senia ex-EMIFOR B.P. N° 34 A ES-SENIA ORAN

Tél : 040.23.73.20 & 040.23.70.07/08 Fax : 040.21.15.75

**AVIS DE RECRUTEMENT**

L'EPIC " PROPRETE D'ORAN " Etablissement Public de wilaya à Caractère Commercial et Industriel chargé de collecte et transport des déchets ménagers cherche (01) un Architecte (homme ou femme) pour son service d'exploitation.

Envoyer CV au Numéro de Fax : 040-21-15-75

**الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية**

**إعلان عن البيع بالمزاد العلني لعقار**

نحن الأستاذ داني لحسن محضر قضائي لدى اختصاص محكمة مستغانم مجلس قضاء مستغانم. الكائن مكتبه بـ 02 شارع تلمسان مستغانم مقابل مسجد بدر مستغانم. بناء على طلب السيد : بلعمرية عبد القادر بصفته كمصفي للشركة الكائن مكتبه بالمحطة الجديدة طريق وهران - مستغانم. تنفيذاً للأمر الصادر عن محكمة مستغانم المؤرخ في 13/10/30 تحت رقم الفهرس : 13/1858 والذي جاء فيه تعيين الخبير رحمون حميد الكائن مكتبه بحي عيان رمضان القطعة 165/62 مستغانم ليتولى مهمة تحديد المبلغ النقدي المقابل للعقار المذكور أعلاه وذلك بغية عرضه للبيع بالمزاد العلني. يعلن الأستاذ داني لحسن محضر قضائي لدى اختصاص محكمة مستغانم مجلس قضاء مستغانم بأنه سيتم البيع بالمزاد العلني بمقر محكمة مستغانم جلسة البيع بتاريخ 2014/12/09. تعيين العقار: عقار كائن بـ 135 شارع بن سعيد محمد - حي عميروش مستغانم يحمل رقم 04 بمخطط التجزئة للحي ذو مساحة 340 م<sup>2</sup> والذي هو عبارة عن دار مستقلة معدة للسكن تحتوي على بناية وساحة خلفية تتكون البناية من طابق أرضي وطابق أول وسطح. السعر الافتتاحي: تم تقديره بمبلغ قدره 30.000.000.00 دج (ثلاثون مليون دج) حسب تقرير الخيرة المنجزة من طرف الخبير رحمون حميد المودعة لدى محكمة مستغانم بتاريخ 2014/02/04 تحت رقم : 14/288. شروط البيع: بالإضافة إلى الشروط المذكورة بقائمة شروط البيع فإن الراسي عليه المزاد يدفع حال انعقاد الجلسة خمس الثمن والمصاريف والرسوم المستحقة ويدفع المبلغ المتبقي في أجل أقصاه 08 أيام بأمانة ضبط المحكمة. ولمزيد من المعلومات وللإطلاع على دفتر شروط البيع الاتصال بكتابة ضبط المحكمة أو بمكتب المحضر القضائي المحضر القضائي



Falcon Motors distributeur officiel des marques: Mitsubishi Motors et Mitsubishi Fuso

**Recrute pour les besoins de sa succursale d'Oran :**

**01) Directeur de succursale :**

- Universitaire.
- Expérience de 05 à 10 ans dans un poste de management dans le secteur de l'automobile.
- Maîtrise parfaite de la langue anglaise.

**02) Commerciaux :**

- Universitaire.
- Bonne présentation.
- Une expérience dans le domaine automobile serait un plus.

**03) Responsable service Après vente :**

- Ingénieur en génie mécanique.
- 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine.

**04) Techniciens Automobile :**

- 03 à 05 ans d'expérience dans le domaine.

Merci d'envoyer votre CV via mail au :

**contact@falcon-motors.com**

Tél : 021 75 34 49 / 75 34 50  
Fax : 021 75 34 51

**RECRUTE**

**A ORAN :**

**ASSISTANTE DE DIRECTION**

Maîtrise parfaite de l'arabe, du français et de l'outil informatique  
- Expérience exigée -

Envoyez vos CV à cette adresse :  
**recruteemploye@gmail.com**

**Importante Société Industrielle et Commerciale à Es-Sénia**

**Recrute dans l'immédiat :**

- 01 - Administrateur d'entreprise
- 01 - Cadre comptable expérimenté
- 01 - Cadre financier expérimenté
- 01 - Caissier principal expérimenté
- 05 - Conseillères de vente
- 05 - Vendeuses / Vendeurs
- 03 - Magasiniers / Gestionnaire de stocks

Résider à Oran et périphérie

immédiate - Libre de suite

Transmettre CV + Photo récente à :

**ressources.h.dz@gmail.com**

**Importante Entreprise Industrielle basée à Messerghine recrute**

- 1) Responsable Logistique
- 2) Responsable Ressources Humaines
- 3) Chef Magasinier (Pièce de Rechange, Matière Première et Produits Finis)
- 4) Assistante de Facturation

**Profils pour l'ensemble des postes :**

- Diplôme dans la filière
- Bonne Maîtrise des langues « arabe et français »
- Maîtrise parfaite de l'outil informatique
- Expérience minimum de 5 années dans un poste similaire

**Avantages :**

- Poste stable (carrière)
- Salaire selon compétence
- Transport assuré

Envoyer CV à :

**recrutement31oran@gmail.com**

Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes

Importante Société activant dans le secteur des Boissons alcoolisées recherche pour ses différents services

- \* Comptables
- \* Magasiniers
- \* Informaticiens
- \* Commerciaux
- \* Opérateurs sur Machines
- \* Chauffeurs PL (Semi)

- Il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

Veillez faire parvenir votre CV et une lettre de motivation par e-mail :  
**eurlgco@gmail.com**

**AVIS DE CONSULTATION N° 02/2014 REALISATION DES GROS ŒUVRES**

L'Entreprise de promotion immobilière API lance un avis de consultation pour la réalisation de 106 logements L.P.A. en R+12 situés à Belgaïd wilaya d'Oran destiné aux entreprises spécialisées dans la réalisation des gros œuvres (béton et acier fourni par le maître d'ouvrage).

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction d'API sise au N° 25 cité militaire Lot 110 Bir El Djir - Oran - La date limite de dépôt des offres est fixée le 14 Décembre 2014 avant 12 H 00 heures.

**Le Gérant**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 03/2014 SUIVI DES TRAVAUX**

L'Entreprise de promotion immobilière API lance un Avis d'Appel d'Offres National pour l'assistance technique, le contrôle et le suivi des travaux de réalisation de 106 logements L.P.A. en R+12 situés à Belgaïd wilaya d'Oran.

Les bureaux d'études intéressés peuvent déposer leurs offres auprès de la Direction d'API sise au N° 25 cité militaire Lot 110 Bir El Djir - Oran - La date limite de dépôt des offres est fixée le 14 Décembre 2014 avant 12 H 00 heures.

**Le Gérant**

BOUGTOB

## Le campement de pasteurs gangrène le tissu urbain

Hadj Mostefaoui

Sur les 30 familles nomades qui ont élu domicile depuis plus d'une décennie à quelques enjambées de Bougtob, seule une cinquantaine sont occupées à long terme par des familles issues de la steppe. Pour le reste, il ne s'agit que de grands seigneurs du mouton qui ont installé leurs « zriba », sous surveillance de pasteurs gracieusement rémunérés, pour se rapprocher du plus grand marché aux bestiaux de tout le Sud-Ouest. Une manne financière pour ces maquignons qui plument leurs clients sans armes, sans haine et sans violence.

Pour l'ensemble des élus locaux communaux, il s'agit d'indus occupants qui ne manquent pas d'user de tous les subterfuges pour se faire passer pour des sans-abris démunis pour se faire inscrire sur la liste des demandeurs de logements sociaux réservés exclusivement aux citoyens sans toit.

Un ensemble de tentes et d'abris épars, érigés à la hâte et faits de bric et de broc gangrène la périphérie de la ville et ne cesse de prendre de l'ampleur en dépit des mesures d'interdiction décidées par le passé par la municipalité. Seules quelques familles ayant fui la sécheresse, ont trouvé refuge aux alentours immédiats du tissu urbain.

Plus d'une vingtaine ont été recasées ces toutes dernières semaines. Quant à ces puissants et riches maquignons et éleveurs indéboullonnables, solidement installés sur les lieux, avec leurs milliers de têtes de moutons, la commune peine à démanteler leurs tentes et leurs centaines de citernes destinées exclusivement à l'abreuvement de leur cheptel. Le plan d'aménagement et d'amélioration urbaine de cette ville en plein essor et extension, demeure perpétuellement en butte à ce sempiternel phénomène qui l'empêche d'acquiescer de nouveaux terrains et de nouvelles assiettes foncières pour la réalisation de logements sociaux.

EL-BAYADH

## Des équipements mobiles remis aux handicapés

Hadj Mostefaoui

C'est dans une ambiance festive et bon enfant que plus de trois cents enfants handicapés ont célébré la journée qui leur est désormais consacrée annuellement. Sous la coupole de la salle Ahmed-Horri, ils ont créé la surprise sur les planches face à un public venu en force assister à un spectacle des plus attrayants. Les jeunes ont vite fait oublier leur handicap en se donnant à fond dans des scènes ludiques sous les applaudissements nourris d'une assistance qui s'est accrochée à cette frange de la population.

De son côté la direction de l'Action sociale de la wilaya, a concocté un programme très riche et varié. Une série de manifestations sportives et culturelles ont débuté très tôt dans la journée de ce mercredi par des conférences-débats animées par de talentueux psychopédagogues axées notamment sur la nécessité d'accorder aux handicapés une place au sein de la société par une prise en charge réelle. Intervenant sur un autre registre, le directeur de l'Action sociale a mis en relief la primauté

de l'orientation, de l'assistance et de l'accompagnement de ces jeunes tout au long de leur cycle de formation. Ainsi que l'insertion et le placement des candidats dans le monde du travail. C'est ainsi que 7 candidats ayant réussi avec succès les épreuves finales de la formation et de l'apprentissage en informatique ont été recrutés dans diverses administrations locales.

Il y a lieu de rappeler que la wilaya compte un effectif de 10.967 personnes dont 2.760 atteints de déficience mentale, 3.762 handicapés moteur, des sourds-muets, en plus de 1045 autres souffrant de déficience auditive et visuelle. Des chiffres certes inquiétants, mais c'est la frange la plus défavorisée et la plus fragile qui mérite toute l'attention et de la population locale et des pouvoirs publics. Ces derniers ont mis sur pied une politique de prise en charge des handicapés particulièrement sur le plan éducatif et culturel.

La wilaya dispose actuellement de 2 centres d'accueil à El-Bayadh et El-Abiodh Sid Cheikh réservés à 126 candidats, d'une école pour jeunes sourds-muets d'une capacité d'accueil de 42

places et, enfin, d'une Dar Rahma dotée de 60 lits qui assure le gîte et le couvert pour les personnes seules et sans abris et atteints de maladies chroniques. Il y a lieu également de saluer au passage le précieux concours des hommes en bleu de la sûreté de wilaya d'El-Bayadh, de la Fédération de l'union de wilaya des handicapés présidée et dirigée par un véritable maestro Mr Mohamed Laïb, de la seule association caritative locale « Assafir Djenna » qui assure en permanence un enseignement polyvalent à plus de 45 enfants, entre jeunes garçons et filles. En cette journée mémorable, la DAS a remis pas moins de 23 équipements, fauteuils roulants électriques et béquilles aux handicapés lors d'une cérémonie à laquelle ont pris part les parents d'élèves, le wali et des membres de l'exécutif. Saisissant cette occasion, le premier responsable de la wilaya a lancé un appel pressant à toutes les âmes charitables pour apporter de leur côté une pierre à cet édifice précieux de prise en charge de cette frange de la population qui demande de la compréhension et non de la compassion.

AÏN-TEMOUCHENT

## Le centre universitaire signe des conventions de recherche

Mohamed Bensafi

Des conventions de partenariat et de coopération en matière de recherche et de formation lieront le centre universitaire Ahmed Bouchaïb d'Aïn-Temouchent (CUAT) à des établissements et organismes algériens et étrangers, a fait savoir, ce mercredi, Ziadi Abdelkader, vice-recteur chargé de la post-graduation et les relations étrangères du CUAT. En matière de formation au profit d'enseignants de doctorat, deux (02) conventions ont été déjà signées avec le Bureau des experts de Genève (Suisse) et l'université Paul Valéry de Montpellier. Alors que 02 autres contrats sont en cours d'élaboration avec les universités de Valenciennes (France) et Oviedo (Espagne), des pourparlers sont engagés dans le même objectif avec Alicante, Ivry (Paris) et Saint-Nazaire (France). Le CUAT va

également bénéficier de l'expérience d'universités nationales comme celles d'Oran, Sidi Bel-Abbès et Tlemcen, a ajouté notre interlocuteur. Ces accords bilatéraux signés avec des universités, laboratoires et autres organismes de recherche (du pays et de l'étranger), portent sur la réalisation de projets de recherches et d'études et sur les échanges de formation et d'expertises, notamment dans les domaines des technologies de pointe, a-t-on expliqué. Dans l'activité « entrepreneuriale », le CUAT a entamé le processus pour la création d'une maison de l'entrepreneuriat. Une convention à signer avec l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ). L'opération, qui crée une synergie entre l'université et l'environnement socioéconomique, permettra de prendre en charge les préoccupations de la société et concrétiser les projets d'innovation tech-

nologique et les résultats des études des laboratoires de recherche. Des accords ont été déjà trouvés avec des entreprises nationales publiques et privées. Pour note, la maison de l'entrepreneuriat est une structure implantée au sein du campus universitaire et dirigée par un formateur de l'antenne de l'ANSEJ. Elle vise à faire connaître le dispositif d'emploi des jeunes, ses avantages et les facilités accordées aux jeunes porteurs de projets de micro-entreprises. Enfin, le CUAT « Ahmed Bouchaïb » a été créée en 2009.

Il est composé de 03 instituts qui comptent 09 domaines de formations, 14 départements dont notamment 15 laboratoires pédagogiques et 01 salle de télé-enseignement, le tout chapeauté par 212 enseignants. Cette année, et c'est une grande première, le CUAT vient d'ouvrir un concours pour 22 postes de formation en doctorat.

ZEMMOURA

## 76 familles d'un bidonville relogées

E. Yacine

Les autorités locales communales et le chef de daïra de Zemmoura ont finalement relogés hier soixante-seize (76) familles qui occupaient un bidonville surplombant la région où elles vivaient dans des abris de fortune. Ainsi, l'opération a porté sur le relogement de ces familles dans des logements

neufs construits au lieu-dit « Nouvelle ville ». « Ma joie a égalé, aujourd'hui, celle au lendemain de notre indépendance », a déclaré un chef de famille tout content de son F3 même s'il est décalé du centre urbain.

En parallèle, le chef de la daïra de Zemmoura est sorti sur les ondes de la radio locale pour annoncer que « les services concernés sont branchés sur

la confection ou l'assainissement des listes des bénéficiaires qui seront rendues publiques pour très bientôt ». Intransigeant, le wali est allé droit au but en affirmant qu'il ne tolérera aucun dépassement.

Le logement social revient au cas social, les autres pourront recourir au LSP ou aux logements CNEP-Immo, tonnera-t-il.

CHLEF

## Des projets pour le train

Abbad Miloud

Ce mardi, M. Amar Ghoul, ministre des Transports, a effectué une visite de travail et d'inspection à la wilaya de Chlef.

Au siège de la wilaya, un exposé relatif à la situation actuelle et aux perspectives de développement du secteur lui a été présenté par le directeur des Transports. L'inscription d'une opération portant étude et réalisation d'un chemin de fer électrique à Chlef pour le tramway a été demandée par les autorités locales. Le projet a été retenu pour l'étude de faisabilité par le représentant du gouvernement. Il a exigé une très bonne coordination entre les deux modes de transport, le tramway et la liaison ferroviaire vers Ténès, et une grande mobilisation de l'ensemble des concernés au démarrage des travaux. La délégation s'est ensuite rendue à une gare routière de type A, en cours de réalisation. Elle est située à l'ouest de la ville de Chlef en dehors du périmètre urbain. Les travaux ont démarré le 02 janvier 2014. Le délai contractuel est de 18 mois. Elle s'étend sur une superficie de 5 hectares dont 2556 m<sup>2</sup> bâtis. Elle sera dotée de toutes les commodités nécessaires pour les familles et les enfants. En plus des quais de stationnement, des clôtures et des bureaux et salles d'attente, il y aura une cafétéria, un restaurant, des sanitaires, deux salles de prières (hommes et femmes), un ensemble de boutiques, un espace Internet, une pharmacie...etc. Le ministre a accordé un complément de l'AP dont le montant initial était de 35 milliards de centimes. Il a demandé au premier responsable du secteur de préparer la gestion numérique de l'infrastructure et de s'inspirer du système de la gare routière d'El-Kharrouba.

Amar Ghoul s'est ensuite rendu à Boukader où deux projets ferroviaires lui ont été présentés. Le premier concerne les travaux de rectification et de mise en double voie du tronçon Oued Sly - Yellel, d'une longueur de 93 km (ligne Alger / Oran) dont 15 km situés sur le territoire de la wilaya de Chlef et les autres sur le territoire de Relizane. Un point a été communiqué sur l'avancement des travaux qui ont démarré le mois de janvier 2011 au niveau de Oued Sly. Les travaux, qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de modernisation du réseau ferroviaire, visent plusieurs objectifs, parmi lesquels la continuité de la double voie Alger-Oran, l'augmentation de la vitesse jusqu'à 160 km/h par la rectification du tracé au niveau de quelques points singuliers, la modernisation des conditions d'exploitation et des performances de transport (sécurité, confort, qualité de service, etc.).

La construction du projet concernera 145.533.2500 m<sup>2</sup> de remblais et 414.934.00

m<sup>3</sup> de déblais, la réalisation de 26 ouvrages d'art (8 ponts-rail et 18 ponts-route), ainsi que 7 gares et bâtiments (Oued Sly, Boukader, Oued Rhiou, Djidiouia, Oued Djemaâ, Relizane et Yellel). Avec l'achèvement des travaux, tout le tronçon de la ligne Alger-Oran sera en double voie. D'autre part, le tronçon Oran-Tlemcen est sur la bonne voie. Une fois achevé, c'est toute la ligne Alger-Tlemcen qui sera en double voie.

Le ministre a instruit tous les responsables concernés de prendre toutes les dispositions qu'ils jugent nécessaires pour augmenter d'une manière sensible le rythme des travaux, en leur rappelant qu'il s'agit d'un projet du programme 2005/2009.

Le deuxième projet concerne la liaison ferroviaire vers Ténès. Il s'agit d'une ligne ferroviaire électrifiée à voie unique, Chlef - Ténès, sur une distance de 50 km, pour un trafic mixte (voyageurs et marchandises), la vitesse de conception est de 16 km/h. Ont été exposées trois variantes qui feront l'objet d'un examen, la semaine prochaine, au niveau de la wilaya. La variante la plus favorable sera retenue. Plusieurs facteurs sont favorables pour ce projet, importantes perspectives de développement du port de Ténès, énormes potentialités touristiques sur le littoral de la wilaya long de 120 km, existence d'un pôle universitaire à Ouled Farès, l'un des plus importants du pays, existence d'un aéroport d'envergure internationale...etc.

C'est un projet structurant, tant au niveau local que régional, qui aura un impact certain sur le développement socioéconomique de la région. Le ministre a ordonné aux responsables concernés le respect strict des délais ainsi que les clauses contenues dans le cahier des charges.

De retour à Chlef, la délégation s'est dirigée vers l'aéroport Aboubakr-Belkaïd où elle a visité les différentes structures. Le ministre a informé les responsables que le projet d'extension de la salle « arrivée » est inscrit tout en insistant sur la rentabilisation des capacités actuelles par une bonne organisation et une discipline.

L'après-midi, le représentant du gouvernement s'est dirigé vers la ville côtière de Ténès pour s'enquérir de la réalisation de l'extension du port dans le cadre du double objectif d'équilibre régional et de prise en charge d'une partie du déficit aigu en capacités portuaires constaté dans la région centre.

Le port présente d'importants atouts et opportunités commerciales parmi lesquels nous pouvons citer les potentialités touristiques situées sur le littoral de la wilaya de Chlef, la réelle alternative à la saturation de la ville et du port d'Alger, présence de ressources halieutiques à l'ouest de Ténès en tant que facteur de développement des activités de pêche.





**VEHICULES**

■Vends MERCEDES VITO 2005. Bon état - 6 places - demi vitré - Tél : 0790.54.54.89 - 0553.51.49.00

■Vends voiture blanche marque BYD 2013. Neuve - Km 14.000 - Tél : 0698.53.52.63 - 0777.59.16.77

■Vends Bus ISUZU 2005 et 2008. Bon état de marche - Au plus offrant - Mise à prix : 1.200.000 DA - Tél : 0772.49.85.28

■Médecin vend OPEL CORSA - Année 2012 - Essence 1,2 - 60.000 Km. Très bon état - Tél : 0779.54.89.18

■A vendre Q5 année 2009 + HILUX 2008 + Tracteur agricole DEUTZ 72 - Tél : 0550.51.76.71

■Vends PARTNER PEUGEOT Tôle. Année 2012. Diesel. 30.000 Km - encore sous garantie PEUGEOT - Tél : 0661.20.51.37

■TLEMEN : Vends Véhicule MARUTI SUZUKI 800 - 2013 - Bleu marine - Excellent état. 25.000 Km - Prix à débattre - Tél : 0662.30.11.52

■TLEMEN : Vends Camion JMC 2 T 5 Lourd. 2009. Bon état. Double cabine - 100 millions négociable - Tél : 0550.16.71.56

■Vends Tracteur Chenilles Agriculteur FIAT 75.80. Année 1993. Bon état + Tracteur DEUTZ PHAR. Année 1981 + 206 SEDAN Ess. Année 2009. Gris Souris. 115.000 Km - Tél. 0662.37.32.73

■Vends : 1 Camion Dépannage JUEJIN 2055 - 1 Camion Dépannage MERCEDES 1982 - Tél : 0797.75.49.04

■Location de voiture NADIR Alicante (Espagne) - Flotte de Voitures nouvelles - Déplacements dans toute l'Europe - Prix compétitif - Contactez NADIR : (0034) 663.393.560

■A vendre PGT 308 1,6 HDI 92 Ch. Année 2011. Gris Aluminium. Toutes options sauf toit. 112.000 Km. Prix offert 120 Unités - Tél: 0551.09.56.07 ou 0542.45.84.50

■Vends Bus MAZOUZ. Année 2009 - 27 places - Bon état - Tél : 0556.55.31.00

■Achat Véhicules accidentés ou en panne, Légers et Lourds - Tél. 021.91.35.62 - 0771.39.49.82 - 0550.59.03.60

**EMPLOIS**

■Famille habitant Canastel cherche Nourrice pour s'occuper de deux bébés. Age maximum 40 ans. Horaires de travail de 9 h 00 à 18 h 00 - Salaire 19.000 DA par mois - Contactez le : 0556.29.10.39

■Ets IBN KHALDOUN recrute Commercial véhiculé, maîtrisant marketing et français - Envoyer CV + Photo à email : recrute.ins@gmail.com / Fax : 041.41.43.36

■L'EPIC « PROPRETE D'ORAN » Etab. Public de wilaya à Caractère Commercial et Industriel chargé de Collecte et Transport des Déchets ménagers Recherche deux (2) Agents Commerciaux - Envoyer CV : 040.21.15.75

■Opérateurs de Machine Conditionnement alimentaire. Entretien plus Réparation en Mécanique plus connaissance en Electronique. Expérience 16 ans - de préférence à ORAN ou environs - Tél : 0555.91.37.96

■Pharmacie à ORAN cherche Vendeur pour travailler le soir à partir de 16 H et Vendeur pour la journée - Expérimenté (e) - Salaire intéressant - Tél : 0698.67.23.04

■Bureau d'Etudes d'Architecture et d'Urbanisme cherche un Ingénieur en G.C. pour l'étude et le suivi de ses Projets - Expérience exigée - Envoyez CV à Email : Artdesignoran@yahoo.fr

■Institut de formation recrute commercial véhiculé maîtrisant marketing + français (exp. Souhaitable) déposez C.V. avec photo : 91 rue Larbi Ben M'hidi.

■Pour prochaine ouverture Agence de Voyages à ORAN : Cherche un Directeur Technique qui a une expérience dans le domaine touristique et hôtellerie - Etude toute proposition - Tél : 0555.40.47.88

■Le Cabinet de groupe « Le Plateau Médical » ORAN recrute : Une Spécialiste en Gynécologie - Contact : Tél/Fax : 041.41.12.62 - Mob : 0550.53.99.41 - 0663.39.27.22

■Société à ORAN recrute Comptable et Aide-comptable - Expérience exigée de 2 années minimum - Travail à plein temps - Tél : 0554.67.70.15 - 0559.88.81.59

■Cherche Vendeur - Cherche Vendeuse - Expérience exigée - Heures / 9 H - 17 H - Pharmacie Plateau - ORAN - Tél : 0772.37.37.24

■Restaurant cherche : Cuisiniers qualifiés - Pizzaiolos qualifiés - Appelez le : 0558.26.06.57 - (9 H à 20 H)

■Pharmacien installé à ORAN cherche Vendeuse en pharmacie expérimentée et qualifiée - Contacter N° 0553.24.13.04

■Cherche Electromécanicien qualifié pour Usine de Gaufrettes - Transmettre CV par Fax au 041.25.64.92

■Ets cherche Vendeur au rayon Electromécanique ayant la connaissance d'outil d'informatique + Apprenti pour montage meuble + Femme de ménage - Veuillez vous présenter avec CV au : 16 / 18 Rue Cavaignac - ORAN

■Sté spécialisée dans la distribution des Equipements médicaux et scientifiques à ORAN recrute un (e) Ingénieur biomédical ou électronique médical - Adresser vos CV à : systemlab@yahoo.fr

■Société de Taxi à ORAN recrute des Chauffeurs diplômés - Tél. 041.45.14.03 (de 9 H à 17 H) - 0555.62.08.71

■Société privée cherche Secrétaire entre 35 et 45 ans - Tél. 041.45.14.03 - 0555.62.08.71

■Salon de coiffure Luxe à Haï El Yasmine 2 : Cherche Coiffeuse expérimentée pour Ouverture - Tél. 0553.82.21.60 - 0772.90.45.35

■Cherche une Coiffeuse âgée de 28 ans, ayant une expérience pour travailler dans mon salon à Cité Petit - ORAN - Salaire 20.000 DA - Tél : 0790.82.09.21

■URGENT - Sté à ORAN recherche Menuisiers d'Atelier et de Chantier qualifiés - Contacter 0552.98.42.30

■Alphonica recrute : Télévendeurs / Téléconseillers, à plein temps, maîtrisant le français oral et écrit. CDI + Salaire moyen de 30.000 DA + primes - Envoyez CV à : mehdi.a@phonesolutions.fr - Tél : 0549.30.74.59 - Du Lundi au Vendredi, de 8 H 00 à 19 H 00

■Etablissement privé à ORAN recrute Comptable Retraité (plein temps) - Envoyez CV par mail : Est.oran@gmail.com

■Clinique médicale à ORAN cherche : Femme de ménage - Informaticienne - Manipulatrice Radio - Laborantine - Secrétaire Médicale - Cdiag123@gmail.com

■Magasin d'informatique cherche Vendeur ayant connaissances dans le domaine informatique, sérieuse et responsable - Envoyez vos CV à : joboran2013@yahoo.fr

■Particulier recrute pour ORAN-Centre : 01 Secrétaire de Direction - 02 Femmes de Ménage - Contacter : 0780.12.42.94

■Ex-Gérant SARL / BTP - Expérience dans la gestion, recherche Emploi en rapport - Tél. 0552.450.489

■Groupe de Stés Indust. Recrute : Mécaniciens Indust. - Electriciens Indust. - Automaticiens - 5 ans d'expérience. Salaire selon compétence. Transport et hébergement assurés - Fax au : 041.40.31.83 / Email : barkagroupe@live.fr

■Entreprise privée à ORAN recrute des Tourneurs qualifiés ou des Jeunes Débutants avec diplôme - Nous contacter au : 0697.308.748

■Entreprise privée à ORAN recrute des Jeunes Diplômés qualifiés ou débutants en Soudure ou Chaudronnerie - Nous contacter au : 0697.308.748

■Société de Taxi ORAN cherche des Chauffeurs diplômés et avec expérience - Cautionnement exigé - N° 041.45.14.03 - 0555.62.08.71

■Sté BMC cherche des Mécaniciens Femmes ou hommes avec un bon salaire : Avenue d'Arcole face PTT - Tél. 041.53.41.63

■Vends : 1) Grand Tapis laine 100% - 2) 7 Portes sans cadres en bois - 3) 14 Fenêtres bois sans cadres - Tél : 0555.94.27.98

■A vendre un Compresseur d'air de marque ENMTP / D.45 en état neuf, à un prix raisonnable - Tél : 0672.41.42.86

■Professeur de lycée donne cours de Maths pour les niveaux suivants : 1<sup>er</sup> AS - 2<sup>ème</sup> AS - 3<sup>ème</sup> AS - (Possibilité à domicile) - Tél : 0771.61.18.33

■Vends Four de Boulangerie rotatif très bon état GOUET TROPIC 100. 252 baguettes. Ventilé - Convient aussi à la Viennoiserie - Tél : 0793.58.98.73

■A louer Licence à café 1<sup>ère</sup> Catégorie. Wilaya d'Oran - Tél. 0554.91.34.03

■Réparation à domicile : Machine à laver (Linge et Vaisselle) - Frigo - Cuisinière - Climatiseur - Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - Tél. 0662.87.45.68

■Loue Licence à café W. d'Oran à 5.000,00/mois - Frais du contrat à la charge du locataire - Tél : 0770.28.57.47

■A vendre Fauteuil dentaire occasion complet en marche - Fauteuil Dentaire Prothésiste bonne occasion en marche - Tél : 0771.18.11.91

■Vds Equipement complet pour Laboratoire d'Analyses Médicales - état neuf (jamais servi) - Affaire à saisir - Tél : 0550.97.24.44

■Vends Matériel de Musculation état presque neuf - disponible à Es-Senia derrière l'APC - Tél : 0795.01.02.48

■TLEMEN - ZENATA : Vends Stock 5000 m<sup>2</sup> Dalles de sol + Faïence Import ITALY GRES CERAM - Tél : 0549.51.13.07

■Vends : Lot de Pièces de rechange pour Chaudière AVAP EUR industrielle - Lot de Pièces de rechange neuves pour Mercedes N° 123 - Une Bascule de 100 Kg neuve marque TESTUT France - Tél : 0661.20.14.13

■A vendre : Chambre à coucher 70.000 DA - Salle à manger : Table + 04 Chaises 32.000 DA d'origine MALAISIE - Tél : 041.54.10.20

■TLEMEN - Vends Mat. Boulangerie : 2 Fours GOUET + 2 Pétrins + 2 Façonneuses + 1 Diviseuse + 1 Groupe 15 KVA + 1 Refroidisseur + Voiture Livraison - Tél : 0558.16.72.73 / 0776.64.75.81

■Cherche Matériel Boulangerie complet Four TIBILLITI - Tél : 0552.25.18.03

■A vendre Ligne de Fabrication de Gaufrettes en très bon état, sise à RELIZANE - Tél. 0792.79.61.57

■Vds Equipement complet pour Laboratoire d'Analyses Médicales - état neuf (jamais servi) - Affaire à saisir - Tél. 0550.94.24.44

■Spécial Vacances d'Hiver du 21 au 27/12/2014 : Révision Gle (Tous Niv. - Toutes Matières) et Prépar. du 3<sup>ème</sup> Trim. et Examens (5<sup>ème</sup> - BEM - BAC) - Gambetta : 041.53.30.27 - Maraval : 041.25.85.55

■Vends Machine à café CONTI 3 groupes à bouton - Neuve - Tél : 0771.48.59.43 - Prix après visite.

■A vendre Machine Brodeuse 15 têtes bonne occasion (2011) disponible à ORAN - Tél : 0550.77.74.20

■Lot Matériels agricoles italiens neufs : Pompe REGGENIRI Diesel 02 Cyl. Diam. 80 - Atomiseur 400 L. MATAGRI + Tarière T03 - Vrille D.60 + Charrue 03 disques + Citernes 3000 L. MA 6 EP - Contacter : 0657.395.679

■Projet Hôtel en cours réalisé à 85 % centre-ville ORAN : 35 chambres - Salle de conférence - Parking - Air conditionné - Ascenseur : Cherche Associé - Tél : 0666.43.19.36 - Email : houcin.e@bbox.fr

■Pour tous les cadeaux de fin d'année : Calendriers - Agendas - Stylos - Cartables - Shaps - Ensemble bureaux...etc. avec votre publicité (Sérigraphie - Impression) Appelez : 0777.76.30.12 (Prix - Qualité - Délais)

■Sté BMC - Vous Chauffeurs de taxi : Bénéficiez d'une voiture uniquement avec un apport de 50%. Après 3 ans de travail, vous devenez patron de la dite proposition - Adr.: Avenue d'Arcole face PTT - Tél. 041.53.41.63

■Poulet frais ORAN - Livraison de Poulet frais à l'Ouest : Restaurant - Salle des fêtes - Hôtels - Boucheries et par Commande - Qualité et Prix - Tél : 0673.791.631 - 0550.856.209

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines « Mouchoirs - Serviettes - Gobelet » - « Conditionneuse » - Tél. 036.65.33.34/35/36 - 0555.62.34.91/92

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines « Impression Gd Format - Gravure Num. sur bois » - Tél. 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines transformation « Plastique - Papier - Carton » - Tél. 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

■STOP ! Vente Consommable informatique en gros. Cartouche. Toners Laser et Copieur HP - Canon - EPSON - SAM-SUNG garantis 100%. Cartouche CANON 426 / 526 disponible - Nous c'est la qualité - Info : 0560.92.67.70 - 0560.06.25.31

■ALFINA TRADE vend pour (ANSEJ, CNAC, ANDI) tous types de Machines industrielles - 036.511.955 - 0550.141.191 / e-mail : makakoplast@gmail.com

**ZOUGHAM AUTO**

**Agent Agréé NISSAN de Sétif**

Vous invite à venir découvrir les offres extraordinaires sur la gamme NISSAN lors des journées Portes Ouvertes du 01 au 07 Décembre 2014



Pour chaque véhicule vendu une somme sera reversée à l'association «Les Amis des Malades»

**Recrutement dans le domaine médical**

Dans le cadre de la création d'un centre médical de diagnostic, situé au niveau de la wilaya d'Oran, nous recherchons des profils différents et expérimentés :

1 **Médecin Radiologiste.**      2 **Médecin Généraliste.**      2 **Manipulateur en Radiologie.**  
3 **Infirmiers.**                      4 **Secrétaire d'accueil.**

Merci de nous envoyer votre CV à l'adresse email suivante : [wahran.medical@gmail.com](mailto:wahran.medical@gmail.com)

Nous vous contacterons rapidement si votre candidature semble correspondre. Nous vous proposons un cadre de travail moderne et agréable.

**Recherche Commerciaux**

Société privée dans le domaine Médical (Radiologie) recherche 3 Technico-commerciaux pour les régions Est, Centre, Ouest, Sud, minimum requis :

- Expérience dans le domaine, minimum 2 ans.
- Candidat possédant véhicule.
- Motivation.

Merci d'envoyer votre CV à l'adresse email suivante : [medico.dz@gmail.com](mailto:medico.dz@gmail.com)

**LA SOCIETE MAGHREB DENTAL INDUSTRY**

Dans le cadre de la formation continue MDI organise deux (2) journées OPEN-DAYS (conférences et TP)

**- ORAN Hôtel Sheraton 11-12/12/2014**

**Thème :**

**- Traitement canalair avec système rotatif FGK (Suisse)**

- Animateurs: Dr Rolan ARSAN / Mr Cyril ROYER

**Contact :** Dr LADJOUZE Nacer-Dine  
**(040) 23.71.45 - (0561) 63.18.36 / formation@mdi-dentaire.com**

**REMERCIEMENTS**

*La famille AIT ZEGAGH remercie vivement toutes les personnes qui se sont associées à sa douleur et à celle de sa famille. Votre présence et vos messages de condoléances ont apporté soutien, réconfort et sympathie à la suite du décès de notre chère et regrettée nièce AIT SAADI IKRAM le 18.11.2014. Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis.*

■ **Vente de Groupe électrogène 35 KVA équipé d'un système isophonique (silencieux)**

■ **Marque espagnole COLINA MOLLINS**

■ **Etat très neuf (6 mois de mise en marche)**

■ **Tél : 0550 951 888**

■ **Installation comprise**

**EPWOPA**  
ETABLISSEMENT PUBLIC DE LA WILAYA D'ORAN - PARC D'ATTRICTIONS

Adresse : Face Stade Ahmed ZABANA - Oran  
Tél : 041.34.81.83 - Téléfax : 041.32.36.63  
RC : 010 8424 / B 05 - Code fiscal : 098 431 010 017 251 000

**AVIS D'APPEL D'OFFRES**

L'Établissement Public de la Wilaya d'Oran - Parc d'Attractions - lance un avis d'appel d'offres pour :

- **LOT N° 01** : L'acquisition des voitures autos tamponneuses
- Auto Scooter pour adultes
- Mini Scooter pour enfants
- **LOT N° 02** : L'acquisition de manège adultes ou enfants

Les offres des soumissionnaires, accompagnées des pièces réglementaires, doivent être déposées à l'adresse suivante :

**Direction EPWOPA**  
**Face Stade Ahmed ZABANA - Oran -**

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne comporter que la mention suivante :

**Direction EPWOPA**  
**Avis d'appel d'offres pour l'acquisition de manèges A NE PAS OUVRIR**

La date limite de dépôt des offres est fixée au 31/12/2014 à 16 heures.  
L'ouverture des plis est fixée le 05/01/2014 à 14 heures.

**PENSÉE**

A la mémoire de notre regrettée et très chère mère **Hadja KHALDIA.**

*Deux années se sont écoulées déjà et rien ne peut décrire le grand vide que tu as laissé derrière toi. Tu as été le symbole de l'affection, de la sagesse et de la générosité. La famille CHAÏB demande à tous ceux qui ont connu et aimé Hadja Khalidia d'avoir une pieuse pensée pour elle. Tu nous manques énormément très chère maman.*

**Ta fille HOURIA**



**PENSÉE**

En souvenir de notre père chéri **AGHA Ahmed**

*Déjà 40 jours que tu nous as quittés, ton amour, ton infinie gentillesse, ton pacifisme, ton humour, ton aura, ton intelligence, ton génie pour la chimie nous aurons tant et tant marqués. Repose en paix, qu'ALLAH t'accueille en Son Vaste Paradis auprès de ceux que tu chérissais : tes parents, tes frères. Tu demeureras vivant en nous à tout jamais. Tu nous manques tellement. Avec toute notre tristesse et tendresse.*

**Tes enfants : Yasmina, Amane, Miloud et Nassima**

## EL-TARF

## Les postulants au logement rural, protestent

A. Ouelaa

Journée pour le moins dense en contestation mardi dernier, avec la marche entamée à partir du siège de l'APC d'El Tarf vers le siège de la wilaya par des dizaines de postulants au logement rural. En effet, les concernés par la formule logement rural dans la commune d'El Tarf nous ont déclaré qu'ils sont fatigués d'attendre des promesses jusque là sans suite, des élus. En ce sens, qu'ils veulent être fixés sur le sort de leurs requêtes, même si toutes les assurances leurs ont été fournies par ceux qui les ont reçus. Pour rappel, le wali a, à maintes reprises, après avoir réglé le problème de 1600 décisions d'aides au logement rural qui traînaient depuis plusieurs années, sans qu'ils disposent d'un lot de terrain, martelé que



Ph.: Arch.

les aides, actuellement au nombre de 3000 à répartir à travers toutes les communes ne le seront qu'à chaque fois que le foncier est disponible. Dans la même journée, à Bouhadjar, les habitants de la localité de Bibta, ont bloqué

la RN 82 menant vers Oued Zitoun et Hamam Béni Salah pour protester contre la non affectation des aides au logement rural, l'électricité et l'eau dont la distribution est aléatoire et se fait avec parcimonie tous les sept jours.

## BATNA

## L'aquaculture, un choix incontournable

L'aquaculture, appelée à jouer un rôle central dans la croissance de la production halieutique nationale, est aujourd'hui, un « choix incontournable », a estimé, mardi, à Batna, le directeur de la Pêche et des Ressources halieutiques (DPRH) de Sétif, dont la structure rayonne, également, sur les wilayas de Batna, Bordj Bou Arreridj et M'sila. S'exprimant lors d'une manifestation 'portes ouvertes' sur l'aquaculture, organisée au Centre culturel islamique de Batna, Djamel Tiberkouket a considéré que la filière aquacole est « en mesure de compléter les besoins du pays, en matière de consommation de poissons ». Pour ce responsable, « l'augmentation de la production halieutique nationale est, intimement, liée à l'essor de l'activité aquacole », une filière appelée, selon

lui, à se développer davantage au vu de l'intérêt qui y est accordé par l'Etat. M. Tiberkouket a fait part, au cours de cette manifestation, initiée par la station de pêche de Batna, de la nécessité d'une bonne exploitation des espaces, agricoles ou autres, pouvant abriter des projets liés à l'aquaculture. Des projets, a-t-il estimé, qui vont dans le sens du plan opérationnel 'AquaPêche 2020' qui a pour ambition de faire, du secteur, un véritable moteur de croissance, efficient et durable, pour l'économie nationale. Aïssa Mechernene, responsable de la station de pêche de Batna, structure rattachée à la DPRH de Sétif, a souligné, de son côté, « les efforts déployés, localement, pour promouvoir l'investissement dans les différentes activités aquacoles, comme la pisciculture artisanale intégrée à l'agri-

culture et la pêche continentale pratiquée dans les lacs, les retenues collinaires et les plans d'eau des barrages, à travers 21 points de la wilaya ». Ces 'portes ouvertes', complétées par une rencontre de différents responsables locaux du secteur, sont destinées à « dégager une nouvelle vision stratégique, basée sur des connaissances scientifiques, afin de stimuler et favoriser l'investissement », selon les organisateurs qui ont ajouté que la manifestation est aussi une « opportunité pour orienter et encourager les porteurs de projets, dans le domaine, par le biais des dispositifs de soutien à l'emploi ». Des tables rondes, axées sur la filière aquacole, sa compétitivité, ses circuits de distribution et sa dimension écologique ont, également, été organisées à l'occasion de ces 'portes ouvertes'.

## TÉBESSA

## Des immigrés illégaux font grève de la faim

Le centre de regroupement situé à Beccaria, 12km à l'Est de Tébessa, des migrants nigériens qui seront rapatriés vers leur pays via Tamanrasset sont entrés en grève de la faim, depuis lundi. Certains de ces réfugiés subsahariens ont tenté de quitter l'endroit. Rappelons que ce centre, héberge quelque 70 personnes dont des familles séjournant illégalement sur le territoire de la wilaya de Tébessa et protégé par les services de sécurité. Pour le moment on ignore les raisons du refus de s'alimenter, recours choisi par les locataires du centre transitoire.

Ali Chabana

## Deux classes pour enfants autistes

Deux classes de 6 et 8 enfants autistes, l'une à Bir El Ater et l'autre à Tébessa. C'est une première dans la wilaya, pour cette catégorie d'enfants scolarisés aux besoins spécifiques. Les classes seront prises en charge, dans un premier temps par un encadrement pédagogique constitué de psychologues et de sociologues. En attendant leur formation, selon la spécialité psychopédagogie adéquate. Quant à la présidente

de l'association « Amel », elle a affirmé en cette occasion que sa structure a recensé déjà quelque 180 enfants atteints de cette pathologie lourde et ce, à travers la wilaya, tout en louant cette initiative et la compréhension des responsables du secteur de l'Education, par l'ouverture de ces classes spéciales dont l'objectif demeure à moyen terme l'intégration de ces enfants autistes dans le système éducatif et social. A. C.

## Un escroc sous les verrous

Une femme victime d'un « charlatan », s'est présentée dernièrement à la police pour déposer plainte à l'encontre d'un individu qui lui a extorqué 100 millions de centimes en échange d'interventions pour lui régler cer-

tains problèmes sociaux. Aussitôt arrêté, l'individu qui n'est pas à sa première promesse de venir en aide aux autres, tout en leur soutirant de l'argent, a été écroué. Les personnes ciblées étaient généralement naïves et crédules. A. C.

## JIJEL

## Nouveau port de pêche et de plaisance

La direction des Travaux publics de la wilaya de Jijel vient d'acter la réception provisoire des travaux de construction du port de pêche et de plaisance d'El Aouana (ouest de Jijel), en attendant la réception définitive du projet, début 2015, a indiqué le responsable local du secteur, Brahim Medjili.

Des travaux annexes, relatifs à l'assainissement intérieur, à l'alimentation en eau potable, à l'éclairage intérieur, à la réalisation d'un mur de clôture et au revêtement des terre-pleins en béton bitumineux, seront, prochainement, lancés pour permettre la réception définitive du projet qui devrait être opérationnel, au début de l'année pro-

chaine. Ce port, à double vocation de pêche et de plaisance, a vu ses travaux accuser plus d'une année de retard par rapport au planning et au délai imparti de 25 mois (les travaux ont été lancés en juin 2008), en raison du manque d'approvisionnement, de l'indisponibilité du ciment spécial et de problèmes de réévaluation, a indiqué la même source. Des opérations de dragage du plan d'eau de 8 ha ont, déjà, été exécutées par une entreprise sous-traitante italienne pour que le tirant d'eau réponde aux normes de la navigation. Cette infrastructure portuaire, située à une vingtaine de kilomètres, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, aura une capacité d'accueil de 70 embarcations de

pêche (5 chalutiers, 15 sardiniers et 50 petits métiers) et 140 unités de plaisance (5 voiliers et 135 plaisanciers), selon la fiche technique, élaborée par la direction concernée. Le port permettra, à terme, d'atteindre le double objectif de développer la pêche et de promouvoir le secteur touristique, avec la perspective de création de nombreux emplois, en amont et en aval, ont indiqué les responsables locaux du secteur des Travaux publics. Le port d'El Aouana sera, également, doté de plusieurs structures et commodités destinées à en faire un « centre de vie » dédié à une nouvelle activité économique et touristique, dans cette région de l'ouest de la wilaya, a-t-on ajouté.

## BOUMERDÈS

## Projet d'un parc citadin

Des travaux de réalisation d'un parc citadin seront lancés, début 2015, à Corso, à l'ouest de Boumerdès, a-t-on appris, auprès du directeur de l'Environnement de la wilaya. Le projet, premier du genre à Boumerdès, était, initialement, prévu pour le lancement, au début de cette année, « mais il a enregistré un retard dû à la décision d'élargissement de sa surface d'implantation, à la forêt voisine de Corso, la portant ainsi de 10 à 25 ha », a indiqué, à l'APS, Sarssi Hamza, signalant que cette « extension a nécessité une révision et actualisation de ses études de réalisation et de son cahier des charges, d'où ce retard d'une année ». Le site, situé dans la banlieue de Corso, a été, expressément, sélectionné pour ses « beaux paysages et ses reliefs, naturellement, protégés des vents, en plus de sa proximité du littoral », a ajouté ce responsable. Selon sa nouvelle étude, ce parc, inscrit à la réalisation, en 2012, au titre du Plan quinquennal 2010-2014, sera doté de nombreux équipements et commodités, dont un siège administratif qui sera bâti, se-

lon des normes respectueuses de la nature, ainsi que des promenades et des parcours sportifs de plus de 500 m, chacun. Un musée vert, des espaces verts, un lac naturel, un jet d'eau, des restaurants, des cafétérias, des kiosques multiservices, des terrains de sport et un théâtre de plein air sont, également, prévus dans cet espace de détente et de loisirs dédié aux familles. La même étude a, aussi, prévu sa dotation en une salle de conférences, ainsi que d'une pépinière pour son approvisionnement en plants d'arbres et plantes ornementales nécessaires, avec une option pour la vente de plantes aux visiteurs.

Une clôture de sécurité, réalisée avec des matières naturelles, amies de la nature, entourera ce parc qui comprendra, aussi, des parkings pour les véhicules.

Une moyenne de 5.000 visiteurs/jour, issus de Boumerdès mais, aussi, de Tizi-Ouzou, Alger, Bouira et Bli-da, est attendue, en ce haut lieu de villégiature, à sa mise en exploitation, selon les prévisions de la direction de l'Environnement.

## ALGER

## Ce qu'il faut savoir sur le diabète

La plupart des diabétiques ne savent pas comment gérer leur maladie, tant ils accordent la priorité au seul régime alimentaire, négligeant d'autres paramètres, à prendre en compte, dans le but d'assurer une stabilisation de leur état de santé, ont indiqué, mardi, à Alger, des spécialistes en diabétologie.

Lors des journées 'portes ouvertes' sur le diabète, organisées par l'Association des diabétiques d'Alger, en coordination avec l'Etablissement public de proximité, 'Bachir Laadjouzi' (Kouba), les spécialistes ont indiqué que l'intérêt accordé au volet alimentaire dans le suivi de l'état de santé du diabétique, ne devrait pas se faire au détriment d'autres aspects, tout aussi importants. A cet effet, la nutritionniste, Younes Chaouche, a affirmé que la majorité des malades, souffrant de diabète, avaient de fausses idées sur la diète à suivre afin d'éviter d'autres complications pouvant constituer une menace sérieuse pour leur vie.

Avoir le diabète ne signifie pas l'élimination, par le malade, de certains aliments sucrés de façon définitive. Ce dernier devra se conformer aux rations recommandées. Souvent, la plupart des malades pensent que la stabilisation de leur état de santé reste, étroitement, lié à la non consommation de certains aliments, négligeant un autre volet capital à savoir : l'exercice physique, a-t-elle précisé qui a estimé que le diabétique de type 2 devra, quotidiennement, mar-

cher pendant 30 minutes. Le diabétologue, médecin-chef, Abdelhafidh Habitouche, a affirmé que l'organisation de ces journées dans l'Etablissement public de proximité des Annassers, avait permis, auparavant, de diagnostiquer de nouveaux cas de diabète d'où, l'importance de la consultation, tous âges confondus, au moins deux fois par an. Le diagnostic précoce du diabète, appelé, également, maladie sournoise, permet d'éviter les complications comme la cécité, l'insuffisance rénale et l'amputation, en l'absence d'un suivi rigoureux, a souligné le Dr. Habitouche.

D'autre part, le président de l'Association des diabétiques d'Alger, Faïçal Ouhedda, a indiqué que l'organisation de ces 'portes ouvertes' s'inscrivait dans le cadre des activités de l'association qui visent le diagnostic précoce de cas de diabète, la sensibilisation des diabétiques à la gestion de leur maladie, afin d'éviter toute complication ainsi que l'accompagnement, à travers les conseils et recommandations, des médecins participant à la rencontre.

Le nombre de diabétiques, en Algérie, est appelé à s'accroître au regard des habitudes et mode de vie nouveaux des Algériens, ajoutant qu'il n'existait pas, pour le moment, de chiffres officiels sur le nombre réel des diabétiques, sachant qu'une catégorie ne bénéficie pas de la Sécurité sociale.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

11 safar 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h13	12h38	15h14	17h35	18h59



## Les habitants d'El-Meridj s'impatientent

A. Mallem

Les habitants de l'ancienne bourgade de Lamblèche, plus connue aujourd'hui sous le nom d'El-Meridj, dépendant administrativement de la commune d'El Khroub, sont montés, hier, au créneau pour dénoncer les conditions difficiles dans lesquelles ils vivent. Et en tête de ces difficultés, ils ont cité le problème du transport qui était assuré par deux minibus exploitant la ligne de transport entre leur village et le centre de la commune. « Malheureusement, nous ont expliqué, hier matin, quelques citoyens du village, ces deux opérateurs privés ont fini par jeter l'éponge et partir parce qu'ils ne sont pas arrivés à soutenir la concurrence avec les taxis clandestins qui proposent de meilleures conditions de confort et, surtout, de rapidité ». Et de considérer encore que le bus se déplace avec lenteur, accuse des retards qui n'arrangent pas souvent les affaires des usagers, car il faut noter que l'inconvénient avec le bus est qu'il doit faire le plein avant de démarrer et s'arrête à chaque station. Le taxi, lui, n'a pas de stations, n'a qu'un maximum de 4 passagers à prendre et il présente l'avantage d'être plus rapide. C'est pour ces raisons que les gens préfèrent le taxi au bus et se montrent indifférents au fait qu'il soit clandestin. « Qu'importe, pourvu qu'il nous conduise là où nous voulons aller et à des tarifs raisonnables », répondent les usagers quand vous leur posez la question des conditions sécuritaires de transport par les taxis de la fraude. Seulement, le problème particulier qui se pose aux habitants d'El-Meridj est celui de la communication avec le chef-lieu de la commune car leur patelin se trouve à 2 kilomètres seulement du quartier du 4<sup>e</sup> kilomètre, à la sortie sud de Constantine. Et à plus de 4 km d'El Khroub. « Nous sommes obligés de payer la

course au double parce que nous devons aller d'abord à Constantine pour pouvoir relier El Khroub, soit par taxi, soit par les bus réguliers qui relient ces deux grands centres urbains. Et ce qui est désolant encore est que la mairie d'El Khroub n'arrive pas à régler durablement ce problème de transport urbain. Les opérateurs retenus chaque fois n'arrivent pas à tenir plus de 3 mois avant d'abandonner notre ligne en évoquant le manque de rentabilité. Au grand bonheur des fraudeurs qui en profitent pour imposer leur diktat ». « Quant aux autres besoins, ils restent pratiquement les mêmes que ceux pour lesquels nous avons coupé l'autoroute Est-Ouest l'année passée avec les conséquences que tout le monde sait », ont rappelé avec dépit les citoyens d'El-Meridj en signalant que les demandes de construction d'un CEM, de règlement de la question de l'habitat rural et beaucoup d'autres demeurant encore à l'état de projets. La réalisation d'une polyclinique accuse toujours du retard. « Plus de quatre mois sont passés depuis la promesse qui nous a été faite par le président de l'APC de signer l'ordre de service (ODS) dans le délai de 2 mois au maximum », nous a aussi expliqué, hier, le président du comité de quartier d'El-Meridj, M. Meziane, affirmant qu'à l'heure actuelle, le village est doté d'une unique salle de soins aménagée dans une salle de classe de l'école ! « Quant au dossier de l'habitat rural, quelques citoyens ont pu obtenir les lots de terrain et les permis de construire et ont commencé à construire. Mais ils se heurtent au problème des voies d'accès, vu que notre village s'étend sur un terrain très accidenté », a ajouté le président du comité de quartier. Côté APC d'El Khroub, nous avons vainement tenté hier de joindre le P/APC pour en savoir plus sur toutes ces préoccupations des habitants d'El Meridj.

## Un centre de rééducation de jeunes filles mineures réceptionné en 2015

Un centre spécialisé de rééducation de jeunes filles mineures, en phase d'achèvement à Massinissa, dans la commune d'El Khroub (Constantine) sera réceptionné « début 2015 », a indiqué à l'APS un responsable de la direction de l'Action sociale (DAS). Premier du genre dans la wilaya de Constantine, cet établissement dont les travaux de réalisation affichent un taux d'avancement de 95 %, est destiné à accueillir 120 pensionnaires de 14 à 18 ans, a précisé Mohamed-Lamine Rehaïlia, responsable de la cellule de communication à la DAS, en marge de la célébration de la journée internationale des personnes aux besoins spécifiques.

Une équipe pluridisciplinaire composée d'éducateurs spécialisés, de psychologues et d'assistants sociaux sera désignée pour encadrer le centre et répondre aux besoins de cette frange de la société, a-t-il indiqué en marge d'une exposition de travaux manuels réalisés par des jeunes filles handicapées organisée au Centre national de formation des personnels spécialisés des établissements pour handicapés (CNFPH).

Par ailleurs, l'année 2015 sera également marquée par la réception, à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, d'un nouveau centre médicopédagogique pour enfants déficients mentaux, a encore indiqué M. Rehaïlia, soulignant que les travaux de construction de cette infrastructure ont atteint un taux d'avancement de 75%. Le programme préparé dans la wilaya de Constantine pour célébrer cette journée, lancé le 26 novembre dernier, prévoit l'organisation de compétitions sportives entre enfants de différents centres psychopédagogiques de la wilaya, à la salle omnisports de la nouvelle ville Ali Mendjeli, une visite au complexe sportif de la commune d'Ain Abid, ainsi que des journées d'étude consacrées aux méthodes de prise en charge des jeunes handicapés.

Plus de 39.000 personnes aux besoins spécifiques, dont 9.010 sont handicapés à 100 %, sont recensés dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris lors de cette exposition marquée, également, par la distribution, par les autorités de la wilaya, de fauteuils roulants à des handicapés moteurs.

## 291 affaires de constructions illicites en 2014

La police de l'urbanisme n'a pas chômé durant les trois premiers trimestres de l'année 2014. Pas moins de « 291 affaires de réalisation de bâtisses sans permis de construire » ont été enregistrées par la police de l'urbanisme durant les 9 premiers mois de l'année en cours, signale un communiqué transmis à notre rédaction par la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Dans ce sillage, on relève d'autres entorses à la réglementation, à l'enseigne d'une vingtaine d'affaires liées à des constructions sur des terrains confisqués (biens d'autrui) et 7 autres affaires pour le motif de non conformité au plan de construction. Alors qu'en matière de démolition, on note que la police de l'urbanisme a accompagné les services communaux dans 11 opérations bulldozer.

Ce bilan n'inclut pas, bien évidemment, les (re) constructions illicites sur des sites bidonvilles dont les habitants ont été récemment délogés.

## L'appel de détresse des travailleurs de l'hôpital de Zighout Youcef

Sans salaire depuis deux mois (octobre et novembre), les travailleurs de l'hôpital « Ahmed Aroua », à Zighout Youcef lancent un appel de détresse aux autorités compétentes pour débloquent leurs situations. Ce retard inexplicable dans le versement des salaires provoque le mécontentement et la démobilitation de tous les travailleurs, nous a-t-on indiqué. « Ce sont des pères de familles qui se trouvent dans d'énormes difficultés financières avec deux mois sans salaire », se lamentent les concernés. Aussi, on dénonce le retard dans le versement des primes de garde, un retard qui atteint plus d'une année ! Comment peut-on rester indifférent à ces problèmes qui affaiblissent le rendement des travailleurs ? « Les salariés vivent dans des conditions très pénibles, ils sont durement malmenés entre l'administration et le contrôleur financier qui se jettent la balle au sujet de la responsabilité de ces retards dans le versement des salaires et des primes de garde », s'indignent des travailleurs. Ces derniers tiennent la sonnette d'alarme, c'est la grogne quasi généralisée. Pourquoi attendre la protesta pour se pencher sur ces préoccupations légitimes ? **A. Z.**

## Avenue Aouati «Situation insoutenable»

A. Z.

Certes, le stationnement anarchique fait partie du décor de la cité, mais au niveau de la rue Aouati Mostefa, située pourtant au cœur du centre-ville, la situation est insoutenable.

Des habitants s'insurgent contre « la pagaille et le laisser-aller » qui caractérisent cette rue, traversée par un axe routier névralgique, et ils doivent encore prendre leur mal en patience avec ces stationnements anarchiques de dizaines de véhicules qui squattent toute une allée sur la voie routière et débordent jusque sur les trottoirs.

Dans une correspondance adressée au chef de sûreté de wilaya (copie en notre possession), les riverains de la rue Aouati Mostefa dénoncent « des actes d'incivisme commis par des automobilistes qui garent leurs voitures de façon anarchique sur les trottoirs ».

Sans se soucier des torts causés à l'environnement, ni de la réglementation qui interdit le stationnement sur ces lieux réservés aux piétons, les automobilistes ont transformé le trottoir en parking, foulant sous les roues tout respect du code de bonne conduite.

« Les habitants et autres passants, surtout les enfants, sont ainsi exposés aux dangers de la route, obligés qu'ils sont d'emprunter la chaussée pour continuer leur chemin au milieu

d'une dense circulation routière », soulignent les habitants dans leur correspondance. Aussi, on signale que ce parking illégal est installé tout le long de cette rue, alors que les travaux de réfection et d'aménagement y sont actuellement menés. L'entreprise en charge de ces travaux « éprouve d'énormes difficultés pour mener à bien sa mission », car sa tâche est « compliquée » non seulement par le stationnement en bordure de route, mais aussi par le squat du trottoir qu'on s'attelle à refaire de bout en bout de la rue Aouati Mostefa. Les habitants insistent particulièrement sur la présence « inadéquate » d'une unité commerciale de la SNTA dans la rue en question. « Des dizaines de véhicules touristiques et utilitaires convergent quotidiennement vers cette unité pour s'approvisionner en tabacs, et se garer n'importe où et n'importe comment pour faire leurs emplettes », relèvent à ce propos les concernés. Souvent, nous dirait-on, on assiste à des rixes entre ces automobilistes et les riverains des lieux, lorsque ces derniers tentent de les dissuader de stationner leurs voitures sur le trottoir. Les services de sécurité de la voie publique sévissent de temps à autre, en verbalisant « en gros » tous les automobilistes en stationnement au niveau de cette rue, mais les mauvaises habitudes, comme les mentalités rétrogrades, ont la peau dure.

## Pré-congrès de l'UGTA 16 délégués de Constantine à Skikda

A. El Abci

En prévision de la tenue de son 12<sup>e</sup> congrès au mois de janvier 2015, la centrale syndicale UGTA entamera la tenue des pré-congrès régionaux des délégués par celui de Skikda, aujourd'hui jeudi 4 décembre, et qui regroupera les délégués de 16 wilayas de l'est du pays et l'opération se poursuivra pour les autres régions (Ouest, Sud et Centre) durant les semaines suivantes, avec pour objectif de la clôturer le 21 du mois de décembre en cours.

Selon le responsable de l'Union locale ouest de l'UW Constantine, M. Arafa, les bases des militants de la wilaya ont désigné 16 délégués pour la représenter à ce premier pré-congrès de Skikda, qui sera suivi par l'organisation des trois autres et dont la représentation sera comprise entre 08 et 16 délégués.

Et d'ajouter qu'il est prévu que la rencontre sera supervisée par le SG de la centrale syndicale, Sidi Saïd, qui sera accompagné de plusieurs responsables de la direction et il en sera également de même pour les autres pré-congrès, en

considération de l'importance qu'ils représentent en tant qu'étapes cruciales dans la préparation du congrès. Et notre interlocuteur de souligner que l'objectif visé par ces pré-congrès est la présentation de documents et textes qui seront soumis aux congressistes pour débat et enrichissement.

Ainsi, dira-t-il, les congressistes discuteront de la révision du règlement intérieur et des statuts qui régissent la centrale syndicale, sans oublier les grands dossiers comme celui de la nécessité de la relance des secteurs de l'industrie et de l'agriculture, seuls à même de créer de la richesse par le travail permanent et en grand nombre. Mais également les dossiers de l'heure, à l'instar du code du travail, de la loi sur les investissements étrangers et d'autres encore.

Enfin, il est à indiquer que selon des sources concordantes, le 12<sup>e</sup> congrès de l'UGTA se tiendra au cours de la deuxième semaine de janvier prochain et probablement les 10 et le 11 de ce mois et cela après près de sept années du dernier congrès qui s'est tenu au mois de mars en 2008.

### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

11 safar 1436				
El Fedjr 05h59	Dohr 12h24	Assar 15h01	Maghreb 17h22	Icha 18h46



**CAN 2015**  
**L'Algérie dans le groupe de la mort**

M. A.

Le Ghana, le Sénégal et l'Afrique du Sud seront les adversaires de l'équipe nationale algérienne dans le groupe C, lors du premier tour de la phase finale de la CAN 2015 qui s'ouvrira à Malabo au Centre de convention international de Sipoppo où tous les amoureux du ballon rond africain avaient les yeux rivés vers ce petit pays situé entre le Gabon et le Cameroun qui a volé au secours de la CAF et de Issa Hayatou après le désistement du Maroc quant à organiser cette 30<sup>e</sup> édition de la CAN pour cause d'Ebola. Cette cérémonie a été dirigée par le journaliste et animateur Robert Brezice qui a coordonné un show de plus d'une heure auquel ont pris part plusieurs musiciens dont le célèbre camerounais, Manu Dibango, et des personnalités du monde du football qui ont décidé du sort des seize équipes participantes au tournoi dont l'Egyptien Abou Trika et le camerounais Tchami a donné symboliquement le coup d'envoi de ce rendez-vous continental où la concurrence sera rude pour les deux places qualificatives aux huitièmes de finale. Si le groupe où figure l'Algé-

rie s'annonce le plus relevé et qualifié de groupe de la mort où les Verts rêvent de reconquérir le trophée, quinze ans après leur unique succès de 1990 à Alger, ce qui est légitime après son bon parcours au Mondial 2014 au Brésil et le presque sans-faute lors des éliminatoires de la CAN 2015, les autres groupes le sont aussi et bien malin qui pourrait avancer un quelconque pronostic. Dans le groupe A, le pays organisateur a hérité du Congo, du Gabon et du Burkina Faso. Dans le groupe B, la tête de série, la Zambie, sera en opposition avec la RD Congo, le Cap Vert et la Tunisie. Dans le groupe D, la Côte d'Ivoire sera face à une dure adversité formée de la Guinée, du Cameroun et du Mali. En somme, les paris sont ouverts et ce en l'absence de l'Egypte, septuple champion d'Afrique et du Nigeria le tenant du titre, même si le football algérien est tenu, selon les observateurs, de confirmer son retour au sommet par le biais de cette génération douée, à leur tête Brahimi, comme l'a si bien démontré l'ES Sétif qui s'est drapée dernièrement du titre de champion d'Afrique. Enfin, le coup d'envoi de la 30<sup>e</sup> édition de la CAN sera donné avec le match d'ouverture entre le pays organisateur et le Congo. Rendez-vous est donc pris pour le 17 janvier 2015 pour la grande fête du sport roi africain.

- Groupe A :**..... Guinée équatoriale, Burkina Faso, Gabon, Congo.  
**Groupe B :**..... Zambie, Tunisie, Cap-Vert, RD Congo.  
**Groupe C :** ..... Ghana, Algérie, Afrique du Sud, Sénégal.  
**Groupe D :** ..... Côte d'Ivoire, Mali, Cameroun, Guinée.



**Division nationale amateur Ouest**

**Vers le statu quo en tête du classement**

Le statu quo n'est pas à écarter en tête du tableau, notamment à l'issue de cette onzième journée dans ce groupe. Le leader, l'ESM, auteur d'une belle victoire à Saida face au MBH, accueillera le SCMO dans un match ouvert à tous les pronostics, même si les locaux bénéficient des faveurs du pronostic. Le SAM, lui, reçoit l'IST, une formation en perte de vitesse. Les protégés du coach Laoufi sont bien placés pour ajouter trois points à leur escarcelle et rester aux trousseurs du leader mostaganemois qui compte quatre longueurs d'avance. A Mascara, le GCM, qui possède la deuxième meilleure atta-

que, doit l'emporter face à la meilleure défense du groupe, celle du WAM, pour ne pas perdre du terrain. La JSM Tiaret, quant à elle, devra se tenir sur ses gardes face à son hôte du jour, le MB Hassasna. Les hommes de l'entraîneur Henkouche sont obligés de s'imposer pour afficher davantage leurs ambitions. En bas du tableau, l'ES Araba entamera les débats contre le promu, le SKAF, avec la ferme intention de signer sa première victoire de la saison et éviter une implosion qui se dessine à l'horizon. C'est le cas également du CC Sig, avant dernier, qui n'a pas une partie de plaisir devant le RCBOR. A Chlef, le

CRBS devra se surpasser pour raffer la mise face à l'USR, alors que l'OMA est condamné à gagner à Sidi Bel Abbès devant le CRBBB s'il veut demeurer dans le bon wagon de tête.

R. S.

Vendredi à 15 h 00	
Mohammadia : .....	CCS-RCBOR
Chlef : .....	CRBS-USR
Samedi à 15 h 00	
Mascara : .....	GCM-WAM
Bel Abbès : .....	CRBBB-OMA
Tiaret : .....	JSMT-MBH
Sidi Chahmi : .....	ESA-SKAF
Mostaganem : .....	ESM-SCMO
Mohammadia : .....	SAM-IST

**Ligue 1- Match avancé Vendredi NAHD-USMH**  
**Un derby alléchant**

En match avancé de la 13<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1, le NA Hussein Dey reçoit demain après-midi (16h00) son voisin, l'USM Harrach dans un derby alléchant au stade du 20 Août. Invaincus depuis deux matches, les hommes de Hugo Broos qui ont tenu en échec l'USMBA sur sa pelouse samedi dernier, visent les trois points de la victoire afin d'améliorer leur classement. Ayant séduit les spécialistes jusque-là par leur jeu rapide et agréable, les partenaires d'Ouznadj, en butte à un manque flagrant de réalisme, semblent cette fois reprendre confiance, comme en témoigne le 3-0 infligé récemment au RCA. Face à l'USMH, le

Nasria doit non seulement rendre une copie propre, mais également trouver le chemin des filets adverses dans l'espoir de remporter le gain du match. En face, le team de Abdelkader Iaich, qui partage la première place avec trois autres clubs, sait pertinemment que sa mission ne sera pas aisée au stade du 20 août 1955, mais les camarades du buteur maison Abid, ne se présenteront certainement pas sur le terrain la fleur au fusil et s'efforceront de réaliser le meilleur résultat possible afin de préserver leur place sur le podium. Reste à noter que ce derby sera dirigé par le trio Abid Charef, Tatem et Boulfefel.

M. Benboua

**Ligue 2**

**Tournants à Oued Rhiou, Batna, Blida et Tlemcen**

Plusieurs affiches sont au menu de ce douzième round du championnat de Ligue 2 prévu demain. A commencer par le derby de l'Ouest RCR-MCS. Le match s'annonce très disputé entre le Rapid qui aura une belle carte à jouer et le leader saidéen, décidé plus que jamais à se racheter de sa dernière défaite à domicile pour conserver sa première place. Le deuxième choc mettra aux prises l'USMB au DRBT dans un match où les trois points sont inévitables pour les Blidéens qui visent la première place en cas de contre performance du MCS. C'est également l'ambition de l'USC lors du derby l'opposant au CAB. C'est jouable pour le team de chaouia qui sera face à l'une des plus faibles attaques, mais attention au sursaut d'orgueil du Chabab. A Tlemcen, le WAT est appelé à confirmer son suc-

cess de Saida et offrir une victoire à son nouvel entraîneur Todorov ce qui va lui permettre d'afficher clairement ses ambitions. Mais la JSMB, son adversaire du jour, se déplacera avec la ferme intention de mettre fin à cette série noire et entamer un nouveau départ. Pour sa part, l'O Médéa ira à Hadjout pour croiser le fer avec l'USMMH dans un match où le nul n'arrangerait aucune équipe. Le CABBA, la grande déception de ce championnat, dispose d'une belle opportunité avec la réception de l'ABM pour mettre fin à sa crise de résultats, les Bordjis n'ayant remporté aucune victoire lors des quatre derniers matches. Enfin, le CRBAF et l'ASK sont condamnés à s'imposer chez eux devant respectivement l'ABS et l'ESMK pour améliorer leur position.

M. Zeggai

Vendredi à 15 h 00	
Oued Rhiou : .....	RCR ..... MCS
Khroub : .....	ASK ..... ESMK
Batna : .....	CAB ..... USC
Hadjout : .....	USMMH ..... OM
Blida : .....	USMB ..... DRBT
O.E. Bouaghi : .....	CRBAF ..... ABS
Tlemcen : .....	WAT ..... JSMB
B.B. Argeridj (16h) : .....	CABBA ..... ABM

**Division nationale amateur - Est**

**Sommet à Skikda**

Eu égard au programme des rencontres de cette 11<sup>e</sup> journée du championnat dans ce groupe, nous sommes tentés de dire qu'un éventuel changement de décor risque d'intervenir dans la partie haute du tableau. Ainsi, et après avoir réussi à rejoindre le leader à la première place, la semaine passée, Hamra Annaba tentera de confirmer sa bonne santé en allant défier la JSM Skikda, son poursuivant direct, sur ses terres. Un match où l'avantage du terrain pourrait faire pencher la balance.

Son alter-égo, l'USM Ain Beïda, sera lui aussi dans l'obligation de réaliser un bon résultat à Batna, où le

MSPB, qui évoluera à huis clos, n'a pas droit à l'erreur. En tous cas, un éventuel faux pas de l'USMAB pourrait arranger les affaires des autres poursuivants, le NC Magra et l'US Biskra en l'occurrence, qui bénéficient de l'avantage du terrain face respectivement au CR Village Mousa et au WA Ramdane Djamel, les mal-classés. Pour sa part, la lanterne rouge, l'AS Ain M'lila, n'aura plus droit à l'erreur et doit réagir devant l'Entente Collo, alors que l'USM Annaba, qui vient d'amorcer sa remontée au classement, sera confrontée à l'USM Khenchela, une formation du milieu du tableau.

Enfin, le HB Chelghoum Laid et le MO Constantine croiseront le fer avec respectivement, le NRB Touggourt et l'ES Guelma dans des matches indécis et ouverts.

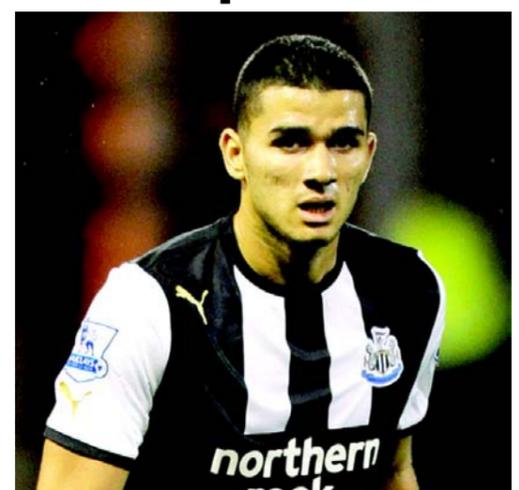
M. Benboua

Vendredi à 15 h 00	
Aïn M'lila : .....	ASAM-EC
Chelghoum Laid : .....	HBCL-NRBT
Skikda : .....	JSMS-Hamra
Constantine : .....	MOC-ESG
Batna : .....	MSPB-USMAB
Magra : .....	NCM-CRVM
Annaba : .....	USMAN-USMK
Biskra : .....	USB-WARD

**Newcastle**

**Mehdi Abeid retrouve la compétition**

L'international algérien, Mehdi Abeid, rétabli de sa blessure à un pied, a retrouvé la compétition à l'occasion du déplacement de son équipe Newcastle à Burnley (1-1), mardi soir, pour le compte de la 14<sup>e</sup> journée de la Premier League anglaise de football. Le milieu défensif, absent des terrains depuis la mi-novembre dernier, a participé à l'intégralité de la partie. Abeid (22 ans) s'était blessé à l'entraînement de la sélection algérienne la veille de son match à domicile contre l'Ethiopie, le 15 novembre dernier, dans le cadre de l'avant-dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique. Il honorait pour la circonstance sa première convocation chez les Verts. L'entraîneur national, le Français Christian Gourcuff, devait d'ailleurs l'aligner dans le onze de départ de son équipe, comme il l'avait lui-même informé, mais la blessure du joueur formé à Lens (Ligue 1, France) a chamboulé ses plans. En renouant avec la compétition, Abeid, ex-capitaine de la sélection olympique algérienne, relance ses chances de participation à la prochaine Coupe d'Afrique (CAN-2015) prévue en Guinée équatoriale, entre le 17 janvier et le 8 février.





- 08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
- 09.30 Djourouh el hayet
- 10.00 Moudoun mina el aâlem
- 10.30 Dessin animé
- 11.00 Reportage
- 12.00 Journal en français
- 12.30 Maoussim el matar
- 13.40 Min barrai el cherh
- 14.25 Assrar el madhi II
- 15.10 Trésors d'Algérie «Jijel»
- 16.20 Ben 10
- 16.45 Dessin animé
- 18.00 Journal en amazigh
- 18.20 Djourouh el hayet  
Feuilleton algérien
- 19.00 Journal en français
- 19.30 Nass kifna
- 20.00 Journal en arabe
- 20.45 Familetna
- 21.15 Inter face
- 22.35 Culture club
- 23.35 Festival de la musique andalouse



**20.45 L'ivresse du pouvoir**



**Avec Isabelle Huppert, Marilyne Canto, François Berléand**  
Jeanne Charmant-Killman, juge à Paris, instruit une délicate affaire touchant aux milieux politiques et industriels. Elle fait incarcérer pour détournement de fonds Humeau, le président d'un grand groupe français. Comme les autres personnes impliquées, Humeau reste muet. Jeanne se voit alors adjoindre une seconde magistrate avec qui elle travaille en bonne intelligence. Pourtant, elle se sent menacée.



JEUDI



**20.55 Profilage**



**Saison 5 - Episode 11**  
**- Pour toujours**  
**Avec Odile Vuillemin, Philippe Bas, Jean-Michel Martial**

Hyppolite est sur le point de se marier dans une petite église de campagne. Tout se passe pour le mieux : le prêtre, les invités, tout le monde est prêt. Sauf la mariée, Jessica, qui se fait attendre. Et pour cause. Elle appelle Hyppolite à la dernière minute pour lui annoncer qu'elle a changé d'avis, et qu'elle le quitte.



**20.47 Des paroles et des actes**



**Présenté par David Pujadas**

Le 29 novembre a eu lieu le premier tour du scrutin concernant le prochain Président de l'UMP. Une élection qui opposait trois candidats : Nicolas Sarkozy, Hervé Mariton et Bruno Le Maire. Entouré de journalistes de la rédaction - Nathalie Saint-Cricq pour la séquence "Le Révélateur", François Lenglet pour la séquence "Pure Economie", Jeff Wittenberg pour la séquence "Pure Politique" - d'experts ou encore d'intellectuels...



**20.50 Qu'est-ce que je sais vraiment ?**

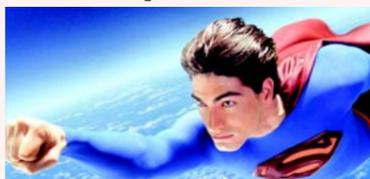


**- Spéciale code de la route**  
**Présenté par Karine Le Marchand, Stéphane Plaza**

Le quiz interactif permettant de tester sa culture générale est de retour avec une première émission dédiée au code de la route. En plateau, Isabelle Mergault, Valérie Bègue, Titoff et Arnaud Ducret - chacun jouant au profit d'une association - testent leurs connaissances tout comme les 300 étudiants présents. Les téléspectateurs, quant à eux, sont invités à participer en se connectant via l'application de la chaîne.



**20.50 Superman Returns**



**Avec Brandon Routh, Kate Bosworth, Kevin Spacey, James Marsden**

Superman est de retour à Metropolis après un long séjour sur sa planète natale, Krypton. Il apprend que son grand amour Lois Lane, reporter au quotidien Daily Planet, a été récompensée pour un essai intitulé "Pourquoi le monde n'a plus besoin de Superman ?". Mère d'un adorable garçon, Lois s'est mise en ménage avec Richard White, le neveu de son patron. Mais Superman n'a pas perdu espoir de la reconquérir.



**20.55 Ray Donovan**



**Saison 2 - Episode 5**  
**- Printemps irlandais**  
**Avec Liev Schreiber, Dash Mihok, Paula Malcomson, Eddie Marsan**

Ray accompagne son fils Conor pour qu'il s'excuse auprès de son ami Alex mais l'entretien dégénère rapidement. Ray obtient auprès de Frank de précieuses informations qu'il pourrait utiliser contre l'agent Cochran. Abby retourne au stand de tir dans l'espoir de revoir Jim, le policier qu'elle a rencontré sur place. Marvin propose à Bridget de l'emmener à une fête chez une star du hip-hop, récemment sorti de prison.

**22.40 Lilyhammer**



**Saison 2 - Episode 8**  
**- Tomber le masque**

**Avec Steven Van Zandt, Trond Fausa Aurvag, Steinar Sagen**  
Frank se prépare à partir pour New York pour régler un certain nombre d'affaires à la demande de l'une de ses vieilles connaissances. Il ignore que ses hommes lui préparent une surprise de taille. Sigrid a une violente altercation avec Chris qu'elle a rencontré par hasard dans un supermarché. Aldo décide d'organiser un gigantesque bal masqué chez lui. Tagliano compte saisir l'occasion pour pénétrer dans sa propriété.



- 09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
- 10.30 Djourouh el hayet
- 12.00 Journal en français
- 12.25 Massadjid oua tarikh
- 13.20 Prière du vendredi (direct)
- 13.45 Association Awtar Tlemcen
- 14.15 Réflexions
- 15.05 Aila hayla  
Film algérien
- 16.00 En haut de l'affiche
- 17.00 Ben 10
- 17.35 Un mythe un lieu  
Série
- 18.00 Journal en amazigh
- 18.25 Djourouh el hayet  
Feuilleton algérien
- 19.00 Journal en français
- 19.30 Point culturel
- 20.00 Journal en arabe
- 20.45 Familetna
- 21.15 C'est son show
- 22.50 NAHD/USMH en différé



**20.45 Téléthon 2014**



**- 28e édition**  
**Présenté par Sophie Davant, Laurent Boyer**

Cette année, au pied de la tour Eiffel, l'esplanade du Champ-de-Mars se pare de mille feux pour accueillir le Téléthon. En direct d'une «bulle de cristaux», le chanteur Garou, parrain de cette 28e édition, accueille des familles, artistes, chercheurs et animateurs pour faire grimper le compteur de la solidarité en faveur de la recherche sur les maladies génétiques.



VENDREDI



**20.55 Vendredi, tout est permis avec Arthur**



**Présenté par Arthur**

L'animateur invite Kev Adams, Michel Boujenah, Shy'm, Virginie Hocq, Stéphane Rousseau, Rachid Badouri, Titoff, Arnaud Ducret, Claudia Tagbo, Florent Peyre et Les Chevaliers du Fiel à relever des défis où l'autodérision est de mise. Les invités doivent par exemple jouer une saynète sur un décor penché à 22,5 degrés et ainsi défier les lois de la gravité au risque de chuter régulièrement.

**23.35 Spéciale bêtisier**



**- Le grand bêtisier en vacances**

**Présenté par Karine Ferri**

Deux semaines avant le début des vacances de Noël, la chaîne a concocté une émission spéciale. L'animatrice propose une sélection d'images drôles et surprenantes diffusées à la télévision, en France et à l'étranger, ainsi que des séquences insolites dénichées sur Internet. Au programme : un florilège des plus beaux fous rires, chutes spectaculaires ou ridicules, dérapages d'invités en direct, incidents techniques, lapsus, animaux incontrôlables sur les plateaux, séquences insolites, bêtisiers des fictions françaises...



**20.50 Elementary**



**Saison 2 - Episode 1**  
**- London Calling**

**Avec Jonny Lee Miller, Lucy Liu, Aidan Quinn, Jon Michael Hill**  
Sherlock reçoit un appel de Scotland Yard à propos de Gareth Lestrade, un inspecteur en mauvaise posture, qui a déjà collaboré avec le célèbre détective. Celui-ci accepte aussitôt de se rendre à Londres en compagnie de Joan pour lui prêter main-forte. Sur place, ils rencontrent l'inspecteur Hopkins, qui leur explique que Lestrade a été dessaisi d'une enquête impliquant un magnat de la presse.



**20.47 Duel au soleil**



**Saison 1 - Episode 3**  
**- Les fantômes de Cauro**  
**Avec Gérard Darmon, Yann Gael, Yanne Bonnaud, Chloé Stefani**  
En pleine nuit, Sébastien est victime d'une tentative de meurtre. Ange ne comprend pas. Son désarroi augmente encore quand, à l'aube, une amnésique sans papiers est retrouvée errant ensanglantée sur la piste du haras d'un propriétaire de chevaux. L'inconnue dit avoir été agressée alors qu'elle ne porte aucune trace d'agression. Les enquêteurs de la Crim' découvrent que le sang sur le corps de la jeune femme appartient à un célèbre jockey corse.



**20.55 En solitaire**



**Avec François Cluzet, Samy Seghir, Virginie Efira, Guillaume Canet**

Yann Kermadec peut enfin participer au Vendée globe. Second de Franck Drevil, il remplace en effet ce dernier, qui a été contraint tardivement d'abandonner la course. La course se déroule bien pour lui mais un ennui technique l'amène à faire une halte aux Canaries. Quand il repart, il constate qu'un jeune migrant mauritanien clandestin est monté à bord de son bateau. L'adolescent s'appelle Mano Ixa et veut rejoindre la France. Mais Yann ne veut pas sacrifier sa course pour le jeune homme.

**22.35 Comme des frères**



**Avec François-Xavier Demaison, Nicolas Duvauchole, Pierre Niney**  
Boris, Elie et Maxime n'ont qu'une chose en commun : la belle Charlie. Quand la jeune femme meurt, ils décident de partir en week-end ensemble, pour honorer une vieille promesse qu'ils lui avaient faite. L'homme d'affaires, le scénariste sans le sou et le jeune naïf se retrouvent donc dans la voiture de Boris. Là, ils peuvent faire plus ample connaissance, mais également se remémorer leur vie avec Charlie.



## 188 personnes condamnées à mort en Egypte



Un tribunal égyptien a condamné à mort mardi 188 personnes pour le meurtre d'au moins 13 policiers lors de violences en août après la dispersion de sit-in des partisans du président déchu Mohamed Morsi. Les peines capitales prononcées mardi seront soumises, conformément à la loi égyptienne, à l'avis — purement consultatif — du mufti. Elles seront ensuite confirmées ou commuées en peine de prison lors d'un verdict final, attendu le 24 janvier. Parmi les condamnés, 143 sont actuellement en détention. Les condamnés étaient accusés d'avoir participé le 14 août 2013 à une attaque meurtrière visant le commissariat de Kerdassa, un village dans la banlieue du Caire, le jour même où les forces de sécurité dispersaient deux sit-in massifs organisés dans la capitale par les partisans de M. Morsi. Cette opération des forces de sécurité avait coûté la vie à au moins 700 personnes en un jour.

## Une Américaine poignardée à mort aux Emirats

La police d'Abou Dhabi a déclaré mercredi avoir lancé des recherches après la mort d'une enseignante américaine, poignardée dans des circonstances mystérieuses dans des toilettes pour femmes d'un centre commercial, ont rapporté des journaux gouvernementaux. Le colonel Rashid Bourscheid, directeur du département des investigations criminelles de la police d'Abou Dhabi, a indiqué que l'Américaine, âgée de 37 ans, travaillait dans une maternelle et qu'elle a succombé à ses blessures à l'hôpital. Cité par le quotidien gouvernemental The National, le colonel a dit que la victime, qui se trouvait au Boutik Mall de l'île de Reem, a été poignardée lundi après-midi à l'aide d'un «objet tranchant» à la suite d'une violente altercation dans des toilettes pour femmes. Selon des témoins, l'assaillant(e) avait une abaya, des gants noirs, ainsi qu'un niqab. La police cherche à déterminer les motifs, ainsi que l'identité de l'assaillant(e) qui a réussi à s'enfuir, a indiqué le journal. L'identité de la victime n'a pas été révélée.

## Attentat contre la résidence de l'ambassadeur d'Iran au Yémen



La résidence de l'ambassadeur d'Iran au Yémen a été visée mercredi par un attentat à la voiture piégée qui a fait un mort et 17 blessés, mais le diplomate ne se trouvait pas sur place. La puissante explosion a visé la résidence de l'ambassadeur iranien à Sanaa, Hassan Sayed Nam, située à Hada, le quartier diplomatique dans le sud de la capitale yéménite Sanaa. L'ambassadeur iranien, qui vient de prendre ses fonctions à Sanaa où il a présenté lundi ses lettres de créance, ne se trouvait pas dans sa résidence au moment de l'attentat, a indiqué une source des services de sécurité yéménites. «Un des trois gardes de la résidence a été tué», a ajouté cette source. En fin de matinée, un responsable des services de sécurité yéménites a avancé un bilan d'un mort et 17 blessés.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Plus de 150 morts dans un raid de Boko Haram au Nigeria

Plus de 150 personnes, dont 44 membres des forces de sécurité, ont été tuées dans le raid lancé lundi par le groupe islamiste Boko Haram sur la ville de Damaru, dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris de sources concordantes. Selon un haut responsable des secours et une source médicale à l'hôpital Sani Abacha de la ville, 115 corps ont été amenés à la morgue après l'attaque qui a duré plusieurs heures. Six soldats ont également été tués, a-t-on ajouté, tandis que le porte-parole de la police nigérienne, Emmanuel Ojukwu, a déclaré que 38 policiers étaient également morts. Sur les 115 cadavres de la morgue, qui tous portaient des vêtements civils, deux étaient médecins. Trois autres étaient un salarié de l'école polytechnique fédérale de l'Etat de Yobe, dont Damaru est la capitale, et ses deux enfants. Selon la source



médicale, une partie des autres victimes étaient des insurgés. «Parmi les policiers, nous avons 38 morts», a précisé le porte-parole de la police Ojukwu. Selon le responsable des secours, 78 personnes ont également été

blessées, dont 53 ont quitté l'hôpital après avoir reçu de soins. Aucun bilan n'avait encore été donné après l'attaque lancée lundi à l'aube par un grand nombre d'hommes armés qui avaient incendié les locaux de la police.

## Libye: l'ONU propose une nouvelle réunion de dialogue

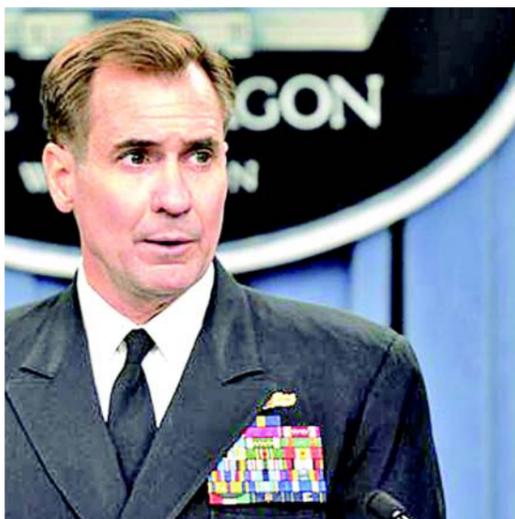
La mission de l'ONU en Libye (UNSMIL) a appelé mercredi à la tenue, le 9 décembre, d'une nouvelle réunion de dialogue entre les protagonistes de la crise libyenne, pour mettre fin aux violences dans ce pays livré à l'anarchie. «Après consultation avec les parties libyennes, l'Unsmil appelle à un nouveau round de dialogue politique le 9 décembre», a indiqué l'Unsmil dans un communiqué, sans donner préciser le lieu de la réunion

ni les participants. «Une annonce détaillée sera faite dans les prochains jours», a-t-on ajouté de même source. Une première réunion avait eu lieu fin septembre entre des membres rivaux du Parlement élu en juin dernier et reconnu par la communauté internationale, mais n'a pas donné de résultats. Le chef l'Unsmil Bernardino Leon a multiplié depuis quelques semaines les contacts avec les dirigeants du gouvernement d'Abdallah al-Theni

et du Parlement, qui siègent à un millier de km à l'est de Tripoli. Ce Parlement a été toutefois invalidé par la Cour suprême libyenne le 6 novembre, une décision qui a mis dans l'embarras la communauté internationale. Depuis, le Congrès général national (CGN), l'ancien Parlement dominé par les islamistes a repris service sous l'impulsion de la milice islamiste Fajr Libya qui avait déjà installé un gouvernement parallèle à Tripoli.

## Frappes d'avions de chasse iraniens contre Daech en Irak

Des avions de chasse iraniens ont lancé des frappes contre les djihadistes du groupe Etat islamique (Daech) dans l'est de l'Irak ces derniers jours, sans que ces frappes soient coordonnées avec celles des Etats-Unis, a indiqué mardi le Pentagone. «Nous avons des indications qu'ils ont lancé des raids aériens avec des avions F-4 Phantom ces derniers jours», a déclaré à l'AFP le porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Kirby. Ses déclarations intervenaient après que la chaîne Al-Jazeera a montré des images d'avions semblant être des chasseurs F-4, similaires à ceux utilisés par l'armée de l'air iranienne. Ces avions attaquaient des cibles dans la province de Diyala, frontalière de l'Iran. Lors d'une conférence de presse, M. Kirby avait auparavant noté qu'il revenait au gouvernement irakien de coordonner les frappes aériennes menées par les différents pays participant à la coalition internationale contre Daech et non aux Etats-Unis.



## EDITORIAL

Par M. Saadouné

### MAUVAIS CLASSEMENT

élément qui dresse un portrait de l'économie du pays et des pratiques en vigueur.

Toutes ces organisations ne complotent pas pour dresser une mauvaise image de l'Algérie. Au demeurant, l'actualité ne cesse de nous rappeler que la corruption algérienne n'est pas une invention. En Italie, l'ancien patron de Saipem Contracting Algérie, Tullio Orsi, a confirmé avant-hier, devant le procureur de Milan, les rencontres «particulières» entre Scaroni, patron d'Eni, l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, et «l'homme nécessaire», Farid Bedjaoui. Cette affaire Saipem en Italie n'est pas un complot des magistrats italiens. Ils s'occupent d'une affaire de corruption dont les auteurs sont des Italiens et qui a donné lieu à des rétrocommissions au profit d'Italiens. Les Algériens, dont le très haut placé ancien ministre de l'Energie, sont cités de manière collatérale. Mais suffisamment précise pour montrer que la corruption a atteint le haut.

On connaît des détails alors que pour les

affaires Sonatrach 1 et 2 en Algérie, l'information est quasi inexistante. Il faut donc prendre au sérieux ce qu'écrit la presse italienne sur l'affaire Saipem. Il faut prendre aussi au sérieux les classements de Transparency International. Ceux qui ont la patience de fouiller dans ces rapports peuvent remarquer la grande constance du mauvais classement de l'Algérie depuis plus d'une décennie. On peut y avoir la confirmation que l'on n'est pas devant un dysfonctionnement conjoncturel mais devant une situation structurelle. Parlant des économies émergentes à forte croissance, le président de Transparency International José Ugaz a dénoncé une «culture de l'impunité dans laquelle la corruption prospère».

Mais si ces pays émergents s'accroissent de la corruption au nom du dynamisme économique actuel, ils perdent au final car sur «le long terme, il n'y a aucun pays avec une croissance économique solide ayant en même temps un haut niveau de corruption». L'Algérie n'a même pas le dynamisme de ces pays émergents. On sait déjà qu'elle est perdante. On sait aussi que la question est politique.

## El-Tarf : il menace de s'immoler par le feu à l'intérieur du siège de la wilaya

Branle-bas de combat au siège de la wilaya d'El-Tarf hier. En effet, en début d'après-midi, un homme de 35 ans, en voiture avec sa femme et ses deux enfants, a choisi le moment de l'ouverture du portail central laissant une voiture de la wilaya sortir pour surprendre les gardiens et foncer directement à l'intérieur du siège de la wilaya. Resté à l'intérieur du véhicule avec sa petite famille, le jeune homme, comme pris d'une crise d'hystérie, s'est mis à hurler menaçant de s'immoler avec sa famille.

L'intervention des responsables présents sur les lieux, des agents de la police et de la Protection civile, a permis de raisonner le père de famille venu de la commune d'Echatt. Il venait d'apprendre qu'il faisait partie des personnes exclues de la liste de logement car bénéficiaire d'un logement par le passé. **A. Ouelaa**

## Décès du PDG de Numidia News

Le Président-directeur général de la chaîne de télévision privée Numidia News, Samer Ryad, est décédé hier mercredi à Alger à l'âge de 39 ans, a annoncé cette chaîne sans donner plus de détails. De son vrai nom Samir Ouail, le défunt a exercé en tant que journaliste dans plusieurs journaux, notamment Al-Fadjr et El-Khabar, et s'était spécialisé dans le journalisme d'investigation avant de se lancer dans l'audiovisuel.

## Ooredoo étend son réseau 3G++

Ooredoo, dont le réseau 3G++ a récemment fait l'objet de plusieurs distinctions internationales, annonce la couverture depuis hier de six nouvelles wilayas à savoir : Naâma, Tizi-Ouzou, Mascara, Oum El Bouaghi, Tiaret et Relizane. La stratégie de déploiement du réseau 3G++ de Ooredoo se poursuivra dès le début de l'année 2015 et concernera sept autres wilayas en l'occurrence : Annaba, Batna, El Bayadh, Laghouat, Guelma, El Taref et Ain Témouchent. Au terme de ces extensions, 32 wilayas seront couvertes par le réseau 3G++ de Ooredoo. Le Directeur Général M. Joseph Ged a déclaré : «Ooredoo est heureux d'étendre sa couverture 3G++ à des nouvelles wilayas afin de couvrir plus de 80% de la population et permettre à plus de 30 millions d'Algériens de bénéficier d'un réseau 3G++ qui constitue une référence internationale. Depuis le lancement de la 3G++, Ooredoo a multiplié les performances techniques et a consacré le leadership algérien en télécommunications au Maghreb et en Afrique.»